ASSEMBLEE NATIONALE

LE PRESIDENT

130/PAN/575/2023

SENAT DU BURUNDI
Bureau de liaison
Reçu le 6/10/2023
Sous le n° 20371/2023
Transmis à GITEGA
Date de transmission 6/10/2023
Classement

REPUBLIQUE DU BURUNDI

Bujumbura, le 5/10/2023

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les assurances de Notre plus haute considération.

DL
Pour action
09/10/2023

Au Très Honorable Président du Sénat
à
GITEGA.

Très Honorable Président,

Conformément à l'article 196 de la Constitution de la République du Burundi, nous avons l'honneur de vous transmettre **le projet de loi organique n°1/ ... du ... / ... /2023 portant modification de la loi n°1/08 du 17 mars 2005 portant Code de l'organisation et de la compétence judiciaires analysé en seconde lecture,** tel qu'adopté par l'Assemblée nationale, en date du 03 octobre 2023.

Vous trouverez, en annexe, les amendements y relatifs.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer, **Très Honorable Président**, les assurances de notre haute considération.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Très Honorable Gelase Daniel NDABIRABE

REPUBLIQUE DU BURUNDI
Cabinet du Président
B.P. 120 BUJUMBURA
ASSEMBLEE NATIONALE

C.P.I à :
- Excellence Monsieur le Vice-Président de la République ;
- Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République ;

à

BUJUMBURA.

ASSEMBLEE NATIONALE

LE PRESIDENT

130/PAN/...../2023

REPUBLIQUE DU BURUNDI

Bujumbura, le ..5.../..10./2023

AMENDEMENTS ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE NATIONALE LORS DE L'ANALYSE ET DE L'ADOPTION EN SECONDE LECTURE DU PROJET DE LOI ORGANIQUE N°1/... DU .../... /2023 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°1/08 DU 17 MARS 2005 PORTANT CODE DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPETENCE JUDICIAIRES

Lors de l'analyse du projet de loi susmentionné, les amendements suivants ont été adoptés par l'Assemblée nationale :

N°	Matières réformées	Observations	Motivations
1.	**I. SUR LES ASPECTS DE FORME** **Les visas**	**Les visas suivants ont été ajoutés:** Loi organique n°1/21 du 27 juin 2022 portant Modification de la loi organique n°1/04 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition, Instruction, Conditions de service et fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ; Loi organique n°1/05 du 16 mars 2023 portant Détermination et Délimitation des Provinces, des Communes, des Zones, des Collines et/ou Quartiers de la République du Burundi ;	Ces visas permettent de situer le texte dans son environnement juridique et indiquent les textes dont la connaissance est nécessaire à la compréhension du texte lui-même. Ils jouent également un rôle de déterminer le bloc normatif de référence, c'est-à-dire, au-delà des textes que l'on applique, les textes avec lesquels cette loi organique devra se combiner.
		Les chiffres cardinaux des articles, des intitulés, des chapitres, des	Harmonisation de deux versions du texte

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 - 22 23 36 40 - 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA - BURUNDI

		sections, des sous-sections et des paragraphes ont été corrigés et réécrits en gras dans la version kirundi du texte comme c'est le cas dans la version française. Les dispositions qui n'étaient pas traduites ou dont la traduction n'était pas cohérente au texte en français ont été revues en collaboration avec le SNL.	Dans le strict respect de l'exigence constitutionnelle, précisée dans l'article 5, al.2 de la Constitution de la République du Burundi, tous les textes législatifs doivent avoir leurs versions en Kirundi.
	Sur la mise en forme **Sur la traduction du texte**	**Il s'agit des articles ; 26 al.1 et 2, 34, 37, 52,147 al.4, 147 al.5, 202,203 et 204**	La rigueur de la cohérence des deux versions a été observée.
2	**II. SUR LES ASPECTS DE FOND** **L'article 8**	L'article 8 du texte de loi organique sous analyse a été élagué.	Cet article ne cadrait pas avec le présent texte de loi organique sous analyse mais a plutôt trait au Statut des magistrats. En plus, aucune disposition de la présente loi organique ne développe ce qui est en rapport avec l'impartialité des juges à laquelle ladite disposition se rapporte.
3	**L'article 11 devenu 10**	Cet article classe la Cour anticorruption parmi les juridictions régies par une loi spécifique. C'est une évidence. Néanmoins, quelques principes généraux qui guident cette Cour	La présente loi donne aux tribunaux de grande instance une nouvelle compétence en matière anticorruption. Par voie de conséquence, des missions et des principes généraux qui guident la Cour anticorruption ont été énoncés dans cette loi organique.

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 – 22 23 36 40 – 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA – BURUNDI

		devraient apparaître dans la présente loi organique. **Cette disposition est restée inchangée. Plutôt, nous avons créé une nouvelle section avec deux sous sections pour introduire la Cour anticorruption.** **A cet effet, nous proposons d'intégrer dans la présente loi organique AU CHAPITRE III : DES JURIDICTIONS SPECIALISEES ; une section 4.** **Nous proposons des dispositions suivantes pour cette nouvelle section créée.** **NB : Les dispositions ci-après sont tirées de la Loi n°1/12 du18 avril 2006 portant Mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes.** **Section 4 : De la Cour anticorruption** ***Des principes généraux applicables à la Cour anticorruption*** **Article 84 :** ***La Cour anticorruption a pour missions générales de :***	Avec la création des chambres anticorruption dans les tribunaux de grande instance, il devient pertinent d'énoncer les missions de la cour contrairement aux autres juridictions régies par des lois spécifiques, citées à l'article 11, auxquelles cette loi organique ne fait pas référence ou ne mentionne nulle part.

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 - 22 23 36 40 - 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA - BURUNDI

		renforcer les mesures visant à prévenir et à combattre la corruption; ***promouvoir l'intégrité, la responsabilité et la transparence dans la gestion des secteurs public et prive;*** ***faciliter et appuyer la coopération internationale et l'assistance technique aux fins de la prévention et de la lutte contre la corruption, y compris le recouvrement d'avoir ;*** ***mettre en application les conventions de lutte contre la corruption déjà ratifiées par le Burundi.*** **Article 85 :** ***D'une façon générale, la Cour anticorruption a pour but de prévenir et de réprimer la corruption et les infractions connexes commises au sein des organes des services publics et privés et des organisations non - gouvernementales*** ***Elle est compétente pour connaître les infractions de corruption et les infractions connexes.*** ***Au premier degré, elle connaît des infractions commises par les justiciables ayant le privilège de juridiction devant la Cour d'appel.***	

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 – 22 23 36 40 – 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA – BURUNDI

		Elle connaît des appels en provenance des chambres anticorruption créées au sein des tribunaux de grande instance. **Article 86 :** ***Les arrêts rendus par la Cour anticorruption sont susceptibles d'opposition, d'appel devant la chambre judiciaire de la Cour Suprême et de cassation devant la Cour Suprême.*** ***Ils sont également susceptibles de révision conformément aux dispositions pertinentes de la loi régissant la Cour Suprême.*** **Article 87 :** ***Sous la supervision du Procureur Général de la République, le Ministère Public près la Cour anticorruption recherche à charge des personnes qui ne bénéficient pas du privilège de juridiction prévues par la loi régissant la Cour Suprême, les infractions de corruption et les infractions connexes à la corruption, reçoit les dénonciations y relatives, fait tous les actes d'instruction et saisit la Cour lorsqu'il ne décide pas du classement sans suite.***	

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 – 22 23 36 40 – 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA - BURUNDI

		Article 88 : ***Le Ministère Public près la Cour anticorruption intervient dans l'exécution des décisions de la Cour conformément aux dispositions pertinentes de la présente loi.***	
4	**Article 15 devenu 14**	Article 15 dispose : ***« Les tribunaux de résidence connaissent des infractions punissables au maximum de deux ans de servitude pénale indépendamment du montant de l'amende. Ils statuent par un seul et même jugement sur les intérêts civils quel que soit le montant des dommages et intérêts à allouer d'office ou après constitution de la partie civile ».*** Après analyse de cette disposition, il est à remarquer que : Donner la compétence aux tribunaux de résidence de connaitre les infractions relatives aux accidents de roulage serait rester dans le statu quo d'alourdir les procédures qui endiguent le dédommagement des sinistrés ; Ces infractions, pourtant nombreuses, ne sont pas non plus jugées par le tribunal de grande	

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 - 22 23 36 40 - 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA – BURUNDI

		instance. Pourtant, au regard de la lenteur quant à dédommager les sinistrés dans une période raisonnable, ce genre d'infractions serait jugé, au premier degré, au tribunal de grande instance. A cet effet, cet article serait reformulé ainsi : *« **A l'exception des infractions liées aux accidents de roulage**, les tribunaux de résidence connaissent des contraventions et des infractions punissables au maximum de deux ans de servitude pénale indépendamment du montant de l'amende. Ils statuent par un seul et même jugement sur les intérêts civils quel que soit le montant des dommages et intérêts à allouer d'office ou après constitution de la partie civile ».* A cet effet, il a été créé un autre article relatif aux infractions liées aux accidents de roulage, dans la compétence répressive du tribunal de grande instance libellé comme suit :	
	Article 16 devenu 15	*« Les tribunaux de grande instance connaissent également à juge unique, assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier, des infractions*	

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 – 22 23 36 40 – 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA – BURUNDI

	Article 17 devenu 16	*relatives aux accidents de roulage, sauf si compte tenu de la complexité des faits, le président du tribunal, d'office ou à la demande de l'une quelconque des parties au procès, décide de renvoyer l''affaire devant une formation collégiale. Le président statue par ordonnance non susceptible de recours ».* Article 16. «Les Tribunaux de résidence peuvent prononcer la contrainte par corps pour une durée ne dépassant pas deux mois ». ***Cette disposition a été élaguée pour éviter des confusions et contradictions avec le Code pénal burundais en ses articles 97, 98 et 99.*** L'article 17 est libellé comme suit : « ***Sur réquisition du ministère public, les Tribunaux de résidence peuvent mettre à la disposition du Gouvernement pour une durée ne dépassant pas six mois les individus majeurs qui tombent sous l'application des dispositions pénales relatives au vagabondage, à l'exploitation de la***	

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 – 22 23 36 40 - 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA – BURUNDI

	Article 22 devenu 21	***mendicité ou à la récidive ».*** **Nous proposons deux alinéas à cet article:** ***Une ordonnance conjointe du Ministre ayant le genre dans ses attributions, Ministre ayant la justice dans ses attributions et le Ministre ayant l'intérieur dans ses attributions doivent prévoir les modalités de mise en application de cet article.*** ***En cas de récidive, ces individus doivent être condamnés conformément au Code pénal.*** **L'article 22** qui dispose : « Les tribunaux de résidence ne connaissent pas des contestations dont le montant excède les limites de leur compétence en raison du cumul des demandes ou chefs de demande », **a été élagué.** **Pour garder l'esprit de cet article pris dans son contexte juridique, un deuxième alinéa a été ajouté à l'article 23.** ***« Toutefois, les jugements rendus conformément au point 5° de l'article 19 ne sont susceptibles d'aucun recours ».*** ***Par ailleurs, dans la***	

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 - 22 23 36 40 - 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA - BURUNDI

		compétence civile du tribunal de résidence énoncée à l'article 20, il a été ajouté un point qui parle *« des actions relatives à la liquidation des successions sous réserve des dispositions prévues au point 2° ».*	
5	**L'article 26 devenu 25**	L'article 26 de la loi organique sous examen crée une chambre anticorruption dans chaque tribunal de grande instance excepté en Mairie de Bujumbura. La Cour anticorruption connaitrait au premier degré des infractions commises par les justiciables ayant le privilège de juridiction devant la Cour d'appel. La Cour anticorruption serait également compétente pour connaître des appels en provenance des chambres anticorruption créées au sein des Tribunaux de Grande Instance. **Nous proposons de reformuler l'article comme suit :** ***« Il est créé une chambre anticorruption dans chaque tribunal de Grande Instance.*** ***Les appels formés contre les décisions rendues par les chambres anticorruption des TGI***	La chambre anticorruption doit être créée dans tous les tribunaux de grande instance, dans le but de mettre sur le même pied d'égalité les justiciables, exceptés ceux qui ont le privilège de juridiction. **Et cela sans distinction de la Mairie pour tenir compte des dispositions pertinentes de la nouvelle loi organique n° 1/05 du 16 mars 2023 portant Détermination et délimitation des provinces, des communes, des zones, des collines et/ou quartiers de la République du Burundi.** Le texte de loi organique sous examen n'a prévu aucune disposition en rapport avec le recours en appel à la Cour anticorruption contre les décisions des chambres anticorruption instituées au sein des tribunaux de grande instance. Dans ses amendements, le Parlement propose que la Cour anticorruption reste une juridiction spécialisée dans le but de garder la spécificité en matière de la répression de la corruption et des infractions connexes.

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 – 22 23 36 40 – 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA – BURUNDI

		sont dirigés à la Cour Anticorruption (cfr amendement de fond n° 9 du parlement). ***Les justiciables qui ont le privilège de juridiction au sens de la présente loi sont directement jugés par la Cour anticorruption***	
6	**Article 63 devenu 68**	Article 63 dispose : « Dans les ressorts des tribunaux de grandes instances où il n'est pas encore crée de tribunal du commerce, les actions relevant de sa compétence sont jugées par la chambre commerciale du Tribunal de Grande Instance à l'exception des tribunaux de grande instance ayant leurs sièges en Mairie de Bujumbura ». **Cet article devrait être reformulé conformément à la loi organique n°1/05 du 16 mars 2023 portant Détermination et délimitation des Provinces, des Communes, des Zones, des Collines ou Quartiers de la République du Burundi.** **En effet, la nouvelle délimitation peut faire naitre d'autres Mairies en dehors de Bujumbura.**	Il faudrait créer dans la présente loi organique, les chambres sociales, commerciales en plus de la chambre anti- corruption au niveau des Tribunaux de grande instance. Il faut signaler que les compétences sociales et commerciales étaient déjà exercées par les tribunaux de grande instance. Ces dispositions parlent du contrôle et de l'encadrement des juridictions.

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 – 22 23 36 40 – 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA BURUNDI

		« Dans les ressorts des Tribunaux de grande instance où il n'est pas établi de Tribunal du commerce, les actions relevant de sa compétence sont jugées par la chambre commerciale du Tribunal de grande instance à l'exception des tribunaux de grande instance ayant leurs sièges dans la province de Bujumbura ».	Certes, le juge doit être indépendant de toute influence. Mais cette indépendance judiciaire ne signifie pas que les juges et les responsables des tribunaux peuvent se comporter comme bon leur semble.
	Article 92 -93	***Tous les litiges commerciaux relevant de cette matière du ressort de la province de Bujumbura sont jugés par le Tribunal du commerce*** **Article 92 :** Chaque juridiction a un devoir de contrôle et d'encadrement sur les juridictions immédiatement inférieures. **Article 93** Dans chaque juridiction, le président est chargé de l'ordre et de l'organisation du service sous le contrôle de son chef hiérarchique. Nous proposons d'enrichir l'article 93 pour mettre en exergue la redevabilité du président d'une juridiction devant	

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 - 22 23 36 40 - 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA - BURUNDI

		l'autorité judiciaire hiérarchique. **Un deuxième alinéa a été ajouté pour préciser le devoir de contrôle horizontal (au niveau du service) par le président d'une juridiction. « *A cet effet, le président d'une juridiction doit exercer un contrôle sur la qualité des décisions judiciaires rendues par la juridiction sous son contrôle.*****	

➢ **IMPINYANYURO ZAKOMOTSE KU MWIHWEZO WAGIZWE KUZAVUYE MU BIRO VYA NYENICUBAHIRO UMUKURU W'IGIHUGU**

N°	Matière amendée	Amendement	Impinyanyuro
1	Au niveau des visas.	Supprimer les 7ème, 8ème et 9ème visas.	Gufuta amabwirizwa ya 7,8 na 9 yihwejwe.
2	Article 16, -al.2 ; -al.3, 1ère ligne.	Supprimer cet alinéa ; Remplacer le mot « **condamnés** » par le mot « **punis**».	Gufuta agace ka 2
3	Article 19, littera1, 2ème ligne	Supprimer le groupe de mots « **non enregistrés** ».	Gufuta ijambo « **atanditswe** ».
4	Article 21.	Supprimer l'article 21 et procéder à la renumérotation des articles qui suivent.	Gufuta ingingo ya 21 hace hasubirwamwo urutonde rw'ingingo zikurikira.
5	Article 28 devenu 27.	Reformuler l'article comme suit : « **Les justiciables qui ont le privilège de juridiction au sens de l'article 45 de la**	Guhinyanyura ingingo uku gukurikira : « **Abantu bafise uburenganzira bwo kutaburanira muri Sentare**

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 – 22 23 36 40 – 22 23 23 55

		présente loi sont directement jugés par la Cour anticorruption. ».	**izo ari zo zose bahabwa n'ingingo ya 45 y'iri bwirizwa baburanishwa na Sentare irwanya igiturire.**».
6	Article 56, 2ème ligne.	Remplacer le groupe de mots : « **il est établi.**» par le groupe de mots : « **il n'est pas établi.**».	-
7	Section 4, au niveau du titre -Sous-section1 ; -Au niveau des titres de la section et des sous-sections.	Remplacer le groupe de mots « **DES MISSIONS** » par le groupe de mots « **DE L'ORGANISATION**» ; Ne pas écrire toutes les lettres majuscules.	Gufuta umurwi w'amajambo « **N'IVYAHA BIFITANIYE ISANO** » ; AGAHIMBA KA MBERE, subiriza umurwi w'amajambo « **IVYO IJEJWE** » na « **INGENE ITUNGANIJWE**». - Kutandika amajambo mu ndome nkuru gusa.
8	Article 83.	Remplacer l'article 83 par l'article 87 et l'article 83 devient: « **L'organisation, le fonctionnement et la procédure suivie devant la Cour anticorruption sont déterminés par une loi spécifique** ».	Gusubiriza ingingo ya 83 n'iya 87. Ingingo ya 83 ica iba :« **Ingene Sentare irwanya igiturire itunganijwe, ingene ikora n'ingene ivyerekeye imanza bigenda bitomorwa n'ibwirizwa rivyerekeye.** »
9	Section 4, sous-section 2.	Remplacer le groupe de mots « **DES PRINCIPES GENERAUX QUI GUIDENT LA COUR ANTICORRUPTION** » par « **DE LA COMPETENCE** ».	AGAHIMBA KA 2, subiriza umurwi w'amajambo « **INGINGO NGENDERWAKO ZIRANGA SENTARE IJEJWE KURWANYA IGITURIRE N'IVYAHA BIFITANIYE ISANO** » n'umurwi w'amajambo « **UBUBASHA BWAYO** ».
10	Article 84, -Alinéa1 ; -Alinéa 2.	Supprimer l'alinéa ; Remplacer le pronom personnel « **Elle** » par le groupe de mots « **La Cour anticorruption** ».	Gufuta agace ka1 ; Gusubiriza umurwi w'amajambo « **Iyo Sentare**» « n'umurwi w'amajambo. «**Sentare ijejwe kurwanya**

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 - 22 23 36 40 - 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA - BURUNDI

			igiturire n'ivyaha bifitaniye isano».
11	Article 103, alinéa 2.	Reformuler l'alinéa: **« A cet effet, chaque président d'une juridiction exerce un contrôle sur la juridiction inférieure et sur les décisions judiciaires qui ont fait objet de recours devant la juridiction qu'il préside.** **Il exerce également un contrôle sur la qualité des décisions judiciaires rendues par la juridiction sous son autorité.** **Il exerce cette attribution en concertation avec le vice-président et les présidents des chambres s'il échoit. »**	Guhinyanyura agace k'ingingo: **« Kubera ivyo, Umukuru wa sentare arakurikirana sentare ziri munsi y'iyo atwara hamwe n'ingingo z'izo sentare zungururijwe muri sentare atwara.** **Arakurikirana kandi ko ingingo zishingwa na sentare atwara zitagira agatosi. Ivyo abikora abigiye inama n'icegera c'umukuru wa sentare n'abakuru b'ibisata vy'iyo sentare iyo bihari. ».**
12	Après l'article 215.	Créer un nouvel article libellé comme suit : **« En attendant la mise en vigueur de la loi portant Détermination et délimitation des Provinces, des Communes, des Zones, des Collines et/ou Quartiers de la République du Burundi, le tribunal du travail, du commerce et la Cour administrative continuent à connaitre les litiges relevant de leurs compétences respectives actuelles. ».** Procéder à la rémunération des articles qui suivent.	Gushiraho ingingo nshasha ivuga iti : **« Mu kurindira ishirwa mu ngiro ry'ibwirizwa ryunganira ibwirizwa shingiro inomero1/05 ryo ku wa 16 Ntwarante 2023 rishinga imbibe z'intara, iz'amakomine, iz'amazone, iz'imitumba canke amakaritiye vya Repuburika y'Uburundi, sentare y'akazi, iy'ubudandaji n'iyica imanza zega Reta zibandanya zakira imanza zijanye n'ububasha bwazo. ».** Gusubiramwo urutonde rw'ingingo zikurikira.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Très Honorable Gelase Daniel NDABIRABE

KIGOBE Tél. (257) 22 26 70 11 – 22 23 36 40 – 22 23 37 55 B.P. 120 BUJUMBURA – BURUNDI

LOI ORGANIQUE N°1/... DU .../.../2023 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°1/08 DU 17 MARS 2005 PORTANT CODE DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPETENCE JUDICIAIRES

IBWIRIZWA RYUNGANIRA IBWIRIZWA SHINGIRO INOMERO 1 RYO KU WA.../.../2023 RIHINDURA IBWIRIZWA INOMERO 1/08 RYO KU WA 17 NTWARANTE 2005 RISHINGA IGITABU C'AMATEGEKO ARINGANIZA SENTARE N'UBUBASHA BWAZO

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ;

UMUKURU W'IGIHUGU ;

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Yihweje Ibwirizwa Shingiro rya Repuburika y'Uburundi ;

Vu la loi organique n°1/21 du 3 août 2019 portant modification de la loi n°1/07 du 25 février 2005 régissant la Cour Suprême ;

Yihweje Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro inomero 1/21 ryo ku wa 3 Myandagaro 2019 rihindura Ibwirizwa inomero 1/07 ryo ku wa 25 Ruhuhuma 2005 rigenga Sentare ntahinyuzwa ;

Vu la loi organique n°1/02 du 23 janvier 2021 portant modification de la loi organique n°1/13 du 12 juin 2019 portant organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/02 ryo ku wa 23 Nzero 2021 rihindura Ibwirizwa ryunganira ibwirizwa shingiro inomero 1/13 ryo ku wa 12 Ruheshi 2019 ritunganya Inama nkuru y'Ubucamanza n'ingene ikora ;

Vu la loi organique n°1/27 du 9 décembre 2021 portant modification de la loi organique n°1/03 du 20 février 2017 portant missions, organisation, composition et fonctionnement de la Police Nationale du Burundi ;

Yihweje Ibwirizwa ryunganira Ibwiriza Shingiro inomero 1/27 ryo ku wa 9 Kigarama 2021 rihindura Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro inomero1/03 ryo ku wa 20 Ruhuhuma 2017 ryerekeye imirimo y'Igiporisi, ingene gitunganijwe, abakigize n'ingene gikora;

Vu la loi organique n°1/21 du 27 juin 2022 portant Modification de la loi organique n°1/04 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition, Instruction, Conditions de service et fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Yihweje Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro inomero 1/ 21 ryo ku wa 27 Ruheshi 2022 rihindura Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro inomero 1/04 ryo ku wa 20 Ruhuhuma 2017 rishinga imirimo y'urwego rw'ukwivuna abansi rw'Uburundi, ingene rutunganijwe, abarugize, inyigisho, ibisabwa mu kuba muri urwo rwego, n'ingene rukora ;

Vu la loi organique n°1/05 du 16 mars 2023 portant Détermination et Délimitation des Provinces, des Communes, des Zones, des Collines ou Quartiers de la République du Burundi ;

Yihweje Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro inomero 1/05 ryo ku wa 16 Ntwarante 2023 rishinga imbibe z'intara, iz'amakomine, iz'amazone, iz'imitumba canke amakaritiye vya Repuburika y'Uburundi;

Revu la loi n° 1/08 du 17 mars 2005 portant Code de l'organisation et de la compétence judiciaires ;

Asubiye kwihweza Ibwirizwa inomero 1/08 ryo ku wa 17 Ntwarante 2005 rishinga Igitabu c'amategeko aringaniza sentare n'ububasha bwazo ;

Revu la loi organique n°1/17 du 15 mai 2014 portant suppression du pourvoi en cassation devant la Cour suprême et attribution de compétence aux cours d'appel pour les affaires relatives aux terres rurales ;

Asubiye kwihweza Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro inomero 1/17 ryo ku wa 15 Rusama 2014 rikuraho ukwungururiza muri Gisata gasamburamanza ca Sentare ntahinyuzwa rikongera rigaha ububasha Sentare nkuru zisubiramwo ku manza zerekeye amatongo atari ayo mu bisagara ;

Le Conseil des ministres ayant délibéré ;

Inama Nshikiranganji imaze kubica irya n'ino;

L'Assemblée nationale et le Sénat ayant adopté ;

Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka zimaze kuvyemeza ;

Vu l'arrêt RCCB ... du .../.../... de la Cour constitutionnelle ;

Sentare yubahiriza Ibwirizwa Shingiro imaze kwemeza ko iri bwirizwa ryisunga Ibwirizwa Shingiro rya Repuburika y'Uburundi mu ngingo yayo RCCB..... yo ku wa.....

PROMULGUE :

ATANGAJE :

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

IKIGABANE CA MBERE: INGINGO NGENDERWAKO

Article 1
La présente loi organique régit l'organisation et la compétence judiciaires au Burundi.

Ingingo ya 1
Iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro ryerekeye ingene Sentare z'Uburundi ziringanijwe n'ububasha bwazo.

Article 2
Les juridictions rendent leurs décisions au nom du peuple burundais.

Ingingo ya 2
Sentare zica imanza kw'izina ry'Abarundi bose.

Article 3
Le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif.

Ingingo ya 3
Urwego rw'ubutungane rurigenga, Urwego rw'Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka hamwe na Reta ntivyivanga mu mirimo y'urwo rwego.

Article 4
La Cour suprême est la plus haute juridiction ordinaire de la République du Burundi. Elle constitue à ce titre la référence pour la place du pouvoir judiciaire au sein des institutions de la République. Elle exerce le contrôle juridictionnel et administratif sur les autres juridictions excepté la Cour constitutionnelle et la Cour spéciale des terres et autres biens.

Les autres cours et tribunaux suivent de près l'activité juridictionnelle des instances judiciaires qui leur sont hiérarchiquement inférieures pour la bonne administration de la justice.

Ingingo ya 4
Sentare ntahinyunzwa ni yo ikurira sentare zose zisanzwe zo mu Burundi. Ku bw'ivyo, ni yo ifatirwako mu guha ikibanza urwego rw'ubutungane mu nzego z'igihugu. Ni yo icungera ko izindi sentare zica imanza neza canke ko zitunganya neza ibijanye n'intwaro kiretse Sentare yubahiriza Ibwirizwa Shingiro na Sentare idasanzwe ica imanza zerekeye amatongo n'ayandi matungo.

Izindi sentare zikurikiranira hafi igikorwa ca sentare zikurira ku neza y'ubutungane.

Article 5
Les juges ne sont soumis dans l'exercice de leurs fonctions qu'à la loi.

Ingingo ya 5
Mu kurangura amabanga bashinzwe, abacamanza bisunga gusa amategeko.

Article 6
Les décisions de justice sont rendues dans un délai raisonnable.

Ingingo ya 6
Ingingo z'ubutungane zifatwa mu kiringo kibereye.

Article 7
La permanence et la continuité du service de la justice demeurent toujours assurées.

Ingingo ya 7
Inzego z'ubutungane zama zakira kandi zizobandanya zakira abazitura.

TITRE II : DES COURS ET TRIBUNAUX

IKIGABANE CA II: IVYEREKEYE SENTARE

CHAPITRE I : DE LA CREATION, DE L'ORGANISATION ET DE LA SUPRESSION DES COURS ET TRIBUNAUX

IGICE CA MBERE: INGENE SENTARE ZISHINGWA, ZITUNGANYWA N'INGENE ZIFUTWA

Article 8
Les cours et tribunaux prévus par le présent Code sont créés par décret qui détermine leur nombre, leur ressort et leur siège ordinaire.

Ingingo ya 8
Sentare zitegekanijwe n'iki Gitabu zishingwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu ritomora igitigiri c'izo sentare, uturere zikoreramwo n'ahari ivyicaro bisanzwe vyazo.

Article 9
L'organisation judiciaire comporte des juridictions ordinaires et des juridictions spécialisées.

Ingingo ya 9
Sentare zigizwe na sentare zisanzwe hamwe na sentare zica imanza zerekeye igisata kanaka.

Article 10
La Cour suprême, la Cour constitutionnelle, la Cour spéciale des terres et autres biens, la Cour anticorruption ainsi que les juridictions militaires sont régies par des lois spécifiques.

Ingingo ya 10
Sentare ntahinyuzwa, Sentare yubahiriza Ibwirizwa Shingiro, Sentare idasanzwe ica imanza zerekeye amatongo n'ayandi matungo hamwe na Sentare irwanya igiturire zigengwa n'amabwirizwa ziharije.

Article 11
Des cours et tribunaux peuvent être supprimés par décret si les conditions à la base de leur création ne sont plus réunies.

Ingingo ya 11
Sentare zirashobora gufutwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu iyo ivyatumye muri ico gihe zishirwaho bitakiriho.

CHAPITRE II : DES JURIDICTIONS ORDINAIRES

IGICE CA II: IVYEREKEYE SENTARE ZISANZWE

Section 1 : Des tribunaux de résidence

Agace ka 1: Sentare z'intango

Sous-section 1 : De l'organisation des tribunaux de résidence

Agahimba k'agace ka 1 : Ingene sentare z'intango zitunganijwe

Article 12
Chaque tribunal de résidence est composé d'un président, d'un vice-président et d'autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Ingingo ya 12
Sentare y'intango imwimwe yose igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare, abacamanza n'abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza, igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Article 13
En matière civile, le siège du tribunal de résidence est composé d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier.

Ingingo ya 13
Mu manza z'amatati, intahe ya Sentare y'intango igizwe n'umucamanza umwe afashwa n'umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza.

En matière répressive, le siège du tribunal de résidence est composé d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier.

Mu manza z'ivyaha, intahe ya sentare y'intango igizwe n'umucamanza umwe afashwa n'umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza.

Sous-section 2 : De la compétence des tribunaux de résidence

Agahimba k'agace ka 2: Ububasha bwa sentare z'intango

Paragraphe 1 : De la compétence répressive des tribunaux de résidence

Agahimba ka mbere: Ububasha bwa sentare z'intango ku manza z'ivyaha

Article 14
A l'exception des infractions liées aux accidents de roulage, les tribunaux de résidence connaissent

Ingingo ya 14
Kiretse ivyaha bijanye n'amasanganya yo mw'ibarabara, sentare z'intango ziburanisha

des contraventions et des infractions punissables au maximum de deux ans de servitude pénale indépendamment du montant de l'amende. Ils statuent par un seul et même jugement sur les intérêts civils quel que soit le montant des dommages et intérêts à allouer d'office ou après constitution de la partie civile.

imanza z'ivyaha bitoyi n'ivyaha bihanishwa umunyororo utarenza imyaka ibiri hatarabwe uko amafaranga y'ihadabu angana. Izo sentare zirashinga mu rubanza rumwe indishi ihabwa abononewe ibintu, sentare ivyibwirije canke uwavyononewe abanje kubishingishiriza, uko igitigiri c'amafaranga y'indishi kiba kingana kwose.

Article 15
Les tribunaux de résidence peuvent prononcer la peine du travail d'intérêt général dans les limites prévues par le Code pénal.

Ingingo ya 15
Sentare z'intango zirashobora gutanga igihano kijanye n'ugukora ibikorwa vy'inyungu rusangi hubahirijwe ibitegekanijwe n'Igitabu c'amategeko mpanavyaha.

Article 16
Sur réquisition du Ministère public, les tribunaux de résidence peuvent mettre à la disposition du Gouvernement pour une durée ne dépassant pas six mois les individus majeurs qui tombent sous l'application des dispositions relatives au vagabondage, à l'exploitation de la mendicité ou à la récidive.

En cas de récidive, ces individus sont punis conformément au Code pénal.

Ingingo ya 16
Bisabwe n'Umushikirizamanza, sentare z'itango zirashobora gushikiriza Reta mu kiringo kitarenga amezi atandatu abantu bakuze bafatwa n'ingingo zijanye n'ukwiyerereza, ugusegerereza n'ukudahaha.

Mu gihe badahashe, abo bantu bahanwa hisunzwe Igitabu c'amategeko mpanavyaha.

Article 17
Les jugements répressifs rendus par les tribunaux de résidence sont susceptibles d'opposition, de tierce opposition et d'appel.

Ingingo ya 17
Imanza z'ivyaha ziciwe na sentare z'intango zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, uwundi muntu afisemwo inyungu arashobora gusaba ko zisubirwamwo mu gihe cacitse atahamagawe,kandi zirashobora kwunguruzwa.

Le Ministre ayant la justice dans ses attributions affecte un ou plusieurs officiers du Ministère public pour exercer les fonctions du Ministère public près les tribunaux de résidence siégeant en matière répressive.

Umushikiranganji mu vyo ajejwe harimwo ubutungane arashira umushikirizamanza umwe canke benshi muri Sentare z'intango kugira arangure amabanga y'umushikirizamanza igihe izo sentare zishashe mu manza z'ivyaha.

Ils prestent sous le contrôle du Procureur de la République du ressort.

Barangura amabanga bajejwe bakurikiranwa n'Umushikirizamanza wa Repuburika wo mu karere sentare y'itango irimwo.

Article 18
Le Conseil des notables peut également aplanir un conflit résultant d'une infraction en se prononçant sur l'octroi des dommages et intérêts qui en résultent pour autant que l'action civile y afférente soit de la compétence du tribunal de résidence.

Ingingo ya 18
Intahe yo ku mugina irashobora gutatura amatati aturutse ku caha mu gutangisha indishi y'akababaro ivuye kuri ico caha mu gihe icaha cakozwe kiba kiri mu vyo sentare y'intango ifitiye ububasha.

Paragraphe 2 : De la compétence civile des tribunaux de résidence

Agahimba ka 2: Ububasha bwa sentare z'intango mu manza z'amatati

Article 19
Sans préjudice des dispositions particulières, les tribunaux de résidence connaissent :

Ingingo ya 19
Hatirengagijwe ingingo zivyerekeye, sentare z'intango ziburanisha :

1° des actions relatives aux propriétés foncières quelles que soient leurs valeurs ;

1° imanza zijanye n'amatongo hatarabwe agaciro ayo matongo afise ;

2° d'autres contestations entre personnes physiques ou morales dont la valeur du litige n'excède pas dix millions de francs burundais

2° izindi manza zose ziri hagati y'abantu canke y'amashirahamwe zifise agaciro katarenza amafaranga y'amarundi imiriyoni icumi;

3° des actions relatives à la liquidation des successions sous réserve des dispositions prévues au point 2° ;

3° imanza zijanye n'ukugabanganya ibisigi hatirengagijwe ibitegekanijwe mu karongo ka 2°;

4° des contestations relatives au droit des personnes et de la famille dont la connaissance n'est pas attribuée à une autre juridiction ;

4° imanza zijanye n'amategeko agenga ingo n'imiryango mu gihe ata yindi sentare ifise ububasha kuri izo manza;

5° des actions relatives à l'expulsion du locataire défaillant ou de tous ceux qui occupent des lieux sans titre ni droit.

5°imanza zijanye n'ugusohora uwukose inzu atariha canke abantu bose baba mu bibanza badafitiye impapuro canke uburenganzira.

Toutefois, le tribunal de résidence n'est pas compétent si l'action en expulsion est relative à un bail commercial.

Ariko, sentare y'intango nta bubasha ifise iyo urubanza rwerekeye ugusohora umuntu akose ikibanza c'ukudandarizamwo.

La saisine du tribunal de résidence doit se faire dans le strict respect de la mission générale de conciliation des parties en litige attribuée au Conseil des notables de la colline ou de quartier.

Ukwitura sentare y'intango bitegerezwa kwubahiriza umurimo nyamukuru wo kwumvikanisha abafitaniye amatati wahawe intahe yo kumugina.

A la saisine du tribunal de résidence, le requérant doit se munir d'un procès-verbal de conciliation émanant du Conseil des notables de la colline ou de quartier du lieu du litige.

Uwituye sentare y'intango ategerezwa kuba afise icegeranyo c'abahuza bo ku mutumba canke karitiye amatati yabereyemwo.

Article 20
Avant toute instruction d'une affaire civile de la compétence du tribunal de résidence, celui-ci vérifie si les parties ont préalablement saisi le Conseil des notables de la colline ou de quartier du lieu du litige.

Ingingo ya 20
Imbere y'ukugira itohoza iryo ari ryo ryose ry'urubanza rw'amatati sentare y'intango ifitiye ububasha, iyo sentare ibanza gusuzuma ko ababuranyi babanje kwitura Intahe yo ku mugina yo ku mutumba canke muri karitiye amatati yaberemwo.

Article 21
Les jugements civils rendus par les tribunaux de résidence sont susceptibles d'opposition, de tierce opposition et d'appel.

Ingingo ya 21
Imanza z'amatati ziciwe na sentare z'intango zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, uwundi muntu afisemwo inyungu arashobora gusaba ko zisubirwamwo mu gihe cacitse atahamagawe kandi zirashobora kwunguruzwa.

Toutefois, les jugements rendus conformément au point 5° de l'article 19 ne sont susceptibles d'aucun recours.

Ariko, imanza zaciwe hisunzwe akarongo ka 5° k'ingingo ya 19 ntizishobora kwunguruzwa.

Les tribunaux de résidence sont compétents pour exécuter les jugements des affaires qu'ils ont connues au premier degré devenus définitifs.

Sentare z'intango zifise ububasha bwo gushira mu ngiro ingingo zo mu manza zaburanishije ku rugero rwa mbere zikaba zarabaye ntabanduka.

Section 2 : Des tribunaux de grande instance

Agace ka 2: Sentare nkuru z'igihugu

Sous-section 1 : De l'organisation des tribunaux de grande instance

Agahimba k'agace ka 1: Ingene sentare nkuru z'igihugu zitunganijwe

Article 22
Chaque tribunal de grande instance comprend un président, un vice-président, autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Ingingo ya 22
Sentare nkuru y'igihugu imwimwe yose igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare, abacamanza n'abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Article 23
Le siège du tribunal de grande instance en matière civile est composé d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier.

Le siège du tribunal de grande instance en matière pénale est composé :

1° d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier pour les délits et les contraventions ;

Ingingo ya 23
Intahe ya sentare nkuru y'igihugu mu manza z'amatati igizwe n'umucamanza umwe afashwa n'Umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza.
Intahe ya Sentare nkuru y'igihugu mu manza z'ivyaha igizwe na:

1° umucamanza umwe rudende afashwa n'Umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza ku vyaha bisanzwe no ku vyaha

bitoyi;

2° d'un président et de deux juges assistés d'un officier du Ministère public et d'un greffier pour les crimes dans le respect des équilibres ethniques et de genre.

2° umukuru wa sentare n'abacamanza babiri bagafashwa n'umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza ku vyaha bikomeye batorwa hubahirijwe ko ubwoko n'ibitsina biserukirwa ku rugero rukwiye.

En cas de besoin, le président de la juridiction assume des juges des tribunaux de résidence du ressort du tribunal de grande instance pour compléter le siège.

Mu gihe bikenewe, umukuru wa Sentare arikora ku bacamanza ba Sentare y'intango ikukira Sentare nkuru y'igihugu kugira igitigiri c'abakenewe gusasa mu ntahe gikwire.

Article 24
Un tribunal de grande instance comprend les chambres ordinaires.

Ingingo ya 24
Sentare nkuru y'igihugu igizwe n'ibisata bisanzwe.

Article 25
Il est est créé une chambre anticorruption dans chaque tribunal de grande instance.

Ingingo ya 25
Harashinzwe igisata kijejwe guca imanza zijanye n'igiturire n'ibindi vyaha bifitaniye isano muri sentare nkuru z'igihugu zose.

Article 26
Elles connaissent au premier degré des infractions liées à la corruption et aux infractions connexes des justiciables qui n'ont pas le privilège de juridiction au sens de la présente loi organique ou de la loi organique régissant la Cour suprême.

Ingingo ya 26

Ibisata bijejwe guca imanza zijanye n'igiturire n'ibindi vyaha bifitaniye isano biri muri sentare nkuru z'igihugu bicira imanza abagirizwa ivyo vyaha badafise uburenganzira bwo kutaburanira ahariho hose hisunzwe iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro canke ibwirizwa rigenga Sentare Ntahinyuzwa.

Article 27
Les justiciables qui ont le privilège de juridiction au sens de l'article 44 de la présente loi sont directement jugés par la Cour anticorruption.

Ingingo ya 27
Abantu bafise uburenganzira bwokutaburanira muri Sentare izo ari zo zose bahabwa n'iri bwirizwa mu ngingo ya 44 baburanishwa na Sentare irwanya igiturire

Article 28
Les jugements rendus devant les chambres anticorruption des tribunaux de grande instance sont susceptibles d'appel devant la Cour anticorruption.

Article 28
Ingingo zifatwa n'ibisata vya sentare nkuru z'igihugu bijejwe guca imanza zijanye n'igiturire n'ibindi vyaha bifitaniye isano zungururizwa muri Sentare irwanya igiturire.

Article 29
Les chambres anticorruption créées au sein des tribunaux de grande instance par la présente loi organique jugent conformément aux dispositions pertinentes de la loi relative aux mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes.

Ingingo ya 29
Ibisata vya sentare nkuru z'igihugu bijejwe guca imanza zijanye n'igiturire n'ibindi vyaha bifitaniye isano bica imanza vyisunze ingingo z'itegeko rikinga rigahana ivyo vyaha

Article 30
Le tribunal de grande instance peut aussi comprendre une ou plusieurs autres chambres spécialisées.

Article 30
Sentare nkuru y'igihugu irashobora kandi kuba irimwo igisata kimwe canke vyinshi bijejwe imanza kanaka.

Article 31
Une ordonnance du Ministre ayant la justice dans ses attributions détermine la composition, l'organisation et le fonctionnement de ces chambres.

Article 31
Itegeko ry'Umushikiranganji mu vyo ajejwe harimwo ubutungane riratomora abagize ivyo bisata, ingene bitunganijwe n'ingene bikora.

Sous-section 2 : De la compétence des tribunaux de grande instance

Agahimba k'agace ka 2: Ububasha bwa sentare nkuru z'igihugu

Paragraphe 1 : De la compétence répressive des tribunaux de grande instance

Agahimba ka mbere: Ububasha bwa sentare nkuru z'igihugu ku manza z'ivyaha

Article 32
Les tribunaux de grande instance connaissent de toutes les infractions dont la compétence matérielle ou territoriale n'est pas attribuée à une autre juridiction,

Ingingo ya 32
Sentare nkuru z'igihugu zica imanza zose z'ivyaha zerekeye ibintu kandi zo mu karere ata yindi sentare ibifitiye ububasha.

Les tribunaux de grande instance connaissent également à juge unique, assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier, des infractions relatives aux accidents de roulage, sauf si compte tenu de la complexité des faits, le président du tribunal, d'office ou à la demande de l'une quelconque des parties au procès, décide de renvoyer l''affaire devant une formation collégiale. Le président statue par ordonnance non susceptible de recours.

Sentare nkuru z'igihugu zica kandi, hashashe umucamanza umwe afashijwe n'umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza, imanza z'ivyaha bijanye n'amasanganya yo mw'ibarabara, kiretse iyo hafatiwe ku rusukirane rw'ivyabaye, umukuru wa sentare, avyibwirije canke bisabwe n'umwe mu baburanyi, afashe ingingo yo guha urubanza intahe ishashemwo abacamanza barenga umwe. Umukuru wa sentare araheza agafata ingingo ata ho yungururizwa.

Les tribunaux de grande instance connaissent en outre, en cas de connexité, des infractions

Izo sentare ziraca kandi imanza z'ivyaha vyakozwe n'abasirikare harimwo

commises par les militaires y compris les officiers revêtus d'un grade inférieur à celui de major.

n'intwazangabo zifise ipete riri munsi y'irya majoro mu gihe babikoranye n'abanyagihugu basanzwe.

Article 33
En matière répressive, les tribunaux de grande instance connaissent de l'appel des jugements rendus par les tribunaux de résidence de leur ressort.

Ingingo ya 33
Mu manza z'ivyaha, sentare nkuru z'igihugu zakira imanza zungurujwe zaciwe na sentare z'intango zizikukira.

Article 34
Sur réquisition du Ministère public, les tribunaux de grande instance peuvent mettre à la disposition du Gouvernement pour une durée excédant six mois mais ne dépassant pas douze mois, tout individu majeur tombant sous l'application des dispositions sur le vagabondage, l'exploitation de la mendicité en cas de récidive.

Ingingo ya 34
Bisabwe n'Umushikirizamanza, sentare nkuru z'igihugu zirashobora gushikiriza Reta mu kiringo kirenga amezi atandatu ariko ntikirenge amezi icumi n'abiri, umuntu uwo ari we wese akuze afatwa n'ingingo zijanye n'ukwiyerereza, ugusegerereza mu gihe adahashe kubikora.

Article 35
Les jugements répressifs rendus par les tribunaux de grande instance sont susceptibles d'opposition, d'appel et de cassation.

Ingingo ya 35
Imanza z'ivyaha zaciwe na sentare nkuru z'igihugu zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, kwunguruzwa canke gusambuzwa.

Toutefois, les jugements rendus en matière de délits et de contraventions ne sont pas admis en cassation.

Ariko, imanza zaciwe zerekeye ivyaha bitobito n'ivyaha bibayabaye ntizisambuzwa.

Paragraphe 2 : De la compétence civile des tribunaux de grande instance

Agahimba ka 2: Ububasha bwa sentare nkuru z'igihugu ku manza z'amatati

Article 36
Les tribunaux de grande instance connaissent de toutes les actions dont la compétence matérielle ou territoriale n'est pas attribuée à une autre juridiction.

Ingingo ya 36
Sentare nkuru z'igihugu zica imanza zose z'amatati zerekeye ibintu kandi zo mu karere zifiseko ububasha mu gihe ata yindi sentare yazihaweko ububasha.

Article 37
En matière civile, les tribunaux de grande instance connaissent de l'appel des jugements rendus par les tribunaux de résidence de leur ressort.

Ingingo ya 37
Mu vyerekeye imanza z'amatati, Sentare nkuru z'igihugu zakira imanza zungurujwe zaciwe na sentare z'intango zizikukira.

Article 38
Les jugements civils rendus par les tribunaux de grande instance sont susceptibles d'opposition, de tierce opposition, d'appel

Ingingo ya 38
Imanza z'amatati zaciwe na sentare nkuru z'igihugu zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, uwundi muntu arashobora

et de cassation.

Les jugements rendus par les tribunaux de grande instance en matière foncière ou sur des litiges d'une valeur ne dépassant pas dix millions de franc burundais ne sont pas admis en cassation.

Article 39
L'exécution des jugements faite par les tribunaux de résidence est susceptible de recours en vérification devant le tribunal de grande instance siégeant à juge unique.

Le juge unique statue toutes affaires cessantes et la mesure prise est sans recours.

Section 3 : Des cours d'appel

Sous-section 1 : De l'organisation des cours d'appel

Article 40
Une cour d'appel est composée d'un président, d'un vice-président, d'autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Article 41
En matière civile, le siège de la cour d'appel est composé d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier.

En matière pénale, le siège de la cour d'appel est composé :

1° d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier pour les délits et les contraventions ;

2° d'un président et de deux juges assistés d'un officier du Ministère public et d'un greffier pour les crimes dans le respect des équilibres

gusaba ko zisubirwamwo kandi zirashobora kwunguruzwa no gusambuzwa.

Imanza zaciwe na sentare nkuru z'igihugu zerekeye amatongo canke amatati afise agaciro katarenga amafaranga y'amarundi imiriyoni icumi ntizisambuzwa.

Ingingo ya 39
Ikurikizwa ry'imanza ryagizwe na sentare z'intango rirashobora guhinyizwa na sentare nkuru y'iguhugu ishashemwo umucamanza umwe.

Uwo mucamanza aca ahagarika ibindi bikorwa vyose kugira yige urubanza ashikirijwe kandi urwo aciye ntirushobora kwunguruzwa.

Agace ka 3: Sentare nkuru zisubiramwo

Agahimba k'agace ka 1: Ingene sentare nkuru zisubiramwo zitunganijwe

Ingingo ya 40
Sentare nkuru isubiramwo igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare abacamanza, abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza, igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Ingingo ya 41
Mu vyerekeye imanza z'amatati, intahe ya sentare nkuru isubiramwo igizwe n'umucamanza umwe rudende afashwa n'umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza.

Mu vyerekeye imanza z'ivyaha, intahe ya sentare nkuru isubiramwo igizwe na :

1° Umucamanza umwe rudende afashwa n'umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza ku vyaha bisanzwe no ku vyaha bitoyi;

2° Umukuru wa sentare n'abacamanza babiri bafashwa n'umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza ku vyaha bikomeye

ethniques et de genre.

batorwa hubahirijwe ko ubwoko n'ibitsina biserukirwa ku rugero rukwiye.

En cas de besoin, le président de la cour assume des juges des tribunaux de grande instance du ressort de la cour pour compléter le siège.

Mu gihe bikenewe, umukuru wa Sentare arikora ku bacamanza ba Sentare z'intango zikukira iyo sentare kugira igitigiri c'abakenewe gusasa mu ntahe gikwire.

Article 42
Une cour d'appel peut comprendre des chambres ordinaires civile et pénale ainsi que des chambres spécialisées notamment les chambres sociales et administratives.

Ingingo ya 42
Sentare nkuru isubiramwo irashobora kuba igizwe n'ibisata bisanzwe bica imanza zerekeye amatati n'izerekeye ivyaha hamwe n'ibisata bica imanza zerekeye igisata kanaka nk'ibisata bica imanza zerekeye amatati y'akazi n'imanza zerekeye Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo.

Il est créé une chambre d'appel en matière administrative dans les ressorts des cours d'appel où il n'est pas établi une Cour administrative.

Harashinzwe igisata c'iyungururizo cakira imanza zega Reta mu turere twa sentare nkuru zisubiramwo tutarimwo Sentare ica imanza zega Reta.

Une ordonnance du Ministre ayant la justice dans ses attributions détermine la composition, le fonctionnement et l'organisation de ces chambres.

Itegeko ry'Umushikiranganji mu vyo ajejwe harimwo ubutungane riratomora abagize ivyo bisata, ingene bikora n'ingene bitunganijwe.

Sous-section 2 : De la compétence des cours d'appel

Agahimba k'agace ka 2: Ububasha bwa sentare nkuru zisubiramwo

Paragraphe 1 : De la compétence répressive des cours d'appel

Agahimba ka 1: Ububasha mpanavyaha bwa sentare nkuru zisubiramwo

Article 43
Les cours d'appel connaissent de l'appel des jugements rendus au premier degré par les tribunaux de grande instance.

Ingingo ya 43
Sentare nkuru zisubiramwo zakira imanza zungurujwe zaciwe ku rugero rwa mbere na sentare nkuru z'igihugu.

Article 44
Les cours d'appel connaissent au premier degré des infractions commises par les personnes ci-après :

Ingingo ya 44
Sentare nkuru zisubiramwo zica imanza ku rugero rwa mbere z'ivyaha vyakozwe n'abantu bakurikira :

1° un magistrat de carrière en activité ou en détachement ayant le rang du magistrat du tribunal de résidence, du tribunal de grande instance ou du parquet de la République ;

1° Umucamanza yabigize umwuga akiri mu kazi canke yarungitswe kurangura ayandi mabanga wo ku rugero rw'umucamanza wo muri sentare y'intango,uwo ku rugero rwo muri sentare nkuru y'igihugu canke urwo

2° un magistrat du tribunal militaire et de l'auditorat militaire ;

3° un administrateur communal ;

4° tout fonctionnaire public nommé par décret autres que ceux qui sont justiciables de la Cour suprême ;

5° un officier supérieur de police ;

6° un avocat régulièrement inscrit au barreau.

Les cours d'appel connaissent, en cas de connexité, des infractions commises par les magistrats des tribunaux militaires, de l'auditorat militaire et les officiers supérieurs de la Force de Défense Nationale.

Article 45
Les dispositions de **l'article 38** de la présente loi organique sont applicables à toutes les infractions commises pendant l'exercice des fonctions qu'elles soient ou non en rapport avec celles-ci ou si les personnes concernées y accèdent postérieurement au fait qui leur est reproché.

Après la cessation des fonctions, elles continuent à bénéficier du privilège de juridiction pour les faits en rapport avec lesdites fonctions.

Article 46
Les arrêts rendus par la cour d'appel en matière répressive sont susceptibles d'opposition, d'appel et de cassation.

Paragraphe 2 : De la compétence civile des cours d'appel

Article 47
Les cours d'appel connaissent de l'appel des jugements rendus au premier degré par les

muri Paraki y'igihugu;

2° Umucamanza wo muri sentare ya gisirikare n'uwo muri Paraki ya gisirikare;

3° Musitanteri;

4° Umukozi wese wa Reta yagenywe n'Itegeko ry'Umukuru w'igihugu kiretse abashobora gucirirwa imanza na Sentare ntahinyuzwa;

5° Intwazangabo nkuru yo mu rwego rw'ukwivuna abansi n'urwo umutekano ;

6° Umushingwamanza yiyandikishije hisunzwe amategeko mu rwego rw'abashingwamanza;

Sentare nkuru zisubiramwo zica imanza z'ivyaha vyakozwe n'abacamanza bo muri sentare ya gisirikare n'abo muri Paraki ya gisirikare n'intwazangabo nkuru zo mu rwego rw'ukwivuna umwansi n'urwo umutekano.

Ingingo ya 45
Ibitegekanijwe mu **ngingo ya 38** birakurikizwa ku vyaha vyose vyakozwe n'abantu mu gihe bariko barangura amabanga bajejwe ivyo vyaha vyaba bifitaniye canke bidafitaniye isano n'ayo mabanga canke iyo abo bantu bagiye muri ayo mabanga icaha bagirizwa caramaze gukorwa.

Bavuye muri ayo mabanga, babandanya bafise uburenganzira bwo kudacirirwa urubanza na sentare iyo ari yo yose ku vyaha bifitaniye isano n'ayo mabanga.

Ingingo ya 46
Imanza zaciwe na Sentare nkuru isubiramwo zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, kwunguruzwa canke gusambuzwa.

Agahimba ka 2 : Ububasha bwa Sentare nkuru isubiramwo ku manza z'amatati

Ingingo ya 47
Sentare nkuru zisubiramwo zakira imanza zaciwe ku rugero rwa mbere na sentare nkuru z'igihugu

tribunaux de grande instance et les tribunaux du travail de leur ressort.

na sentare z'akazi ziri mu karere zikoreramwo.

Elles connaissent également en dernier ressort de l'appel contre les décisions rendues par les tribunaux de grande instance en matière d'exequatur.

Sentare nkuru zisubiramwo zirakira kandi ku rugero rwa nyuma imanza zungurujwe zitwarira ingingo zafashwe na sentare nkuru z'igihugu mu bijanye n'ikurikizwa ry'imanza zaciriwe mu mahanga.

Article 48
Les cours d'appel connaissent en premier et dernier ressort des prises à partie dirigées contre les magistrats à l'exception de ceux qui sont justiciables devant la Cour suprême.

Ingingo ya 48
Sentare zisubiramwo zica ku rugero rwa mbere kandi ari na rwo rwa nyuma imanza z'abitwarira abacamanza kiretse abacamanza bafise iteka ryo kuburanira imbere ya Sentare ntahinyuzwa.

Article 49
Les mesures provisoires et les recours contre l'exécution des jugements pris au premier degré par les tribunaux de grande instance et les tribunaux du travail sont susceptibles d'appel devant un juge unique de la cour d'appel. Le juge statue toutes affaires cessantes et la mesure prise est sans recours.

Ingingo ya 49
Ingingo mfatakibanza n'ugusubirishamwo ingingo zo gukurikiza imanza zafashwe ku rugero rwa mbere na sentare nkuru z'igihugu hamwe na sentare z'akazi zirashobora kwungururizwa mu ntahe ishashemwo umucamanza umwe wo muri Sentare nkuru isubiramwo. Uwo mucamanza aca ahagarika izindi manza kugira yige urubanza ashikirijwe kandi urwo aciye ntirushobora kwunguruzwa.

Article 50
Les arrêts civils rendus par les cours d'appel sont susceptibles d'opposition, de tierce opposition et de cassation.

Ingingo ya 50
Imanza z'amatati zaciwe na sentare nkuru zisubiramwo zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, uwundi muntu arashobora gusaba ko zisubirwamwo kandi zirashobora kwunguruzwa no gusambuzwa.

CHAPITRE III : DES JURIDICTIONS SPECIALISÉES

IGICE CA III: IVYEREKEYE SENTARE ZIDASANZWE

Section 1 : Des tribunaux du travail

Agace ka 1: Sentare z'akazi

Sous-section 1 : De l'organisation des tribunaux du travail

Agahimba ka mbere: Ingene sentare z'akazi ziringanijwe

Article 51
Chaque tribunal du travail comprend un président, un vice-président, autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Ingingo ya 51
Sentare y'akazi imwimwe yose igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare n'abacamanza n'abakozi bo mu rwego

rw'ubutungane atari abacamanza igitigiri cabo kikavana n'ibiba bikenewe.

Article 52
Le siège du tribunal du travail est composé d'un président, magistrat de carrière, d'un assesseur travailleur et d'un assesseur employeur assistés d'un greffier et avec le concours d'un officier du Ministère public, s'il est expressément requis par le président de la juridiction.

Ingingo ya 52
Intahe ya sentare y'akazi igizwe n'umukuru w'intahe ategerezwa kuba ari umucamanza yabigize umwuga, umufasha w'umucamanza muri sentare aserukira abakozi, n'umufasha w'umucamanza muri sentare aserukira umukoresha bari kumwe n'umwanditsi w'imanza bagafashwa n'umushikirizamanza, iyo yasabwe n'umukuru w'iyo sentare mu buryo butomoye.

Article 53
Les assesseurs des tribunaux du travail sont nommés par ordonnance du Ministre ayant la justice dans ses attributions sur proposition des organisations les plus représentatives des travailleurs et employeurs après avis du Ministre ayant le travail dans ses attributions.

Ingingo ya 53
Abafasha b'abacamanza muri sentare z'akazi bagenwa n'Itegeko nshikiranganji ry'Umushikiranganji ajejwe ubutungane abashikirijwe n'amashirahamwe aserukira abakozi n'abakoresha afise abanywanyi benshi Umushikiranganji ajejwe akazi abanje kugira ico abivuzeko.

Article 54
Les tribunaux du travail connaissent :

1° des contestations individuelles ou collectives nées à l'occasion du travail entre les travailleurs et leurs employeurs relatives aux contrats de travail ou d'apprentissage, aux conventions collectives ou aux décisions administratives qui en tiennent lieu;

2° des contestations nées entre les établissements de sécurité sociale, les travailleurs et les employeurs, concernant l'exécution de la législation sur la sécurité sociale sans préjudice, toutefois, des dispositions de cette législation en ce qu'elles portent d'institution de commissions spécialement compétentes pour connaître de certaines catégories particulières de contestations.

Ingingo ya 54
Sentare z'akazi zakira :

1° Amatati yerekeye umukozi umwumwe ukwiwe canke ayerekeye abakozi bose aturutse ku kazi ari hagati y'abakozi n'abakoresha yerekeye amasezerano y'akazi canke ay'ukwimenyereza akazi ,amasezerano abakozi bagiranira n'abakoresha , canke ingingo ziba zafashwe n'umukoresha ziyasubirira ;

2° Amatati yadutse hagati y'amashirahamwe ategekaniriza kazoza abakozi n'abakoresha yerekeye ikurikizwa ry'amategeko agenga ibijanye n'ugutegekaniriza kazoza abakozi hatirengagijwe ingingo z'iri tegeko mu vyerekeye ishirwaho ry'imigwi ifise ububasha budasanzwe bwo gutatura ubwoko bumwebumwe bw'amatati bufise ico bwisangije ;

Article 55
Les jugements rendus par les tribunaux du travail sont susceptibles d'appel devant la cour d'appel de leur ressort.

Ingingo ya 55
Imanza z'amatati ziciwe na sentare z'akazi zirashobora kwungururizwa muri sentare nkuru isubiramwo yo mu karere izo manza zaciriwemwo.

Article 56
Dans les ressorts des tribunaux de grande instance où il **n'est pas** établi de tribunal du travail, les actions relevant de sa compétence sont jugées par les tribunaux de grande instance qui statuent en matière sociale à l'exception des tribunaux de grande instance ayant leurs sièges dans les provinces de Gitega et de Bujumbura.

Ingingo ya 56
Mu turere dukukira sentare nkuru z'igihugu hatarashingwa sentare y'akazi, imanza iyo sentare ifitiye ububasha zicibwa na sentare nkuru z'igihugu zisasa mu manza zerekeye uguteganiriza kazoza abakozi kiretse sentare nkuru z'igihugu zikorera mu ntara za Gitega na Bujumbura.

Article 57
Le juge statuant en matière sociale connaît également des infractions à la législation du travail, à la législation sur la sécurité sociale et à leurs mesures d'exécution.

Ingingo ya 57
Umucamanza aca imanza z'akazi arafise n'ububasha bwo guca imanza zijanye n'ivyaha vyo kurenga amategeko y'akazi, amabwirizwa agenga ugutegekaniriza kazoza abakozi hamwe n'ingingo zo kuyashira mu ngiro.

Section 2 : Des juridictions de commerce

Agace ka 2: Sentare z'ubudanzaji

Sous-section 1 : Du tribunal de commerce

Agace k'agace ka 1: Ibijanye na sentare z'ubudandaji

Paragraphe 1 : De l'organisation du tribunal de commerce

Agahimba k'agace ka 1. Ingene sentare z'ubudandaji ziringanijwe

Article 58
Le tribunal de commerce comprend un président, un vice-président, autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Ingingo ya 58
Sentare y'ubudandaji igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare, abacamanza hamwe n'abakozi bo mu butungane atari abacamanza igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Article 59
Le siège du tribunal de commerce est composé d'un président, magistrat de carrière, d'un juge et d'un assesseur, assistés d'un greffier et d'un officier du Ministère public près le tribunal de grande instance s'il est expressément requis par le président de la juridiction.

Ingingo ya 59
Intahe ya sentare y'ubudandaji igizwe n'umukuru w'intahe ategerezwa kuba ari umucamanza yabigize umwuga, umucamanza n' umufasha w'umucamanza bari kumwe n'umwanditsi w'imanza n'umushikirizamanza akukira sentare nkuru y'igihugu iyo yasabwe n'umukuru wa sentare.

Article 60
Les assesseurs du tribunal de commerce sont nommés par ordonnance du Ministre ayant la justice dans ses attributions sur proposition de la chambre fédérale de commerce et d'industrie en matière de commerce après avis du Ministre ayant le commerce dans ses attributions.

Ingingo ya 60
Abafasha b'abacamanza ba sentare y'ubudandaji bagenwa n'itegeko ry'umushikiranganji ajejwe ubutungane abishikirijwe n'Igisata c'ubudandaji n'amahinguriro mu bijanye n'ubudandaji, Umushikiranganji w'ubudandaji amaze kugira ico abivuzeko.

Article 61
Pour être nommé assesseur du tribunal de commerce, le candidat doit remplir les conditions suivantes :

Ingingo ya 61
Kugira umuntu ashobore kugenwa ngo abe umufasha w'umucamanza muri Sentare y'ubudandaji, ategerezwa kuba akwije ibi bikurikira:

1° avoir, pendant cinq ans au moins avec honneur, exercé le commerce ou participé soit à la gestion d'une société commerciale ayant son principal établissement au Burundi, soit à la direction d'une organisation professionnelle ou interprofessionnelle représentative du commerce ou de l'industrie;

1° kuba, mu myaka itanu n'imiburiburi, yararanguranye iteka umwuga w'ubudandaji canke yaragize uruhara mw 'itunganywa ry'ishirahamwe ry'ubudandaji rifise icicaro gikuru mu Burundi, canke mu buyobozi bw'ishirahamwe ryerekeye umwuga w'ubudandaji canke irihuza amashirahamwe menshi y'ubudandaji canke y'amahinguriro afise abanywanyi benshi ;

2° n'avoir pas été condamné comme auteur ou complice d'une infraction contre les propriétés, la foi publique, l'ordre public ou l'économie nationale;

2° kuba atigeze ahanwa nk'uwakoze icaha we nyene ubwiwe canke yifadikanije n'abandi mu kwambura amatungo, kubuza abanyagihugu kwizigira ibimenyetso vyashinzwe na Reta kandi vyemewe na bose no mu guhungabanya umutekano w'abanyagihugu canke ubutunzi bw'igihugu;

3° n'avoir pas été déclaré en faillite ou condamné pour banqueroute.

3° kuba atigeze atangazwa ko yahomvye canke yarahanywe kubera yahomvye.

Article 62
Sont considérés comme participant à la gestion d'une société commerciale :

Ingingo ya 62
Abafatwa ko bagize uruhara mw'itunganywa ry'ishirahamwe ry'ubudandaji ni:

1° s'il s'agit d'une société en commandite simple, les associés commandités ;

1° abadandaza basangiye ishirahamwe n'abatari abadandaza, abadandaza bo nyene basangiye ishirahamwe;

2° s'il s'agit d'une société en nom collectif, les associés ;

2° abasangiye ishirahamwe, iyo ari ishirahamwe ry'abadandaza basukiranije imitahe ;

3° s'il s'agit d'une société civile, d'une société de personnes à responsabilité limitée, d'une société anonyme, d'une société à participation publique, d'une société coopérative et d'une société unipersonnelle, les administrateurs ou les gérants ;

3° abari mu rwego nshingwantwaro canke abajejwe gutunganya ishirahamwe, iyo ari amashirahamwe adaharanira inyungu z'amafaranga, amashirahamwe abayasangiye babazwa imyenda yayo ku rugero rw'imitahe bayashizemwo, amashirahamwe ata bo yitirirwa, amashirahamwe Reta ifisemwo imitahe, amashirahamwe amakoperative hamwe n'amashirahamwe agizwe n'umuntu umwumwe;

4° les membres du personnel de ces sociétés exerçant une fonction de direction au sein de l'entreprise.

4° abakozi b'ayo mashirahamwe barangura imirimo y'ubuyobozi mw'ishirahamwe.

Article 63
Sont considérés comme participant à la direction d'une organisation professionnelle ou interprofessionnelle les administrateurs, les gérants et toute personne exerçant à titre permanent une fonction de direction au sein de ladite organisation.

Ingingo ya 63
Abafatwa ko bafise uruhara mu buyobozi bw'ishirahamwe ry'abakora umwuga w'ubudandaji canke irihuza amashirahamwe menshi y'ubudandaji ni abari mu rwego nshingwantwaro, abajejwe gutunganya ishirahamwe n'abandi bantu bose mu kazi kabo ka misi yose barangura amabanga y'ukurongora iryo shirahamwe.

Article 64
Par dérogation **à l'article 52** de la présente loi organique, en cas d'empêchement d'un assesseur, celui-ci est remplacé par un magistrat de carrière désigné par le président de la juridiction.

Ingingo ya 64
Hirengagijwe ibitegekanijwe mu **ngingo ya 52** y'iri bwirizwa, mu gihe umufasha w'umucamanza yafatiriwe asubirirwa n'umucamanza yabigize umwuga agenwa n'umukuru wa sentare y'ubudandaji.

Paragraphe 2 : De la compétence du tribunal de commerce

Agahimba ka 2. Ububasha bwa sentare y'ubudandaji

Article 65
Le tribunal de commerce connaît en premier ressort :

Ingingo ya 65
Sentare y'ubudandaji ica ku rugero rwa mbere imanza zerekeye :

1° des contestations entre commerçants relatives aux actes commerciaux ou réputés commerciaux par la loi et qui ne sont pas de la compétence d'autres tribunaux ;

1° amatati hagati y'abadandaza yerekeye ibikorwa vy' ubudandaji canke ibifatwa nk'ivyo hisunzwe amategeko mu gihe ata zindi sentare zibifitiye ububasha ;

2° des contestations relatives aux effets de commerce.

2° amatati yerekeye inzandiko z'ubudandaji zemeza imyenda.

Article 66

Le tribunal de commerce connaît, même lorsque les parties ne sont pas commerçantes :

1° des contestations entre associés, entre administrateurs, entre administrateurs et associés, entre commissaires et administrateurs, entre commissaires et associés, entre liquidateurs, entre liquidateurs et associés, entre associés, administrateurs, commissaires ou liquidateurs et réviseurs d'entreprise ;

2° de tout ce qui concerne les faillites et les concordats y relatifs conformément aux dispositions du Code de commerce ;

3° des demandes relatives aux appellations d'origine;

4° des actions en rectification ou en radiation d'inscription au registre de commerce ;

5° des demandes aux fins de nomination de commissaires ayant pour mission de vérifier les livres et les comptes des sociétés commerciales ;

6° des demandes en matière maritime et fluviale, notamment de l'examen des créances à l'occasion d'une répartition des deniers provenant de l'adjudication d'un bâtiment saisi ;

7° des contestations liées au bail commercial.

Ingingo ya 66

Sentare y'ubudandaji iraca imanza zerekeye ibi bikurikira no mu gihe ababuranyi atari abadandaza :

1° amatati yadutse hagati y'abasangiye ishirahamwe, hagati y'abari mu rwego nshingwantwaro, hagati y'abari mu rwego nshingwantwaro n'abasangiye ishirahamwe, hagati y'abagenduzi b'amakonte n'abari mu rwego nshingwantwaro, hagati y'abagenduzi b'amakonte n'abasangiye ishirahamwe, hagati y'abajejwe guheraheza ishirahamwe ryahomvye, hagati y'abajejwe guheraheza ishirahamwe n'abarisangiye, abari mu rwego nshingwatwaro, abagenduzi b'amakonte canke abajejwe guheraheza ishirahamwe ryahomvye n'abajejwe guhinyuza isuzuma ryakozwe mw' ishirahamwe;

2° ivyo vyose vyerekeye uruhombo rw'ishirahamwe n'amasezerano yo kurizamura hisunzwe ibitegekanijwe mu Gitabu c'amategeko agenga ubudandaji;

3° imburano zerekeye amazina nkomoko y'ibidandazwa

4° imanza zerekeye uguhindura canke ugufuta ivyanditswe mu gitabu c'ubudandaji ;

5° Imburano kugira hagenwe abagenduzi b'amakonte bajejwe guhinyuza ibiri mu bitabu n'amakonte y'amashirahamwe y'ubudandaji ;

6° Imburano zerekeye ibidandazwa bicishwa mu biyaga no mu nzuzi, nk' ukwihweza imyenda yatanzwe igihe c'ukugabangana amafaranga avuye mw'igurishwa biciye mw'ihiganwa ry'ubwato bwafashwe;

7° Amatati yerekeye ugukota ikigikoreshwa mu rudandazwa.

Article 67
Les jugements rendus par le tribunal de commerce sont susceptibles d'appel.

Ingingo ya 67
Imanza zicibwa na sentare y'ubudandaji zirashobora kwunguruzwa.

Article 68
Dans les ressorts des tribunaux de grande instance où il n'est pas encore créé de tribunal de commerce, les actions relevant de sa compétence sont jugées devant la chambre commerciale du tribunal de grande instance à l'exception des tribunaux de grande instance ayant leurs sièges dans la province de Bujumbura.

Ingingo ya 68
Mu turere dukukira sentare nkuru z'igihugu tutarashingwamwo sentare y'ubudandaji, imanza iyo sentare ifitiye ububasha zicibwa n'igisata ca sentare nkuru y'igihugu gisasa mu manza zerekeye ubudandaji kiretse sentare nkuru z'igihugu ziri mu ntara ya Bujumbura.

Tous les litiges commerciaux du ressort de la province de Bujumbura sont jugés devant le tribunal du commerce.

Imanza zose zerekeye amatati y'ubudandaji zo mu ntara ya Bujumbura zicibwa na Sentare y'ubudandaji.

Article 69
Le juge statuant en matière commerciale connaît également des infractions liées à la législation commerciale ainsi qu'à leurs mesures d'exécution.

Ingingo ya 69
Umucamanza asasa mu manza zerekeye ubudandaji araca kandi imanza z'ivyaha zerekeye ukurenga ku mategeko y'ubudandaji no ku ngingo ziyashira mu ngiro.

Sous-section 2 : De la Cour d'appel de commerce

Agace ka 2: Sentare nkuru zisubiramwo zica imanza zerekeye ubudandaji

Paragraphe 1 : De l'organisation de la Cour d'appel de commerce

Agahimba ka mbere: Ingene Sentare nkuru zisubiramwo zica imanza zerekeye ubudandaji ziringanijwe

Article 70
La Cour d'appel de commerce comprend un président, un vice-président, autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Ingingo ya 70
Sentare nkuru isubiramwo ica imanza zerekeye ubudandaji igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare, abacamanza, abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza, igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Article 71
Le siège de la Cour d'appel de commerce est composé d'un président, magistrat de carrière, d'un juge et d'un assesseur assistés d'un greffier et d'un officier du Ministère public près la cour d'appel s'il est expressément requis par le président de la juridiction.

Ingingo ya 71
Intahe ya Sentare nkuru isubiramwo y'ubudandaji igizwe n'umukuru w'intahe, ategerezwa kuba ari umucamanza yabigize umwuga, umucamanza n'umufasha w'umucamanza bari kumwe n'umwanditsi w'imanza n'umushikirizamanza akukira Sentare nkuru isubiramwo ica imanza zerekeye ubudandaji iyo yasabwe n'umukuru wa sentare.

En cas d'empêchement d'un assesseur, celui-ci est remplacé par un magistrat de carrière désigné par le président de la juridiction.

Mu gihe umufasha w'umucamanza afatiriwe, asubirirwa n'umucamanza yagize ubucamanza umwuga agenywe n'umukuru wa sentare.

Paragraphe 2 : De la compétence de la Cour d'appel de commerce

Agahimba 2. Ububasha bw'amasentare y'ubudandaji asubiramwo imanza

Article 72
La Cour d'appel de commerce connaît de l'appel des jugements rendus au premier degré par le tribunal de commerce ou par les tribunaux de grande instance statuant en matière commerciale dans leur ressort où il n'est pas encore créé le tribunal de commerce.

Ingingo ya 72
Sentare nkuru zisubiramwo zica imanza zerekeye ubudandaji zakira imanza zaciwe ku rugero rwa mbere na sentare zica imanza zerekeye ubudandaji canke sentare nkuru z'igihugu ziri mu karere zikoreramwo zica imanza zerekeye ubudandaji.

Les arrêts de la Cour d'appel de commerce sont susceptibles de cassation.

Imanza ziba zaciwe na ngingo zifatwa na Sentare nkuru zisubiramwo zirakira kandi ku rugero rwa nyuma imanza zungurujwe zitwarira ingingo zafashwe na sentare nkuru z'igihugu mu bijanye n'ikurikizwa ry'imanza zaciriwe mu mahanga.

Section 3 : Des Cours administratives

Agace ka 3. Sentare isasa mu manza zega Reta

Sous-section 1 : De l'organisation des Cours administratives

Agahimba k'agace ka 1: Ingene Sentare isasa mu manza zega Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe zitunganijwe

Article 73
La Cour administrative comprend deux chambres, une chambre de premier degré et une chambre d'appel.

Ingingo ya 73
Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe igizwe n'ibisata bibiri, igisata gica imanza ku rugero rwa mbere n'igisata c'iyungururizo.

Article 74
La Cour administrative comprend un président et deux présidents des chambres.

Ingingo ya 74
Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe igizwe n'umukuru wa sentare hamwe n'abakuru b'ibisata babiri.

Chaque chambre comprend autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Igisata kimwekimwe cose kigizwe n'abacamanza hamwe n'abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza, igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Article 75
Le siège de la juridiction administrative est composé d'un juge unique assisté d'un officier du

Ingingo ya 75
Intahe ya sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe igizwe

Ministère public près la cour d'appel et d'un greffier.

n'umucamanza umwe ari kumwe n'umushikirizamanza akukira sentare nkuru isubiramwo hamwe n'umwanditsi w'imanza.

Sous-section 2 : De la competence des cours administratives

Article 76

Les Cours administratives connaissent :

1° des recours en annulation pour violation des règles de fond et de procédure, pour incompétence ou pour excès de pouvoir formés contre les décisions prises en dernier ressort par les pouvoirs publics et les autorités administratives ;

2° des recours en interprétation, en appréciation de la légalité des décisions, des conventions ou actes de l'administration qui leur sont déférés dans le cadre de leur compétence telle que définie au littéra précédent. Elles peuvent éventuellement annuler ou accorder des dommages et intérêts en réparation du préjudice qui en a résulté ;

3° des recours en validité, exécution, nullité, résolution ou résiliation des contrats administratifs;

4° des actions en responsabilité fondées sur une cause autre que contractuelle ou quasi-contractuelle, lorsque le dommage invoqué est imputable à un fait ou à un agissement de l'administration ou est un dommage résultant de travaux publics ;

5° des recours contre les notations des fonctionnaires et les sanctions disciplinaires prévues par le statut général des fonctionnaires ;

Agahimba ka 2: ububasha bwa sentare isasa mu manza zega reta

Ingingo ya 76

Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe zakira:

1° Imanza z'abitwara basaba ko hafutwa ingingo zafashwe hatubahirijwe amategeko n'ibikurikizwa mu guca urubanza, kubera sentare yazifashe itari ibifitiye ububasha canke ingingo zafashwe n'ubutegetsi bwa Reta hamwe n'abategetsi bajejwe ivyerekeye intwaro bitwaje ububasha bafise;

2° Imanza zisaba ko hasobanurwa, hihwezwa ko ingingo , amasezerano canke inzandiko zateguwe n'abajejwe intwaro zisunze amategeko ,bikaba vyarungikiwe izo sentare kubera zibifitiye ububasha nk'uko bitomowe mu karongo ka (1°). Sentare zica imanza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe zirashobora, iyo bikenewe, gufata ingingo ifuta canke itanga indishi ihuye n'agahombo kajanye n'ivyaha vyakozwe;

3° Imanza uwitwara asaba ko amasezerano mu bayagize harimwo Reta canke inzego z'intwaro z'intango yemezwa, ashirwa mu ngiro, agirwa impfagusa, ahagarikwa canke afutwa;

4° Imanza zerekeye abagirizwa amakosa adafatiye ku kurenga amasezerano canke ku bifatwa nkayo mu gihe agahombo uwitwaye yagize katurutse ku gikorwa canke ku nyifato y'abajejwe intwaro canke ku bikorwa vya Reta ;

5° Imanza umukozi wa Reta yitwara asaba ko amanota yahawe ku kazi canke ibihano yafatiwe n'abamutwara mu kazi bitegekanijwe n'amategeko agenga abakozi ba Reta bisubirwamwo;

6° des actions en réintégration ou en dommages et intérêts résultant de la violation du statut général des fonctionnaires ;

7° des recours contre les décisions prises en matière fiscale et douanière dans les conditions fixées par la réglementation en la matière ;

8° des actions relatives aux incompatibilités attachées aux fonctions et mandats publics ;

9° des contestations relatives à la réquisition par l'Etat des biens mobiliers ou immobiliers ;

10° des contestations relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

11° de l'action en remboursement exercée par l'Etat, ses démembrements ou la Commune dans le cadre de l'action récursoire.

6° Imanza abitwara basaba gusubizwa mu kazi canke guhabwa indishi bivuye ku makosa y'ukutubahiriza amategeko agenga abakozi ba Reta;

7° Imanza abitwara basaba ko ingingo zafashwe mu bijanye n'amakori na maduwane hisunzwe ibitegekanijwe n'amategeko agenga amakori n'amaduwane zisubirwamwo;

8° Imanza zerekeye amakosa ajanye n'ukubangikanya imirimo ya Reta n'amabanga umuntu ajamwo atowe n'abanyagihugu;

9° Amatati ajanye n'amatungo yimuka canke ayatimuka Reta yifashishije;

10° Amatati ajanye n'amatongo Reta isohoyemwo beneyo ku neza ya bose;

11° Imanza zijanye n'ukwishuza kwa Reta n'ibisata vyayo amafaranga Reta itegerezwa kuriha uwakorewe amakosa n'uwo Reta yashinze amabanga canke ikomine amafaranga Reta itegerezwa kuriha uwakorewe amakosa n'uwo Reta yashinze amabanga.

Article 77
Dans les limites des dispositions précédentes, le juge administratif peut ordonner à l'administration et spécialement lui prescrire ou interdire de faire un acte ou une opération déterminée.

Ingingo ya 77
Hubahirijwe ingingo zihejeje kuvugwa, umucamanza wa sentare asasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe arashobora kubwiriza abajejwe intwaro na canecane kubategeka canke kubabuza gukora igikorwa kanaka.

Article 78
Le juge administratif peut, dans le dispositif de sa décision, offrir à l'administration le choix entre une réparation en nature qu'il détermine et une réparation pécuniaire.

Ingingo ye 78
Umucamanza wa sentare asasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe arashobora, mu vyo ategekanya mu ngingo yafashe, guha abajejwe intwaro uburenganzira bwo guhitamwo indishi igizwe n'ibintu we nyene atomora canke igizwe n'amafaranga.

Article 79
Le juge administratif peut encore énoncer un certain nombre d'indications relatives à la conduite que devra suivre tel responsable de l'administration pour se conformer à ladite décision sous peine d'être personnellement condamné à des dommages et intérêts.

Ingingo ya 79
Umucamanza wa sentare asasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe arashobora kandi kwerekana bimwebimwe biranga inyifato uwujejwe intwaro yotegerezwa gukurikiza kugira yisunge ingingo yafashwe n' umucamanza, bitagenze uko na ho akaba ari we atangishwa indishi.

Article 80
Tous les litiges d'ordre individuel intéressant les fonctionnaires ou autres agents de l'administration, notamment ceux relatifs à des questions pécuniaires relèvent de la Cour administrative dans le ressort de laquelle se trouve le lieu d'affectation du fonctionnaire ou agent concerné, sous réserve des dispositions suivantes :

Ingingo ya 80
Imanza z'amatati yose yerekeye umukozi umwumwe wa Reta canke uwo mu gisata c'intwaro nk'ayajanye n'ibibazo vy'amafaranga zishikirizwa Sentare ica imanza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe iri aho umukozi wa Reta canke umukozi vyega akorera, hatirengagijwe ingingo zikurikira :

1° si la décision à l'origine du litige entraîne un changement d'affectation, la compétence est déterminée par le lieu de la nouvelle affectation ;

1° Iyo ingingo ari yo nkomoko y'amatati yatumye umukozi ahindurirwa aho akorera, ububasha bwo guca urwo rubanza butomorwa hisunzwe aho uwo mukozi arungitswe gukorera ;

2° si la décision prononce une révocation, une mise à la retraite ou toute autre mesure entraînant une cessation définitive d'activité ou si elle concerne un ancien fonctionnaire ou agent sans affectation à la date de la décision, la compétence est déterminée par le lieu de la dernière affectation de ce fonctionnaire ou agent ou, à son choix, par le lieu de résidence au moment de la présentation de la requête introductive d'instance ou de la réception de la décision attaquée ;

2° Iyo ingingo ishinze ko umukozi yirukanwa mu kazi, akukuruka canke iyindi ngingo yose ituma umukozi ahagarika burundu akazi canke iyo ingingo yerekeye uwahora ari umukozi wa Reta canke uwo mu gisata c'intwaro atari bwarungikwe ahandi akorera gushika kw'igenekerezo ingingo yafatiweko, ububasha butomorwa hisunzwe aho yakoreye ubwa nyuma canke aho yaba mu gihe yatangura kwitura sentare canke mu gihe yasomerwa ingingo yitwariye igihe ari ho yahisemwo ;

3° si la décision a un caractère collectif et si elle concerne des agents affectés dans le ressort de plusieurs juridictions administratives, l'affaire relève de la compétence de celle dans le ressort de laquelle siège l'auteur de ladite décision.

3° Iyo ingingo yerekeye umugwi w'abakozi canke iyo yerekeye abakozi bakorera mu karere gakukira sentare nyinshi zica imanza za Reta n'ibisata bimwebiwe vyazo, sentare ifise ububasha kuri urwo rubanza ni sentare y'aho uwafashe iyo ngingo asasamwo.

Article 81
Les actions en responsabilité fondées sur une

Ingingo ya 81
Imanza zerekeye abagirizwa amakosa adafatiye

cause autre que contractuelle ou quasi-contractuelle relèvent :

1° de la compétence de la juridiction administrative dans le ressort de laquelle le fait générateur s'est produit, lorsque le dommage invoqué est imputable à un fait ou à un agissement de l'administration ou résulte des travaux publics;

2° de la compétence de la juridiction administrative dans le ressort de laquelle se trouve, au moment de la présentation de la requête introductive d'instance, l'auteur ou le premier des auteurs de la demande s'il est une personne physique, ou son siège s'il est une personne morale, dans tous les autres cas.

ku kurenga amasezerano y'akazi canke afatiye ku vyumvikanyweko gusa zikurikiranwa na :

1° Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo iri mu karere kakorewemwo ikosa, mu gihe agahombo uwitwaye yagiriwe katurutse ku gikorwa canke inyifato y'abajejwe intwaro canke vyaturutse ku bikorwa vya Reta ;

2° Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo iri mu karere uwitwaye canke uwa mbere mu bitwaye yarimwo mu gihe yatangura kwitura sentare igihe ari umuntu, canke icicaro igihe ari ishirahamwe, mu bindi bihe vyose.

Article 82
Dans les ressorts des cours d'appel où il n'est pas établi une cour administrative, les actions relevant de la compétence de celle-ci sont jugées au premier et au second degré par les chambres administratives des cours d'appel statuant en matière administrative, à l'exception des cours d'appel ayant leurs sièges dans les provinces de Gitega et de Bujumbura.

Ingingo ya 82
Mu turere dukukira sentare nkuru zisubiramwo tutarashingwamwo sentare isasa mu manza zega Reta, imanza iyo sentare ifitiye ububasha zicibwa ku rugero rwa mbere n'ibisata vya sentare nkuru zisubiramwo zisasa mu manza zega Reta kiretse sentare zisubiramwo zo mu ntara ya Gitega na Bujumbura.

Section 4 : De la Cour anticorruption

Sous-section 1 : De l'organisation de la Cour anticorruption

Agace ka 4: Sentare ijejwe kurwanya igiturire

Agahimba ka mbere: Ingene itunganijwe

Article 83
L'organisation, le fonctionnement et la procédure suivie devant la Cour anticorruption sont déterminés par une loi spécifique.

Ingingo ya 83
Ingene Sentare irwanya igiturire itunganijwe, ingene ikora n'ingene ivyerekeye imanza bigenda bitomorwa n'ibwirizwa rivyerekeye.

Sous-section 2 : De la compétence de la Cour anticorruption

Agahimba ka 2: Ububasha bwayo

Article 84
La Cour anticorruption est compétente pour connaître les infractions de corruption et les infractions connexes.

Ingingo ya 84
Sentare ijejwe kurwanya igiturire n'ivyaha bifitaniye isano, ni yo ijejwe guca imanza zijanye no gukinga no kurwanya igiturire n'ivyaha bifitaniye isano.

Au premier degré, elle connaît des infractions commises par les justiciables ayant le privilège de juridiction devant la Cour d'appel.

Iyo sentare iburanisha ubwa mbere abantu bafise uburenganzira bwo kutaburanura muri sentare izo ari zo zose bahabwa n'iri bwirizwa.

Elle connaît des appels en provenance des chambres anticorruption créées au sein des tribunaux de grande instance.

Iyo sentare yakira iyungurizwa y'imanza zaciye n'ibisata bijejwe guca imanza zijanye n'igiturire n'ibindi vyaha bifitaniye isano biri muri sentare nkuru z'igihugu.

Article 85
Les arrêts rendus par la Cour anticorruption sont susceptibles d'opposition, d'appel devant la chambre judiciaire de la Cour Suprême et de cassation devant la Cour Suprême.

Ingingo ya 85
Imanza zaciwe na Sentare ijejwe kurwanya igiturire zirashobora gusubirishwamwo, kwungururizwa mu gisata ca Sentare Ntahinyuzwa kijejwe guca imanza no gusamburwa n'iyo Sentare Ntahinyuzwa.

Ils sont également susceptibles de révision conformément aux dispositions pertinentes de la loi régissant la Cour Suprême.

Zirashobora kandi gusabwa gusubirishwamwo hisunzwe ingingo zivyerekeye ziri mw'ibwirizwa rigenga Sentare Ntahinyuzwa.

Article 86
Sous la supervision du Procureur Général de la République, le Ministère Public près la Cour anticorruption recherche à charge des personnes qui ne bénéficient pas du privilège de juridiction prévues par la loi régissant la Cour Suprême, les infractions de corruption et les infractions connexes à la corruption, reçoit les dénonciations y relatives, fait tous les actes d'instruction et saisit la Cour lorsqu'il ne décide pas du classement sans suite.

Ingingo ya 86
Bihagarariwe n'umushingwamanza kizigenza wa Repuburika, umushingwamanza yegamiye sentare irwanya igiturire aragira amatohoza yisunze ibwirizwa rigenga Sentare Ntahinyuzwa agaheza agashengeza uwagirizwa mu gihe abonye ibimenyetso vy'icaha bigaragara.

Article 87
Le Ministère Public près la Cour anticorruption intervient dans l'exécution des décisions de la Cour conformément aux dispositions pertinentes de la loi relative aux mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes.

Ingingo ya 87
Umushikirizamanza akukira sentare irwanya igiturire arafasha mw'ikurikizwa ry'urubanza na sentare yisunze ibwirizwa rikinga rigahana igiturire.

CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES JURIDICTIONS

IGICE CA IV. INGINGO RUSANGI KURI SENTARE ZOSE

Section 1 : Du personnel judiciaire des cours et tribunaux

Agace ka 1. Abakozi ba sentare zitandukanye

Article 88
Le personnel judiciaire des cours et tribunaux comprend les magistrats du siège et les agents de l'ordre judiciaire.

La catégorie des magistrats du siège comprend des magistrats de carrière exclusivement affectés à des fonctions judiciaires et des magistrats auxiliaires non exclusivement affectés à ces fonctions.

Ingingo ya 88
Abakozi ba sentare bagizwe n'abacamanza basasa mu ntahe hamwe n'abakozi bo mu rwego rw'ubutungane.

Umugwi w'abacamanza basasa mu ntahe ugizwe n'abacamanza bagize ubucamanza umwuga bakora gusa ibikorwa vyerekeye ubucamanza hamwe n'abandi bacamanza bafasha mu butungane badakora gusa uwo murimo.

Article 89
Sont magistrats de carrière, les juges affectés dans les différentes juridictions de la République à l'exception des juges stagiaires.

Sont également magistrats de carrière, les magistrats du siège détachés ou affectés auprès de l'administration centrale du ministère ayant la justice dans ses attributions, auprès des administrations personnalisées relevant du ministère ayant la justice dans ses attributions, auprès d'autres services de l'Etat ou d'une organisation régionale ou internationale.

Ingingo ya 89
Abacamanza bagize ubucamanza umwuga ni abacamanza bakorera muri sentare zitandukanye z'igihugu kiretse abacamanza bacimenyereza akazi.

Abandi babigize ubucamanza umwuga ni abacamanza bashinzwe canke bahawe ayandi mabanga mu Bushikiranganji bw'ubutungane, mu bisata vyitunganiriza ibijanye n'intwaro n'ikigega bikukira Ubushikiranganji bw'ubutungane, mu bindi bisata vya Reta canke mw'ishirahamwe ry'ibihugu Uburundi buherereyemwo canke mpuzamakungu.

Article 90
Sont magistrats auxiliaires :

1° les membres non permanents de la Cour constitutionnelle;

2° les assesseurs près les tribunaux du travail;

3° les assesseurs près les juridictions de commerce.

Ingingo ya 90
Abacamanza bafasha mu butungane ni aba bakurikira:

1° Abacamanza ba Sentare yubahiriza Ibwirizwa Shingiro bafise ayandi mabanga babangikanije n'ayo;

2° Abacamanza bafasha muri Sentare z'akazi;

3° Abacamanza bafasha muri Sentare z'ubudandaji.

Article 91
Les magistrats auxiliaires restent soumis aux

Ingingo ya 91
Abacamanza bafasha baguma bagengwa

statuts de leurs fonctions principales.

Néanmoins, lorsqu'ils exercent la fonction judiciaire, ils sont soumis au régime disciplinaire des magistrats de carrière.

Article 92
Sont agents de l'ordre judiciaire près les cours et tribunaux :

1° les greffiers chefs, greffiers, les commis greffiers et commis des juridictions ;

2° les huissiers de carrière près toutes les juridictions de la République ainsi que les huissiers indépendants.

L'organisation et le fonctionnement de la profession d'huissiers de justice indépendants sont régis par une loi particulière.

Article 93
Le Ministre ayant la justice dans ses attributions peut désigner des huissiers auxiliaires parmi les fonctionnaires des administrations publiques.

Leur acte de désignation fixe leur compétence territoriale. Ils restent soumis au statut de leurs fonctions principales.

Le Ministre en charge de la justice ou son délégué affecte les greffiers chefs, les greffiers, les commis-greffiers, les commis des juridictions et les huissiers.

Article 94
Le greffier assiste le juge dans tous les actes et dresse les procès-verbaux de son ministère. Il les signe avec lui.

Article 95
Le greffier garde les minutes, registres et tous

n'amategeko yo mu kazi kabo nyamukuru.

Ariko, igihe bashinzwe amabanga y'ubucamanza, bagengwa n'amategeko agenga abacamanza bagize ubucamanza umwuga.

Ingingo ya 92
Abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza ni aba :

1° Abanditsi b'imanza bakuru, abanditsi b'imanza, abanditsi bafasha abanditsi b'imanza n'abakarani ba sentare ;

2° Abamenyeshamanza bagize ukumenyesha imanza umwuga ba sentare zose za Repuburika hamwe n'abakurikizamanza bigenga.

Ingene umwuga w'abakurikizamanza bigenga utunganijwe n'ingene ukorwa bigengwa n'ibwirizwa rivyerekeye.

Ingingo ya 93
Umushikiranganji ajejwe ubutungane arashobora kugena abamenyeshamanza bunganizi mu bakozi basanzwe bakora akazi ka Reta.

Urwandiko rubagena rurerekana akarere ububasha bwabo bugarukiramwo. Baguma bagengwa n'amategeko y'akazi kabo nyamukuru.

Umushikirangaji w'ubutungane canke uwo yatumye ni we arungika abanditsi b'imanza bakuru, abanditsi b'imanza, abanditsi bafasha abanditsi b'imanza hamwe n'abamenyeshamanza iyo bakorera.

Ingingo ya 94
Umwanditsi w'imanza arafasha umucamanza mu bikorwa vyose akongera akagira icegeranyo c'imirimo ashinzwe. Ivyo vyegeranyo babiterako umukono bompi.

Ingingo ya 95
Umwanditsi w'imanza ni we ashingura inzandiko

actes de la juridiction près laquelle il est affecté.

nkomoko zanditswe n'iminwe zaciriweko imanza, ibitabu n'ivyegeranyo vyose vy'ivyaranguwe na Sentare akoreramwo.

Il en délivre les grosses, copies, expéditions ou extraits et dresse les diverses formalités dont l'accomplissement doit être constaté.

Aratanga amakopi y'imanza zaciwe, amakopi y'imanza, inzandiko zirimwo ingingo nkurunkuru z'imanza zaciwe agakora n'urutonde rw'ibikenewe vyose bitegerezwa kugaragara ko vyakozwe.

Article 96
En cas d'absence ou d'empêchement, le greffier chef est remplacé par un greffier ou, à défaut, par un commis -greffier de la même juridiction.

Ingingo ya 96
Mu gihe umwanditsi w'imanza mukuru yasivye canke yafatiriwe n'ayandi mabanga, asubirirwa n'umwanditsi w'imanza canke atahari na ho agasubirirwa n'uwufasha umwanditsi w'imanza wo muri iyo sentare nyene.

Article 97
Qu'ils soient de carrière ou auxiliaires, tous les huissiers ont pour mission notamment de signifier les exploits sous la surveillance du président de la juridiction et du greffier chef, d'exécuter les décisions de justice, ordonnances et actes revêtus de la formule exécutoire, de procéder aux ventes publiques des biens meubles en matière d'exécution des jugements et arrêts.

Ingingo ya 97
Baba abamenyashamanza bagize ubumenyeshamanza umwuga canke abafasha b'abamenyeshamanza bafise umurimo canecane wo kumenyesha inzandiko zirimwo ingingo nkurunkuru z'imanza zaciwe bahagarikiwe n'Umukuru wa sentare hamwe n'umwanditsi w'imanza mukuru, uwo gukurikiza ingingo z'ubutungane, ingingo n'ivyemezo vy'uko zokurikizwa, uwo kugurisha icamunara amatungo yimuka mu ntumbero yo gushira mu ngiro ingingo zafashwe na sentare.

Article 98
En matière de propriétés foncières, l'exécution des jugements est assurée par les juges des tribunaux de résidence assistés d'un greffier, avec le concours des notables collinaires ou **des quartiers** en cas de besoin.

Ingingo ya 98
Ku vyerekeye amatongo, ikurikizwa ry'imanza zaciwe rigirwa n' abacamanza ba Sentare z'intango, bari kumwe n'umwanditsi w'imanza bafadikanijwe n'abagize Intahe yo ku mugina igihe bakenewe.

Article 99
Les greffiers peuvent faire office d'huissier lorsque la juridiction n'en est pas pourvue ou en cas d'empêchement.

Ingingo ya 99
Abanditsi b'imanza barashobora kurangura umurimo w'abamenyeshamanza mu gihe sentare ata mumenyeshamanza isanganywe canke mu gihe yafatiriwe.

Section 2: Du règlement d'ordre intérieur des cours et tribunaux

Article 100
Le règlement d'ordre intérieur des cours et tribunaux est fixé par ordonnance du Président de la Cour suprême après approbation du Conseil supérieur de la magistrature.

Il en est de même du règlement d'ordre intérieur des greffes et du service de l'huissariat.

Article 101
Le règlement d'ordre intérieur des cours et tribunaux fixe notamment les principes relatifs :

1° à l'organisation et au fonctionnement des juridictions ;

2° à la tenue des audiences ;

3° à l'inscription au rôle ;

4° aux conclusions et plaidoiries ;

5° à la communication des dossiers au Ministère public ;

6° au contrôle hiérarchique et aux rapports mensuels et annuels ;

7° aux vacances judiciaires ;

8° à la gestion du patrimoine.

Agace ka 2: Amategeko ntunganyabikorwa ya sentare zitandukanye

Ingingo ya 100
Amategeko ntunganyabikorwa ya sentare zitandukanye ashingwa n'ingingo y'Umukuru wa Sentare ntahinyuzwa abanje kwemezwa n'Inama nkuru y'Ubucamanza.

Ni co kimwe no ku mategeko ntunganyabikorwa agenga abanditsi b'imanza n'abamenyeshamanza.

Ingingo ya 101
Amategeko ntunganyabikorwa ya sentare zitandukanye ashinga canecane ingingo ngenderwako zijanye na:

1° ingene sentare ziringanijwe n'ingene zikora;

2° ingene intahe zisasa;

3° ingene imanza zishirwa ku rutonde rw'izizoburanishwa;

4° ingene imburano n'ibisabwa bishikirizwa;

5° ingene idosiye z'imanza zishikirizwa ubushikirizamanza;

6° ingene isuzuma rigirwa n'abarongoye abandi hamwe n'ivyegeranyo vyo ku kwezi ku kwezi n'ivyo ku mwaka ku mwaka;

7° uburuhuko bw'abacamanza ;

8° itunganywa ry'amatungo ya sentare.

Section 3: Du contrôle et de l'encadrement des juridictions

Article 102
Chaque juridiction a un devoir de contrôle et d'encadrement sur les juridictions immédiatement inférieures.

Agace ka 3: Ugusuzuma n'ugukurikirana sentare

Ingingo ya 102
Sentare imwimwe yose itegerezwa gusuzuma no gukurikirana ibikorwa vya Sentare ziyikukira.

Article 103
Dans chaque juridiction, le président est chargé de l'ordre et de l'organisation du service.

A cet effet, chaque président d'une juridiction doit exercer un contrôle sur la juridiction inférieure et sur les décisions judiciaires qui ont fait objet de recours devant la juridiction qu'il préside.

Il exerce également un contrôle sur la qualité des décisions judiciaires rendues par la juridiction sous son autorité.

Il exerce cette attribution en concertation avec le vice-président et les présidents des chambres s'il échoit.

Section 4: De l'exercice de la fonction juridictionnelle et de l'itinérance

Article 104
Sans préjudice de règles particulières aux juridictions spécialisées, les magistrats du siège exercent leur fonction conformément à la présente loi organique, au règlement d'ordre intérieur et à l'organisation du service.

Article 105
Les juridictions peuvent siéger dans les localités de leur ressort si elles l'estiment nécessaire à la bonne administration de la justice.

Le déplacement n'empêche pas l'exercice de la fonction juridictionnelle au siège ordinaire.

Article 106
Les magistrats du siège appelés à se déplacer sont désignés par le président de la juridiction dont ils relèvent.

Article 107
Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, le Ministère public peut, en matière délictuelle ou criminelle, requérir la tenue d'une

Ingingo ya 103
Muri sentare imwemwe yose, Umukuru wa sentare ajejwe gutunganya no kuringaniza imirimo ya sentare.

Kubera ivyo, Umukuru wa sentare arakurikirana sentare ziri munsi y'iyo atwara hamwe n'ingingo z'izo sentare zungururijwe muri sentare atwara.

Arakurikirana kandi ko ingingo zishingwa na sentare atwara zitagira agatosi.

Ivyo abikora abigiye inama n'icegera c'umukuru wa sentare n'abakuru b'ibisata vy'iyo sentare iyo bihari.vy'iyo sentare, iyo bihari.

Agace ka 4: Ingene sentare zikora n'ingene zihindura akarere zisasamwo

Ingingo ya 104
Hatirengagijwe amategeko agenga sentare zica imanza zerekeye igisata kanaka, abacamanza basasa mu ntahe barangura umurimo wabo bisunze iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro, amategeko ntunganyabikorwa hamwe n'ingingo ziringaniza akazi.

Ingingo ya 105
Sentare zirashobora gusasa mu turere dukukira izo sentare iyo bikenewe ku neza y'ubutungane.

Ukuba sentare ija gusasa mu kandi karere ntibibuza ko imirimo ibandanya aho yari isanzwe isasira.

Ingingo ya 106
Abacamanza barungikwa kuja gusasa mu kandi karere bagenwa n'Umukuru wa Sentare basanzwe bakoreramwo.

Ingingo ya 107
Mu ntumbero y'ugutunganiriza abantu neza, Umushikirizamanza arashobora, mu manza zerekeye ivyaha bisanzwe canke bikomeye,

audience dans une autre localité déterminée.

Le président de la juridiction statue sur cette requête par ordonnance motivée non susceptible de recours.

Section 5: Des chambres spécialisées

Article 108
Il peut être institué par ordonnance du Ministre ayant la justice dans ses attibutions au sein des juridictions une ou, selon les besoins, plusieurs chambres spécialisées pour telle ou telle catégorie d'affaires.

Article 109
Les chambres instituées au sein d'une juridiction comprennent, un président, autant de juges et de greffiers que de besoin.

Article 110
La composition du siège ainsi que le rôle des affaires appelées en audience publique par une chambre sont fixés par le président de la juridiction sur proposition du président de la chambre concernée.

Article 111
Les juges affectés dans les différentes chambres spécialisées peuvent en outre dans l'intérêt du service et sur décision du président de la juridiction, juger d'autres cas introduits devant cette juridiction.

Section 6 : De la détermination de la compétence civile des cours et tribunaux

Sous-section 1 : De la compétence matérielle

Article 112
En matière civile, la compétence matérielle des

gusaba ko imanza ziburanishirizwa ahatari mu ngoro za sentare mu karere kanaka.

Umukuru wa sentare arashinga ingingo ivyerekeye itangiwe imvo idashobora kungururizwa.

Agace ka 5. Ibisata bidasanzwe bikurikirana imanza kanaka

Ingingo ya 108
Harashobora gushingwa muri Sentare, biciye mw'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ubutungane, igisata kimwe canke, iyo bikenewe, ibisata vyinshi bidasanzwe bijejwe gukurikirana imanza kanaka.

Ingingo ya 109
Ibisata bishinzwe muri sentare bigizwe n'umukuru w'ico gisata, abacamanza, hamwe n'abanditsi b'imanza, igitigiri cabo kikavana n'ibiba bikenewe.

Ingingo ya 110
Abasasa mu ntahe hamwe n'urutonde rw'imanza zizoburanishwa mu ntahe y'icese mu gisata kimwekimwe bitunganywa n'Umukuru wa Sentare abisabwe n'Umukuru w'igisata vyerekeye.

Ingingo ya 111
Abacamanza barungitswe gukorera mu bisata bidasanzwe bashobora kandi, ku neza y'akazi babiherewe uruhusha n'Umukuru wa sentare barungitswemwo, guca n'izindi manza zitwariwe muri iyo sentare.

Agace ka 6: Ububasha bwa sentare zitandukanye mu manza z'amatati

Agahimba k'agace ka mbere: Ububasha bwa sentare mu manza zerekeye ibintu

Ingingo ya 112
Mu manza z'amatati zerekeye ibintu, ububasha

juridictions est déterminée par la nature et le montant de la demande.

bwa sentare butomorwa hafatiwe ku bwoko bw'ikintu catumye haba amatati n'igitigiri c'amafaranga asabwa.

Article 113
Les fruits, intérêts, dommages et intérêts, frais et autres accessoires ne sont ajoutés au principal que s'ils ont une cause antérieure à la demande.

Ingingo ya 113
Umwimbu, inyungu, indishi, amafaranga yakoreshejwe n'ibindi vyiyongera, vyongerwa ku casabwe nyamukuru ari uko icatumye umwimbu canke inyungu iboneka,indishi n'ayo yandi mafaranga asabwa cabaye imbere yuko urubanza rushingwa.

Article 114
Lorsqu'une demande a plusieurs chefs qui proviennent de la même cause, ceux-ci sont cumulés pour déterminer la compétence.

Ingingo ya 114
Mu gihe urubanza rufise ibirego vyinshi bivuye ku mvo imwe, ivyo birego birateranywa kugira hatomorwe sentare irufitiye ububasha.

Article 115
Lorsque la somme réclamée fait partie d'une créance plus forte qui est contestée, le montant de celle-ci détermine la compétence.

Ingingo ya 115
Mu gihe amafaranga yishuzwa ari mu bigize umwenda urengeye ayategerezwa kwishuzwa yatumye haba amatati, igitigiri c'ayo mafaranga ni co gifatirwako mu gutomora sentare ifise ububasha kuri urwo rubanza.

Article 116
Lorsqu' une demande est formée par plusieurs demandeurs ou contre plusieurs défendeurs en vertu d'un même titre, la somme totale réclamée fixe la compétence.

Ingingo ya 116
Mu gihe urubanza rurimwo abitwaye benshi canke abitwariwe benshi ku mvo imwe, igitigiri c'amafaranga yose asabwa ni co gituma hatomorwa sentare ifise ububasha kuri urwo rubanza.

Article 117
Dans les contestations sur la validité ou sur la résiliation d'un bail, la valeur du litige est déterminée en cumulant dans le premier cas, les loyers pour toute la durée du bail et, dans le second cas, les loyers à échoir.

Ingingo ya 117
Mu matati yerekeye kugumizaho canke gufuta amasezerano yo gukota, agaciro k'icatumye haba amatati gaharurwa, ku vyerekeye kugumizaho amasezerano, mu guteranya amafaranga yose yo gukota y'ikiringo cose, ku vyerekeye ifutwa ry'amasezerano naho, mu guteranya amafaranga yari ageze kurihwa.

Article 118
Dans les contestations entre le créancier et le débiteur relatives aux privilèges ou aux hypothèques, la compétence est déterminée par le montant de la créance garantie.

Ingingo ya 118
Mu matati ari hagati y'uwuheraniwe n'uwuheranye ashingiye ku burenganzira bwo kurihwa imbere y'abandi canke ku ngwati ifatiye ku matungo atimuka, ububasha bwa sentare kuri urwo rubanza butomorwa hafatiwe ku gitigiri c'umwenda watangiwe ingwati.

Article 119
Lorsque les bases de calcul prévues aux articles 102 à 108 de la présente loi organique font défaut, la juridiction évalue le litige.

Ingingo ya 119
Mu gihe ibifatirwako mu guharura bitegekanijwe kuva ku ngingo ya 102 gushika ku ya 108 bitariho, sentare irashinga agaciro k'icateye amatati.

Article 120
Les demandes reconventionnelles n'exercent, quant à la compétence, aucune influence sur la demande originelle.

Ingingo ya 120
Ukwitwarira uwakwitwariye, ntaco bihindura ku rubanza rwashingishijwe ubwa mbere, mu vyerekeye ububasha bwa Sentare

Article 121
Toute juridiction peut, dans les limites de sa compétence, opérer, autoriser et valider les saisies.

Ingingo ya 121
Sentare irashobora, hubahirijwe ububasha ifise, gufata, kurekurira n'ukwemeza ifatwa ry'ibintu.

Sous-section 2 : De la compétence territoriale

Agahimba k'agace ka 2:Akarere sentare ifisemwo ububasha

Article 122
Sans préjudice des dispositions particulières et à défaut d'accord entre les parties, la juridiction du domicile du défendeur est seule compétente pour connaître de la cause.

Ingingo ya 122
Hatirengagijwe ingingo zidasanzwe zivyerekeye n'igihe ababuranyi batumvikanye, Sentare iri mu karere uwitwariwe abamwo ni yo yonyene ifise ububasha bwo guca urubanza.

Article 123
Lorsqu'il y a plusieurs défendeurs, la cause est portée, au choix du demandeur, devant la juridiction du domicile de l'un d'eux.

Ingingo ya 123
Mu gihe hari abitwariwe benshi, uwitwara ni we ahitamwo sentare ashaka iri mu karere umwe mu bitwariwe abamwo.

Article 124
Lorsqu'un domicile a été élu pour l'exécution d'un acte, l'action afférente à cet acte peut également être portée devant la juridiction du domicile élu.

Ingingo ya 124
Mu gihe hari ikibanza camenyeshejwe ko ari co kizokurikizwamwo ingingo, urubanza rujanye n'iyo ngingo rushobora kandi gushingishwa muri sentare y'aho ico kibanza kiri.

Article 125
Par dérogation aux dispositions des articles **112 à 118** de la présente loi organique, les actions sont portées devant les juridictions suivantes :

Ingingo ya 125
Hirengagijwe ibitegekanijwe mu ngingo ziva ku ya **112 gushika ku ya 118**, imanza zishingishwa muri sentare zikurikira:

1° en matière mixte portant à la fois sur la contestation d'un droit réel et d'un droit personnel, devant la juridiction de la situation des lieux de la chose, du domicile ou de la résidence du défendeur ;

1° mu vyerekeye urusukirane rw'amatati afatiye ku burenganzira ku bintu canke uburenganzira bwa muntu, muri sentare y'aho amatati yabereye canke y'aho uwitwaye aba canke iy'aho uwitwariwe afise urugo canke sentare y'aho uwitwariwe aba;

2° en matière de pension alimentaire, devant la juridiction du lieu du domicile ou de la résidence du défendeur ou du demandeur, au choix de ce dernier;

2° mu vyerekeye urubanza rujanye n'ugusaba ibirezo, ni muri sentare y'aho uwitwariwe afise urugo canke aho aba canke sentare y'aho uwitwaye aba mu gihe ari yo ahisemwo;

3° en matière de prestations de soins médicaux ou de nourriture, devant la juridiction du lieu où les soins ont été donnés ou la nourriture fournie ;

3° mu vyerekeye amatati afatiye ku bikorwa vy'ukuvura canke vy'ugutanga ibifungurwa, ni muri sentare y'ahabereye ivyo bikorwa vy'ubuvuzi canke ahatangiwe ibifungurwa;

4° en matière de réparation de dommages, devant la juridiction du lieu où le fait dommageable s'est produit ou devant celui du domicile du défendeur, au choix du demandeur ;

4° mu vyerekeye ugutanga indishi ni muri sentare y'aho igisabirwa indishi cononekariye canke muri sentare y'aho uwitwariwe afise urugo, mu gihe uwitwaye ari ho yahisemwo;

5° en matière de fournitures, de travaux, de locations, de louages d'ouvrages ou d'industrie, devant la juridiction du lieu où la convention a été contractée ou exécutée, lorsque l'une des parties est domiciliée en ce lieu; à défaut, devant la juridiction du lieu du domicile du défendeur ;

5° mu vyerekeye amasezerano y'ugutanga ibidandazwa, ugukora ibikorwa, ugukotesha, amasezerano y'ugupatana ibikorwa canke ibihingurwa, ni muri sentare y'aho amasezerano yagiriwe canke yashiriwe mu ngiro mu gihe umwe mu bagiraniye amasezerano ari ho afise urugo canke mu gihe iyo sentare itahari na ho, urubanza rushingishwa muri sentare y'aho uwitwariwe afise urugo;

6° en matière de travaux publics, devant la juridiction du lieu de la passation du marché ;

6° mu vyerekeye ibikorwa vya Reta, ni muri sentare y'aho ibikorwa vyaranguriwe;

7° en matière de contrats dans lesquels l'Etat ou une autre collectivité publique est partie, devant la juridiction du lieu où le contrat a été signé ;

7° mu vyerekeye amasezerano Reta canke urwego rw'intwaro rwagize, ni muri sentare y'aho amasezerano yashiriweko umukono;

8° en matière de contestations relatives aux correspondances, objets recommandés et envois de valeurs déclarées et colis postaux, devant la juridiction du domicile de l'expéditeur ou devant celui du domicile du destinataire, au choix de la partie la plus diligente ;

8° mu vyerekeye amatati ajanye n'amakete yarungitswe, ibintu bicishwa mw'iposita bigatangirwa icemezo ko vyakiriwe, ibirungikwa agaciro kavyo kamenyeshejwe hamwe n'imizigo icishwa mw'iposita, ni muri sentare y'aho uwarungitse ibintu afise urugo canke muri sentare y'aho uwabirungikiwe afise urugo, mu gihe uwabisavye ari yo sentare yahisemwo;

9° en matière d'impôts directs et taxes, devant la juridiction du lieu où l'impôt ou la taxe est dû ;

9° mu vyerekeye amakori atozwa ku matungo hamwe n'amatagisi ni muri sentare y'aho ayo makori canke amatagisi bitangirwa;

10° en matière de succession, devant la juridiction du lieu où la succession est ouverte ;

10° mu vyerekeye ugutorana ni muri sentare y'aho ibijanye n'ugutorana vyagiriwe;

11° en matière d'incapacité, d'émancipation, d'interdiction ou de révocation d'un tuteur, devant le tribunal du lieu d'ouverture de la succession ou du domicile de ceux qui sont frappés d'incapacité, au choix de ceux-ci ou de leur représentant légal ; s'ils n'ont pas de domicile au Burundi, devant la juridiction du lieu du domicile du défendeur ;

11° mu vyerekeye ugutakaza uburenganzira bw'ukuba umurezi, ugukuza umwana, ukubuza umurenzi kubandanya amabanga y'uburezi canke ukwakwa burundu ayo mabanga, ni muri sentare yugururiwemwo ibijanye n'ugutorana canke iy'ahari urugo rw'abafatiwe iyo ngingo canke urw'abo iyo ngingo yatumye baronka akarusho mu gihe ari yo sentare bahisemwo canke uwubaserukira imbere y'amategeko ari we yayibahitiyemwo canke bataba mu Burundi na ho, ni muri sentare y'aho uwitwariwe afise urugo.

12° en matière de société, devant la juridiction du lieu du siège social ;

12° mu vyerekeye ishirahamwe, ni muri sentare y'aho iryo shirahamwe rifise icicaro;

13° en matière de faillite, devant la juridiction du lieu du domicile ou de la dernière résidence du failli ;

13° mu vyerekeye uruhombo, ni muri Sentare yaho uwahomvye afise urugo canke yabaye ubwa nyuma;

14° en toute autre matière commerciale, le demandeur peut, au choix, porter son action, soit devant la juridiction du domicile du défendeur, soit devant celui dans le ressort duquel l'exécution devait être effectuée ;

14° mu zindi manza zose zerekeye ubudandaji, Uwitwaye ashobora guhitamwo gushingisha urubanza muri sentare y'aho uwitwariwe afise urugo canke muri sentare iri mu karere k'aho ingingo izofatwa izokurikirizwamwo;

15° en matière d'assurance, dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, devant la juridiction du domicile ou de la résidence de l'assuré, ou devant la juridiction du lieu où s'est produit le fait dommageable ;

15° mu vyerekeye uguteganiriza impanuka, mu manza zose zijanye n'ugushinga n'ugutanga inshumbusho zitegerejwe, ni muri Sentare y'aho uwuteganirizwa impanuka afise urugo canke aho aba canke muri sentare y'aho igisabirwa indishi cononekariye;

16° en matière d'assurance des immeubles ou de meubles par nature, la compétence est attribuée à la juridiction du lieu de la situation des objets assurés.

16° mu vyerekeye uguteganiriza impanuka mu bijanye n'ibitimuka canke ivyimuka, ububasha buhabwa sentare y'ahari ibintu vyateganirijwe.

Article 126

La compétence territoriale en matière sociale est déterminée ainsi qu'il suit :

Ingingo ya 126

Ububasha bwa Sentare mu karere kanaka mu vyerekeye ugutegekaniriza kazoza abakozi butomorwa uku gukurikira:

1° en matière de contrat de travail et d'apprentissage, devant le tribunal de la situation de l'établissement lorsque le travail a lieu dans un établissement ou celui du lieu où l'engagement a été contracté ou exécuté pour le travail en dehors de l'établissement;

1° mu vyerekeye amasezerano y'akazi n'ayo kwiga umwuga, urubanza rushingishwa muri Sentare iri mu karere ishirahamwe rikoreramwo mu gihe akazi kakorewe muri iryo shirahamwe canke muri sentare y'aho amasezerano yapfundikiwe canke yashiriwe mu ngiro mu gihe akazi kakorewe ahatari mw'ishirahamwe;

2° en matière de sécurité sociale, celui du domicile du défendeur ;

2° mu vyerekeye ugutegekaniriza kazoza abakozi, urubanza rushingishwa muri Sentare y'aho uwitwariwe aba;

3° en matière d'accidents du travail, celui dans le ressort duquel s'est produit l'accident.

3° mu vyerekeye amasanganya y'akazi, urubanza rushingishwa muri sentare y'aho isanganya ryabereye.

Toutefois, lorsque l'accident s'est produit dans le ressort d'un tribunal autre que celui dans lequel réside la victime, celle-ci ou ses ayants droit peuvent opter pour le tribunal de leur résidence ;

Ariko, mu gihe isanganya ryabereye mu karere gakukira sentare itari iyo aho uwagize isanganya aba, uwo yagize isanganya canke abafise uburenganzira bwo kumutorana barashobora guhitamwo sentare y'aho baba;

4° en matière de maladies professionnelles, celui de la résidence du travailleur ou de ses ayants droit.

4° mu vyerekeye indwara ziturutse ku kazi, urubanza rushingishwa muri sentare y'aho umukozi aba canke ahaba abafise uburenganzira bwo kumutorana.

Article 127
La juridiction administrative territorialement compétente est celle :

Ingingo ya 127
Sentare ica imanza za Reta ifise ububasha mu karere kanaka ni iyo :

1° dans le ressort de laquelle a légalement son siège l'autorité qui a pris la décision attaquée ;

1° mu karere karimwo ibiro vya sentare umutegetsi yafashe ingingo yitwariwe akoreramwo;

2° de la résidence du demandeur ;

2° aho uwitwaye aba ;

3° de la situation des biens ;

3° aho amatungo ahereye;

4° du lieu de la conclusion du contrat ;

4° aho amasezerano yagiriwe ;

5° du lieu du fait dommageable si ce fait est imputable à une décision.

5° ahari icateye agahombo iyo kavuye ku ngingo yafashwe.

La juridiction administrative du siège de l'autorité ayant pris la décision attaquée, est également compétente pour connaître de l'action en

Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo yo mu karere karimwo ibiro vya sentare umutegetsi yafashe ingingo

indemnité imputable à la décision querellée, ainsi que des recours en interprétation et appréciation de la légalité de l'acte litigieux intervenant sur renvoi de l'autorité judiciaire.

yitwariwe akorera ifise kandi ububasha bwo guca urubanza rwerekeye indishi iturutse ku ngingo iteye amatati hamwe n'ingingo zisabirwa insiguro n'ukwihwezwa ko imanza z'amatati zarungitswe n'umukuru wa sentare zisunga amategeko.

Article 128
La juridiction administrative territorialement compétente pour connaître d'une demande principale l'est également pour toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle relevant de la compétence des juridictions administratives.

Ingingo ya 128
Sentare ica imanza za Reta mu karere kanaka ifise ububasha bw'ukwakira ibirego nyamukuru urubanza rushingiyeko ni yo nyene ifise ububasha bw'ukwakira ibirego vy'iyongera, ivyiyadukiza canke ivy'ukwitwarira uwari yashingishirije uwundi biva ku bubasha bwa sentare zica imanza za Reta.

Article 129
En matière immobilière, l'action doit être portée devant la juridiction de la situation de l'immeuble.

Si l'immeuble est situé dans différents ressorts, la compétence est déterminée par la partie de l'immeuble la plus étendue.

Toutefois, le demandeur peut opter pour la juridiction de la partie de l'immeuble dans laquelle le défendeur a son domicile.

Ingingo ya 129
Mu vyerekeye ibitimuka, urubanza rucibwa na sentare iri mu karere ivyo bitimuka birimwo.

Mu gihe ikitimuka kiri mu turere dukukira sentare nyinshi, ububasha k' urubanza buhabwa sentare irimwo igice kinini c'ico kitimuka.

Ariko , uwitwara arashobora gushingisha urubanza muri sentare iri mu karere karimwo igice c'ikitimuka uwitwarirwa abamwo.

Article 130
En matière mobilière, l'action peut être portée devant la juridiction du lieu dans lequel l'obligation est née ou dans lequel elle doit être ou a été exécutée.

Ingingo ya 130
Ku vyerekeye amatungo yimuka, urubanza ruyerekeye rushobora gushingishwa muri sentare y'aho amasezerano yabereye canke aho ategerezwa gushirirwa mu ngiro canke yashiriwe mu ngiro.

Article 131
La juridiction du siège social de la société ou, à défaut, celle de son domicile élu, est seule compétente pour connaître:

1° des contestations entre associés ou entre administrateurs ou gérants et associés ;

Ingingo ya 131
Sentare iri mu karere ishirahamwe rifisemwo icicaro canke, kitahari naho,sentare y'aho ishirahamwe ryitoreye gukorera ni yo yonyene ifise ububasha bwo kwakira imanza zerekeye :

1° amatati ari hagati y'abasangiye ishirahamwe canke ari hagati y'abagize urwego nshingwantwaro canke hagati y'abajejwe gutunganya ishirahamwe n'abasangiye ishirahamwe ;

2° des contestations relatives à la dissolution et à la liquidation de la société;

2° amatati ajanye n'ugusambura ishirahamwe n'ayerekeye uguheraheza ishirahamwe ryahomvye ;

Article 132
Les actions dirigées contre les administrateurs, curateurs, comptables et autres mandataires commis par justice doivent être portées devant la juridiction qui les a désignés.

Ingingo ya 132
Imanza zo kwitwarira abagize urwego nshingwantwaro, abajejwe gutunganya urudandaza rwahomvye, abajejwe guharura amafaranga yinjira n'ayasohoka y'ishirahawe n'abandi bose bagenywe n'ubutungane zitegerezwa gushingishwa muri sentare yabagenye.

Article 133
Les étrangers et les burundais qui n'ont au Burundi ni domicile, ni résidence, ni domicile élu peuvent être assignés devant les juridictions burundaises, soit par un burundais, soit par un étranger, dans les cas suivants :

Ingingo ya 133
Abanyamahanga n'Abarundi badafise urugo mu Burundi, batahaba canke batahatoye ko ari ho babarizwa barashobora kurengutswa n'umurundi canke n'umunyamahanga muri Sentare z'Uburundi mu bihe bikurikira:

1° lorsque le demandeur a au Burundi, un domicile ou une résidence ou s'il y a fait élection de domicile ;

1° igihe uwitwaye afise mu Burundi urugo, ari ho aba canke ari ho yatoye ko abarizwa;

2° en matière immobilière quand l'immeuble est situé au Burundi ;

2° mu manza zerekeye ibitimuka mu gihe ikitimuka kiri mu Burundi ;

3° lorsque l'obligation qui sert de base à la demande est née, a été ou doit être exécutée au Burundi ;

3° igihe imvo nyamukuru y'urubanza yatanguriye, yabereye canke itegerezwa gukurikirizwa mu Burundi ;

4° lorsque l'action est relative à une succession ouverte au Burundi ;

4° igihe urubanza rwerekeye ugutorana rwashingishirijwe mu Burundi ;

5° lorsqu'il s'agit de demandes en validité ou en main levée de saisies formées au Burundi ou de toutes autres mesures provisoires ou conservatoires ;

5° igihe ari imanza zerekeye ukwemeza canke gukuraho ingingo yo gufatisha ibintu yafatiwe mu Burundi canke izindi ngingo zose z'imfatakibanza canke z'agateganyo;

6° lorsque la demande est connexe à un procès déjà pendant devant une juridiction burundaise ;

6° igihe ibisabwa bifitaniye isano n'urundi rubanza ruriko ruraburanishwa muri sentare yo mu Burundi;

7° lorsqu'il s'agit de faire déclarer exécutoires au Burundi des décisions judiciaires rendues ou les actes authentiques passés en pays étrangers ;

7° igihe ari ugusaba kwemeza ko urubanza rwaciriwe mu kindi gihugu canke urwandiko rwemerejwe mu kindi gihugu rukurikirizwa mu Burundi ;

8° lorsqu'il s'agit d'une contestation en matière de faillite, quand cette faillite est ouverte au Burundi ;

8° igihe ari amatati ajanye n'uruhombo, igihe urubanza rujanye n'urwo ruhombo rwashingishirijwe mu Burundi ;

9° lorsqu'il s'agit d'une demande en garantie ou d'une demande reconventionnelle, quand la demande originaire est pendante devant une juridiction burundaise ;

9° igihe ari urubanza rusaba ko hatangwa ingwati canke ari urubanza rw'uwitwarira uwamwitwariye, urwo rubanza rw'uwitwaye ubwa mbere ruba rukiriko ruraburanishirizwa mu Burundi ;

10° dans les cas où il y a plusieurs défendeurs dont l'un a son domicile ou sa résidence au Burundi ;

10° mu gihe ari urubanza rurimwo abitwariwe benshi, umwe muri bo akaba afise urugo mu Burundi canke ari ho aba;

11° quand le navire ou le bâtiment poursuivi pour des faits commis dans les eaux étrangères se trouve dans les eaux burundaises au moment de l'assignation ;

11° mu gihe ari ubwato bukurikiranwa ku vyo bwakoze buri mu mazi yo mu kindi gihugu, bukaba buri mu mazi y'Uburundi mu gihe hatangwa umutahe w'ukuburengukisha imbere ya sentare;

12° quand l'avion poursuivi pour des faits commis dans l'espace aérien étranger se trouve dans l'espace aérien burundais au moment de l'assignation ;

12° mu gihe ari indege ikurikiranwa ku bintu yakoze iri mu kirere co mu kindi gihugu iri mu kirere c'uburundi mu gihe hatangwa umutahe w'ukuyirengukisha imbere ya sentare;

13° en cas d'abordage ou d'assistance d'un navire dans les eaux étrangères pour autant que le bâtiment contre lequel les poursuites sont exercées se trouve dans les eaux territoriales burundaises au moment de **l'assignation**.

13° mu gihe ari ubwato bwagoganye n'ubundi canke ari ugufasha ubwato buri mu mazi y'ikindi gihugu igihe ubwato bukurikiranwa buba buri mu mazi y'Uburundi mu gihe hatangwa umutahe w'ukuburengukisha imbere ya sentare.

Article 134
Si les différentes circonstances indiquées à l'article **133** de la présente loi organique ne permettent pas de déterminer la compétence des juridictions burundaises à l'égard des étrangers, le demandeur peut saisir la juridiction burundaise du lieu où il a son domicile ou sa résidence ou de l'objet du litige.

Ingingo ya 134
Iyo ibishobora gushika vyavuzwe mu ngingo ya **133** y'iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro bidatuma hatomorwa sentare z'Uburundi zifise ububasha bw'uguca imanza zerekeye abanyamahanga, uwitwaye arashobora kwitura sentare y'Uburundi y'aho afise urugo canke iy'aho aba, canke sentare y'aho amatati yabereye.

Article 135
Les demandes en garantie et autres demandes incidentes, les interventions et les demandes reconventionnelles doivent être portées devant la

Ingingo ya 135
Imanza zisaba ko hatangwa ingwati n'izindi manza zivuka urubanza ruriko ruraburanishwa, abasaba kwinjira mu rubanza rwashingishijwe

juridiction saisie de la demande principale.

n'abandi hamwe n'imanza z'ukwitwarira ababitwariye, ziburanishwa muri sentare yashingishijwemwo urubanza nyamukuru.

Toutefois, s'il apparaît, de toute évidence, que la demande initiale a été portée devant une juridiction pour traduire la partie appelée hors de la juridiction compétente, le demandeur est renvoyé à mieux se pourvoir.

Ariko, iyo bigaragaye ko urubanza rwashingishijwe ubwa mbere muri sentare kugira harengutswe uwitwariwe muri sentare atari iyo asanzwe aburaniramwo, uwitwaye aca arungikwa muri sentare yategerezwa kumwitwariramwo.

Section 7: De la compétence territoriale des cours et tribunaux en matière répressive

Agace ka 7: Akarere sentare zifisemwo ububasha mu manza zerekeye ivyaha

Article 136
En matière répressive, sont compétentes les juridictions de jugement :

Ingingo ya 136
Mu manza zerekeye ivyaha, sentare zifise ububasha bwo guca izo manza ni izi zikurikira:

1° du lieu où l'infraction a été commise ;

1° sentare y'aho icaha cakorewe;

2° du lieu du domicile ou de résidence du prévenu ;

2° sentare y'aho uwagirizwa icaha afise urugo canke aho aba;

3° du lieu où le prévenu a été trouvé.

3° sentare y'aho uwagirizwa icaha yatowe.

Par dérogation aux règles de la compétence territoriale, les juridictions peuvent siéger dans la localité où sont détenus les prévenus poursuivis devant elles.

Hirengagijwe ko sentare zifise ububasha mu karere irimwo gusa, sentare zirashobora gusasa mu kandi karere gapfungiwemwo abagirizwa ivyaha bakurikiranwa muri izo sentare.

Article 137
Lorsque deux affaires, ayant le même objet et provenant de la même infraction, sont pendantes devant deux juridictions différentes, la juridiction du lieu de l'infraction sera préférée à la juridiction de la résidence du prévenu et celle-ci à la juridiction du lieu où le prévenu est arrêté.

Ingingo ya 137
Mu gihe imanza zibiri zifise intumbero imwe kandi zatewe n'ikintu kimwe, ziriko ziraburanishwa muri sentare zibiri zitandukanye, hagati ya sentare y'ahakorewe icaha na sentare y'aho uwagirizwa icaha aba, iyitorwa ngo ice urubanza ni sentare y'aho uwagirizwa icaha aba, hagati naho ya sentare y'aho uwagirizwa icaha aba na sentare y'aho uwagirizwa icaha yafatiwe canke apfungiwe hatorwa iy'aho aba.

Article 138
Lorsque plusieurs personnes sont poursuivies conjointement comme auteurs ou complices d'une infraction ou d'infractions connexes, la juridiction compétente au point de vue territorial pour juger l'infraction la plus grave, est compétente pour

Ingingo ya 138
Mu gihe abantu benshi bakurikiranwa nk'abakoreye hamwe icaha canke nk'abafashije mu kugikora canke mu gukora ivyaha bifitaniye isano n'icaha cakozwe, sentare ifise ububasha bwo guca urubanza rwerekeye icaha gikomeye

juger toutes les autres infractions.

gusumba ibindi muri ako karere ni yo ifise ububasha bwo guca imanza zerekeye ibindi vyaha vyose.

Article 139
Lorsqu'une personne est poursuivie simultanément du chef de plusieurs infractions qui sont de la compétence des juridictions de rang ou de nature différents, la juridiction ordinaire du rang le plus élevé est compétente pour connaître de toutes ces infractions.

Ingingo ya 139
Mu gihe umuntu umwe akurikiranwa mu gihe kimwe ku vyaha vyinshi bifitiwe ububasha na sentare zitari ku rugero rumwe kandi zitajejwe bimwe, sentare isanzwe yo ku rugero rwo hejuru ni yo ifise ububasha bwo guca izo manza zose.

Lorsque plusieurs personnes, justiciables de juridictions de nature ou de rang différents, sont poursuivies pour une même infraction, la juridiction compétente est la juridiction ordinaire du rang le plus élevé.

Mu gihe abantu benshi bakurikiranwa ku caha kimwe ariko bategerezwa gucirwa imanza na sentare zitajejwe bimwe canke zitari ku rugero rumwe, sentare isanzwe yo ku rugero rwo hejuru ni yo ifise ububasha bwo guca urwo rubanza.

Article 140
En cas d'infractions commises par un ou plusieurs militaires avec un ou plusieurs civils, la juridiction ordinaire est seule compétente.

Ingingo ya 140
Mu gihe ari icaha cakozwe n'umusirikare umwe canke benshi bafadikanije n'umunyagihugu asanzwe umwe canke benshi, sentare isanzwe ni yo yonyene ifise ububasha bwo guca urwo rubanza.

Article 141
Lorsqu'un militaire commet simultanément une ou plusieurs infractions de droit commun et une ou plusieurs infractions militaires, la juridiction militaire est seule compétente.

Ingingo ya 141
Mu gihe umusirikare akoze mu gishingo kimwe icaha kimwe canke vyinshi bijanye n'ukurenga amategeko asanzwe hamwe n'icaha kimwe canke vyinshi bijanye n'ukurenga amategeko y'igisirikare, sentare ya gisirikare ni yo yonyene ifise ububasha bwo guca urwo rubanza.

Article 142
Si une juridiction saisie d'une infraction de sa compétence constate que les faits ne constituent qu'une infraction dont la connaissance est attribuée à une juridiction d'un rang inférieur, elle disqualifie et statue sur l'action publique et sur les dommages et intérêts le cas échéant.

Ingingo ya 142
Iyo sentare yituwe ku caha ifitiye ububasha igasanga ivyakozwe bijanye n'icaha sentare yo ku rugero rwo musi ari yo ibifitiye ububasha ica ihindura kamere k'icaha igaca ica urwo rubanza ikongera igashinga n'indishi iyo bikenewe.

Article 143
Les règles de la compétence répressive des cours et tribunaux sont d'ordre public.

Ingingo ya 143
Ingingo ziha sentare ububasha bw'uguhana ivyaha zitegerezwa gukurikizwa.

Section 8: De l'action civile résultant d'une infraction

Article 144
Nonobstant les dispositions relatives à la compétence matérielle et territoriale en matière civile, l'action en réparation du dommage causé par une infraction peut être poursuivie en même temps que l'action publique et devant la même juridiction.

Les juridictions répressives saisies de l'action publique accordent les dommages et intérêts qui peuvent être dus en vertu de la loi après constitution de la partie civile ou d'office sur demande du Ministère public et, s'il échet, après évaluation du préjudice subi par la victime à dire d'expert, à moins que la victime n'ait expressément déclaré suivre la seule voie civile.

Quelle que soit la partie lésée, la restitution des objets sur lesquels a porté l'infraction est prononcée d'office, lorsqu'ils ont été retrouvés en nature et que la propriété n'en est pas contestée.

Article 145
Lorsque la partie lésée par une infraction est une personne incapable d'agir en justice et qu'elle n'est pas assistée ou qu'elle est dépourvue de représentant légal, la juridiction saisie de l'action publique prononce également d'office les dommages-intérêts qui peuvent être dus en vertu de la loi, sur demande du Ministère public.

Article 146
L'action civile en réparation du dommage causé par un crime, un délit ou une contravention appartient à la victime et à ses ayants droit.

La renonciation à l'action civile ne peut arrêter, ni suspendre l'exercice de l'action publique, sauf dans les cas où la loi subordonne celle-ci à une plainte de la partie lésée.

Agace ka 8: Ugusaba indishi ku caha cakozwe

Ingingo ya 144
Hirengagijwe ingingo zijanye n'ububasha bwa sentare mu manza z'amatati zerekeye ibintu mu karere ifisemwo ububasha, urubanza rwerekeye ugusaba indishi ku caha cakozwe rurashobora gukurikiranirwa rimwe n'urubanza rw'ivyaha, imbere ya sentare imwe.

Sentare zihana ivyaha zituwe ku rubanza rw'ivyaha ziraca indishi zishobora kuba zitegekanijwe n'amategeko mu gihe abitwaye bazisavye canke bisabwe n'Umushikirizamanza kandi, iyo zitegerezwa gutangwa, hamaze kuba igikorwa c'abahinga co gutomora agaciro k'ivyo uwakorewe icaha yononewe, kiretse amenyesheje mu buryo butomoye neza ko akurikirana urubanza rujanye n'indishi gusa.

Hatarinze kurabwa uwakorewe icaha uwo ari we, ingingo yo gusubiza ibintu uwakorewe icaha yabuze ica ifatwa na sentare bitarinze gusabwa, mu gihe vyatowe bikiri uko vyari kandi akaba atawuhakana ko uwubisubizwa ari we nyene vyo.

Ingingo ya 145
Mu gihe uwakorewe icaha ari umuntu adashobora kwiburanira muri sentare akaba adafise uwubimufashamwo canke adafise uwumuserukira imbere y'amategeko, sentare yituwe kuri ico caha ica ishinga kandi indishi zishobora gutangwa hisunzwe amategeko, bisabwe n'Umushikirizamanza.

Ingingo ya 146
Urubanza rw'ugusaba indishi ku vyononekaye biturutse ku caha gikomeye, ku caha gisanzwe canke ku caha gitoyi rushingishwa n'uwakorewe icaha canke abafise uburenganzira ku matungo yiwe.

Ingingo y'uguheba gukurikirana urubanza rw'ugusaba indishi ntishobora guhagarika burundu canke ivy'agateganyo ingingo y'ugushingisha urubanza rw'icaha, kiretse mu

bihe amategeko ashinga ko rusubira kuburanishwa bisabwe n'uwakorewe icaha.

Article 147
L'action civile est recevable pour tous chefs de dommages, aussi bien matériels que corporels ou moraux, qui découlent des faits, objet de la poursuite.

Ingingo 147
Urubanza rw'amatati rw'ugusaba indishi rwakirwa ku vyononekaye vyose, vyaba ivyerekeye ibintu, umuntu yakomeretse ku mubiri canke ku mutima,biturutse ku vyabaye, bituma urubanza rukurikiranwa.

Article 148
L'action civile en réparation du dommage causé par l'infraction peut être exercée devant une juridiction civile, séparément de l'action publique.

Toutefois, il est sursis au jugement civil tant que le tribunal ne s'est pas prononcé définitivement sur l'action publique lorsque celle-ci a été mise en mouvement.

Ingingo ya 148
Urubanza rw'amatati rwerekeye ugusaba indishi ruturutse ku caha cakozwe rurashobora gukurikiranwa muri sentare ica imanza z'amatati, urw'ivyaha na rwo rugashingishwa ahandi.
Ariko,urubanza rw'amatati rurabangirwako igihe cose sentare iba itarafata ingingo ntabanduka ku rubanza rw'ivyaha mu gihe urwo rubanza rwamaze gushingishwa.

Article 149
La partie qui a exercé son action devant la juridiction civile compétente ne peut la porter devant la juridiction répressive. Il en est autrement si celle-ci a été saisie par le Ministère public avant qu'un jugement sur le fond ait été rendu par la juridiction civile.

Ingingo ya 149
Uwashingishije urubanza muri sentare ifise ububasha bw'uguca imanza zerekeye amatati ntashobora kurujana muri sentare ica imanza z'ivyaha. Bigenda ukundi iyo sentare yituwe n'umushikirizamanza imbere yuko sentare ica imanza zerekeye amatati ishinga ingingo kuvyo urubanza rushingiyeko.

Article 150
L'acquittement d'un prévenu au premier degré ne constitue pas un obstacle à la poursuite de l'action civile en appel.

Ingingo ya 150
Ukuba uwagirizwa icaha yambitswe izera na sentare yakiriye urubanza ubwa mbere ntibibuza ko urubanza rw'amatati rwungurujwe rubandanya.

Article 151
Les juridictions répressives régulièrement saisies de l'action civile, peuvent accorder les dommages-intérêts lorsque les faits constitutifs de l'infraction sont établis, même si le prévenu ne peut être condamné suite à son décès, à l'amnistie ou la prescription de l'action publique.

Ingingo ya 151
Sentare zica imanza z'ivyaha zituwe hisunzwe amategeko ku manza z'amatati zirashobora gutanga indishi mu gihe ibigize icaha vyagaragaye, n'aho uwagirizwa icaha adashobora guhanwa kubera yapfuye, yagiriwe ikigongwe c'ikivunga canke urubanza rw'ivyaha rwataye igihe.

Article 152
L'action civile peut être engagée **même** après expiration du délai de prescription de l'action

Ingingo ya 152
Urubanza rw'amatati rurashobora gushingishwa n'aho urubanza rw'ivyaha rwoba rwaramaze guta

publique.

Cependant, lorsqu'il a été définitivement statué sur l'action publique et si une condamnation pénale a été prononcée, l'action civile peut être portée devant la juridiction civile compétente et ne se prescrit que par trente ans à compter du prononcé du jugement.

Article 153
Lorsque les pertes et dommages résultant d'une infraction sont en totalité ou en partie garantis par un contrat d'assurance souscrit par le prévenu ou le civilement responsable, la partie civile peut appeler l'assureur devant la juridiction répressive en même temps que le prévenu ou le civilement responsable.

L'assureur peut intervenir volontairement au procès pénal s'il y a une partie civile, même en appel.

Dans ces deux cas, la décision rendue sur l'action civile contre le prévenu ou le civilement responsable est opposable à l'assureur, dans les limites du contrat d'assurance.

Section 9: De la litispendance et de la connexité

Article 154
Sous réserve des dispositions particulières résultant de la présente loi organique ou d'autres lois, lorsque deux juridictions compétentes se trouvent saisies des mêmes faits, les causes sont renvoyées par l'une des juridictions à une autre, selon les règles et dans l'ordre ci-après :

1° la juridiction ordinaire est préférée à la juridiction spécialisée ;

igihe.

Ariko, mu gihe hamaze gushingwa ingingo ntabanduka ku rubanza rw'icaha kandi igihano mpanavyaha caratanzwe, urubanza rw'amatati rushobora kurungikwa muri sentare ica imanza z'amatati ibifitiye ububasha kandi ruta igihe haciye imyaka mirongo itatu iharurwa kuva ingingo ishikirijwe.

Ingingo ya 153
Mu gihe ivyahomvye n'ivyononekaye biturutse ku caha cakozwe vyose canke bimwebimwe vyari biteganirijwe impanuka n'uwagirizwa icaha canke uwubazwa indishi, nyene gusaba indishi arashobora guhamagaza ishirahamwe riteganiriza impanuka muri sentare mpanavyaha co kimwe n'uwagirizwa icaha canke uwubazwa indishi.

Ishirahamwe riteganiriza impanuka rirashobora kwitaba ribishaka urubanza rw'ivyaha iyo hari uwusaba indishi n'aho urubanza ruba rwungurujwe.

Mu gihe ishirahamwe riteganiriza impanuka rihamagajwe canke ryitavye ribishatse, ingingo sentare yafatiye uwagirizwa icaha canke uwuronderwako indishi mu rubanza rw'amatati irashobora kwitwazwa imbere y'ishirahamwe riteganiriza impanuka, hubahirijwe amasezerano y'uguteganiriza impanuka.

Agace ka 9. Urubanza rushingishijwe muri sentare zibiri hamwe n'imanza zifitaniye isano

Ingingo ya 154
Hatirengagijwe ingingo zivyerekeye zikomoka kuri iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro canke ku yandi mategeko, mu gihe sentare zibiri zibifitiye ububasha zituwe ku manza zimwe, sentare imwe muri izo ica izirungika mu yindi sentare hisunzwe amategeko n'urutonde rukurikira :

1° sentare isanzwe ni yo itorwa kuri sentare idasanzwe;

2° la juridiction saisie au degré d'appel est préférée à la juridiction du premier degré ;

3° la juridiction du rang le plus élevé est préférée à la juridiction du rang inférieur ;

4° la juridiction qui a rendu une décision provisoire sur l'affaire est préférée à celle qui ne l'a pas encore rendue ;

5° la juridiction saisie la première est préférée aux autres juridictions saisies dans la suite.

2° sentare y'iyungururizo ni yo itorwa kuri sentare yo ku rugero rwa mbere ;

3° sentare yo ku rugero rwo hejuru cane ni yo itorwa kuri sentare yo ku rugero rutoyi ;

4° sentare yafashe ingingo ku rubanza ni yo itorwa kuri sentare ata ngingo irarufatako;

5° sentare yituwe ubwa mbere ni yo itorwa ku zindi sentare zituwe kugira ibandanye urubanza.

Article 155
Lorsque les demandes pendantes devant deux ou plusieurs juridictions sont connexes, elles peuvent à la demande de l'une des parties, être renvoyées par l'une de ces juridictions à une autre, selon les règles énoncées à l'article **155 de la présente loi organique**.

Ingingo ya 155
Mu gihe imanza zitaracibwa zashingishijwe muri sentare zibiri canke nyinshi zifitaniye isano, bisabwe n'umwe mu baburanyi, sentare imwe muri zo irashobora kuzirungika mu yindi sentare, hubahirijwe ibitegekanijwe mu **ngingo ya 155 y'iri** bwirizwa.

Article 156
Une expédition de la décision de renvoi est transmise avec les pièces de la procédure au greffe de la juridiction devant laquelle la cause est renvoyée. Elle statue alors au premier degré.

Ingingo ya 156
Ikopi y'ingingo y'ukurungika urubanza mu yindi sentare ica irungikwa mw'iyandikiro ry'imanza rya sentare irungitswemwo urwo rubanza iri kumwe n'inzandiko zose zerekana intambwe zose urubanza rwaciyeko. Iyo sentare ica ica urubanza ku rugero rwa mbere.

Section 10: Des délibérés

Agace ka 10: Umwiherero w'abacamanza

Article 157
Les délibérations des juges sont secrètes.

Ingingo ya 157
Umwiherero w'abacamanza ugirwa mw'ibanga.

En cas de collégialité, la décision est prise à la majorité des voix.

Mu gihe urubanza rwashashemwo abacamanza barenga umwe, ingingo ifatwa iyo abayemeje ari benshi ku batayemeje.

En matière répressive, s'il se forme plus de deux opinions dans le délibéré, le juge qui a émis l'opinion la moins favorable au prévenu est tenu de se rallier à l'une des deux autres opinions.

Mu manza z'ivyaha, iyo habonetse ivyiyumviro birenga bibiri mu mwiherero, umucamanza yatanze iciyumviro kitorohereza uwagirizwa icaha ategerezwa kuca ashigikira kimwe muri bibiri bindi vyatanzwe.

Toutefois, lorsqu'un juge est en désaccord avec

Ariko, mu gihe umucamanza hari ivyo

ses collègues sur un jugement ou un arrêt auquel il a participé, il peut, après avoir apposé sa signature avec mention « opinion dissidente », développer son opinion qui doit être motivée en fait et en droit.

adahurijeko n'abo bari kumwe mu ntahe ku ngingo yafashwe arimwo, arashobora, amaze gushira umukono ku ngingo y'intahe agashirako « iciyumviro kidahuye n'ic'abandi », gushikiriza iciyumviro ciwe gitegerezwa gutangirwa imvo ku vyabaye no ku bijanye n'amategeko.

L'opinion dissidente apparaît en annexe du même jugement ou arrêt.

Iciyumviro kidahuye n'ic'abandi gishikirizwa ku rupapuro rw'imperekeza rw'urubanza.

Article 158

Le siège qui prend la cause en délibéré en indique la date du prononcé.

Ingingo ya 158

Abacamanza bashize urubanza mu mwiherero barashinga igenekerezo ingingo bazofata izosomerwako.

Le prononcé intervient au plus tard dans soixante jours calendriers en matières civile, commerciale, sociale et administrative, et dans les trente jours qui suivent la prise en délibéré du dossier en matière répressive, par le même juge qui l'a pris en délibéré.

Ingingo ishikirizwa mu kiringo kitarenza imisi mirongo itandatu ikurikirana mu manza z'amatati, izerekeye ubudandaji, amatati y'akazi n'ugutegekaniriza kazoza abakozi hamwe n'amatati arimwo Reta no mu kiringo c'imisi mirongo itatu giharurwa kuva idosiye ishizwe mu mwiherero ku manza z'ivyaha, n'umucamanza yayishize mu mwiherero.

Toutefois, le chef de la juridiction peut, à la demande du magistrat rédacteur, et si les éléments de la cause le justifient ou en cas de force majeure dûment prouvée, proroger ce délai de quinze jours en matières civile, commerciale, sociale ou administrative et de cinq jours en matière répressive par une ordonnance du président de la juridiction portée à la connaissance des parties par voie d'affichage à la porte principale de la salle d'audience de la juridiction.

Ariko, umukuru wa sentare arashobora, abisabwe n'umucamanza yafashe icegeranyo c'urubanza, kandi ibigize urwo rubanza bikaba bibisigura canke mu gihe hari intambamyi ntasimbwa igaragara, kwongereza ikiringo c'imisi icumi n'itanu mu manza z'amatati, izerekeye ubudandaji, amatati y'akazi n'ugutegekaniriza kazoza abakozi canke amatati arimwo Reta hamwe n'ikiringo c'imisi itanu ku vyerekeye imanza z'ivyaha bishingwa n'ingingo imenyeshwa ababuranyi biciye mu kuyimanika ku muryango mukuru w'ingoro y'intahe ya sentare.

En matière pénale, lorsque le jugement ou l'arrêt est prononcé en l'absence des parties, le délai de recours court à partir de la signification de la décision et pour le Ministère public, à la date du prononcé.

Mu manza z'ivyaha, mu gihe urubanza rwasomwe ababurana bose basivye kandi ibiringo vyarenze ababurana batamenyeshejwe igenekerezo ruzosomerwako, ikiringo c'ukwunguruza gitangura guharurwa kuva umusi ingingo yafashwe imenyesherejweko, ku Bushikirizamanza na bwo, kw'igenekerezo urubanza rwasomeweko.

Section 11: De la rectification et de l'interprétation

Article 159
Il appartient à tout juge d'interpréter sa décision si elle n'est pas frappée d'appel.

La demande en interprétation est formée par simple requête de l'une des parties ou par requête commune.

Article 160
Les erreurs ou omissions matérielles qui affectent un jugement, même passé en force de chose jugée, peuvent toujours être réparées par la juridiction qui l'a rendu ou par celle à laquelle il est déféré, selon ce que le dossier révèle ou, à défaut, ce que la raison commande.

Le juge est saisi par simple requête de l'une des parties, ou par requête commune ; il peut aussi se saisir d'office.

Le juge statue après avoir entendu les parties, le cas échéant.

La décision rectificative est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement.

Article 161
Le jugement rectificatif ou interprétatif n'affecte pas le fond du jugement rectifié ou interprété.

Section 12 : De l'exequatur

Article 162
Les décisions des juridictions étrangères sont rendues exécutoires au Burundi, par les tribunaux de grande instance, si elles réunissent les conditions ci-après :

1° qu'elles ne contiennent rien de contraire à

Agace ka 11. Ugukosora n'ugutanga insiguro

Ingingo ya 159
Umucamanza wese ni we asobanura ingingo yafashe igihe itungurujwe.

Ugusaba insiguro y'ingingo yafashwe bigirwa bisabwe n'umwe mu baburanyi canke ababuranyi bompi babisabiye hamwe.

Ingingo ya 160
Amakosa canke ivyibagiwe gushirwa mu rubanza bivuye ku kwihenda bisanzwe, n'aho rwoba rwaramaze kuba ntabanduka, birashobora gukosorwa na sentare yaruciye canke na sentare rwarungitswemwo, bivanye n'ico idosiye yerekanye canke na ho, uko ibintu vyategerezwa kumera mu bisanzwe.

Umucamanza abishikirizwa biciye mw'ikete risanzwe ry'ugusaba gukosora ritanzwe n'umwe mu baburanyi canke ababuranyi bompi babisabiye hamwe. Arashobora kandi kubikosora avyibwirije.
Umucamanza afata ingingo amaze kwumviriza ababuranyi, iyo bikenewe.

Ingingo y'ugukosora amakosa irandikwa ku rwandiko rw'urubanza rw'imvaho no ku makopi yarwo. Imenyeshwa nk'uko urubanza rwaciwe rumenyeshwa.

Ingingo ya 161
Urubanza rukosora canke rutanga insiguro ntirugira inkurikizi kw'ido n'ido ry'urubanza rwakosowe canke rwatangiwe insiguro.

Agace ka 12: Ishirwa mu ngiro ry'urubanza rwaciriwe mu kindi gihugu

Ingingo ya 162
Ingingo zifatwa na sentare zo mu bindi bihugu zishirwa mu ngiro mu Burundi na sentare nkuru z'igihugu canke na sentare z'ubudandaji iyo zikwije ibisabwa bikurikira:

1° zitarimwo ikintu na kimwe gihungabanya

l'ordre public burundais ;

2° que, d'après la loi du pays où les décisions ont été rendues ; elles soient passées en force de chose jugée ;

3° que, d'après la même loi, les expéditions produites réunissent les conditions nécessaires à leur authenticité ;

4° que les droits de la défense aient été respectés ;

5° que le tribunal étranger ne soit pas uniquement compétent en raison de la nationalité du demandeur.

Article 163

Les sentences arbitrales étrangères ne sont reconnues et rendues exécutoires au Burundi par le tribunal de grande instance que si elles réunissent les conditions suivantes :

1° le requérant doit produire :

a) l'original de la sentence arbitrale ou son expédition dûment authentifié par l'autorité compétente de l'Etat d'origine ;
b) l'original authentifié de la convention ou de la clause compromissoire dûment signée par les parties ;

c) la traduction certifiée conforme de la sentence et de la convention après visa du ministère ayant les affaires étrangères dans ses attributions si elles ne sont pas rédigées en langues officielles du Burundi ;

d) la preuve de paiement des frais de procédure exigés par la législation burundaise ;

2° la convention visée au point 1) b) doit être

umutekano w'abanyagihugu mu Burundi;

2° ko, hisunzwe amategeko y'igihugu ingingo zafatiwemwo, ziba zabaye ntabanduka;

3° ko, nk'uko ayo mategeko nyene abivuga, amakopi y'urubanza yatanzwe akwije ibisabwa bikenewe kugira yemezwe;

4° ko uburenganzira bw'ukwiregura bwubahirijwe;

5° ko sentare yo mu kindi gihugu itogira ububasha yonyene kubera ubwenegihugu bw'uwitwaye.

Ingingo ya 163

Imanza zaciriwe mu bindi bihugu n'abahuza ziremerwa kandi zigashirirwa mu ngiro mu Burundi na sentare nkuru y'igihugu iyo zikwije ibisabwa bikurikira:

1° uwitwaye ategerezwa gushikiriza:

a) urwandiko rw'imvaho canke y'urubanza rwaciwe n'umuhuza yemejwe n'umutegetsi abifitiye ububasha wo mu gihugu uwitwaye aturukamwo;
b) ikopi y'imvaho yemejwe n'ababijejwe y'amasezerano canke y'ingingo itegekanya umuhuza azoca urubanza ishirwako umukono n'ababurana bompi nk'uko bitegerejwe;
c) urwandiko rw'urubanza rwaciwe hamwe n'urw'amasezerano zemejwe ko zihuye n'urw'imvaho zimaze kwemezwa n'Ubushikiranganji bujejwe imigenderanire y'Uburundi n'ayandi makungu iyo zitanditswe mu ndimi zikoreshwa mu ntwaro zemewe n'amategeko mu Burundi ;

d) icemeza ko harishwe amafaranga asabwa ku rubanza ategekanijwe n'amategeko y'Uburundi.

2° amasezerano avugwa mu gahimba ka 1°

conforme à la loi du pays à laquelle les parties l'ont subordonnée ou, à défaut de l'indication par les parties, à la loi du pays où la sentence a été rendue ;

akarongo b) ategerezwa kwisunga amategeko yo mu gihugu ababuranyi bategerezwa kwisunga canke ababuranyi baterekanye amategeko y'igihugu bisunze, hisungwa amategeko yo mu gihugu urubanza rwaciriwemwo;

3° la procédure de désignation des arbitres et celle de la constitution du tribunal arbitral doivent être conformes à la loi du pays où l'arbitrage a eu lieu ;

3° ingene hagenwa abahuza n'ingene hashirwaho sentare isasamwo abahuza bitegerezwa kwisunga amategeko yo mu gihugu c'aho urubanza rwaciriwe;

4° les droits de la défense de la partie contre laquelle la sentence est invoquée doivent avoir été respectés lors de la procédure d'arbitrage ;

4° uburenganzira bw'umuburanyi mu bijanye n'ukwiregura ku ngingo yafatiwe mu rubanza rwaciwe n'umuhuza butegerezwa kuba bwarubahirijwe mu gihe urubanza rwariko ruraburanishwa n'umuhuza;

5° la sentence arbitrale ne doit plus être susceptible de recours ;

5° ingingo yafashwe mu rubanza rwaciwe n'umuhuza ntiba igishobora kwunguruzwa;

6° la sentence ne porte pas sur un différend qui, d'après la législation burundaise, ne peut être réglé par voie d'arbitrage ;

6° ingingo yafashwe mu rubanza rwaciwe n'umuhuza iterekeye amatati, hisunzwe amategeko y'Uburundi, adashobora gutorerwa umuti biciye mu guhuza ababuranyi;

7° la sentence arbitrale ne peut être contraire à l'ordre public burundais.

7° ingingo yafashwe mu rubanza rwaciwe n'umuhuza ntishobora kuba iyihungabanya umutekano w'abanyagihugu.

Article 164

Les actes authentiques en forme exécutoire qui ont été dressés par une autorité étrangère sont rendus exécutoires au Burundi par les tribunaux de grande instance, aux conditions suivantes :

1° que les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'aient rien de contraire à l'ordre public burundais ;

2° que d'après la loi du pays où ils ont été passés, ils réunissent les conditions nécessaires à leur authenticité.

Ingingo ya 164

Inzandiko zemejwe n'uwubifitiye ububasha ziriko ikidodo c'uko zica zikurikizwa zagizwe n'umutegetsi wo mu bindi bihugu zirashirwako ikidodo co gukwirikizwa mu Burundi na sentare nkuru z'igihugu iyo zikwije ibisabwa bikwirikira:

1° iyo ata na kimwe kiri muri iyo ngingo giteye kubiri n'umutekano w'igihugu ;

2° iyo hisunzwe amategeko y'igihugu zandikiwemwo, zikwije ibisabwa bikenewe kugirango zibe zemezwe n'ababifitiye ububasha.

Article 165
Dans l'un ou l'autre cas visés aux **articles 162 à 164 de la présente loi organique**, le juge peut décider d'entendre l'autre partie avant de se prononcer.

Ingingo ya 165
Hafatiwe ku rubanza rumwe canke urundi mu zivugwa mu **ngingo ziva ku ya 162 gushika ku ya 164,** umucamanza arashobora gufata ingingo yo kwumviriza uwundi muburanyi imbere yo gufata ingingo.

Section 13 : Du serment

Agace ka 13. Indahiro

Article 166
Avant d'entrer en fonction, tout magistrat doit solennellement prêter serment devant le président de la juridiction dans les termes suivants « *Devant Dieu Tout Puissant, moi ..... (nom et prénom), je jure de respecter la constitution et les lois de la République, de me comporter avec probité, dignité, loyauté et d'être respectueux des droits de toutes les parties et du secret professionnel* ».

Ingingo ya 166
Imbere y'uko atangura amabanga yiwe, umucamanza wese ategerezwa kubanza gushikiriza icese imbere y'Umukuru wa sentare indahiro ikurikira: *« Imbere y'Imana Mushobora vyose, jewe.....(Izina n'amatazirano), ndarahiye ko nzokwubahiriza Ibwirizwa Shingiro n'amategeko y'Igihugu, ko ntazotirimuka kw'ibanga, ko nzogendera ubuntu, ko ntazohemuka kandi ko nzokwubahiriza uburenganzira bw'ababuranyi bose kandi ko ntazomena amabanga y'akazi ».*

Sous réserve des lois spécifiques, le serment ne doit pas être renouvelé lorsqu'il a déjà été prêté antérieurement.

Hatirengagijwe amabwirizwa avyerekeye, iyo ndahiro ntisubirwamwo mu gihe iba yaramaze kurahirwa.

Article 167
Les agents de l'ordre judiciaire prêtent le serment suivant, devant leurs supérieurs hiérarchiques: «Je jure de me conformer aux lois et règlements concernant mon ministère, de remplir mes fonctions avec probité, intégrité et de garder le secret professionnel ».

Ingingo ya 167
Abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza barahira imbere y'ababatwara mu kazi indahiro ikurikira: «Ndarahiye ko nzokwisunga amabwirizwa n'amategeko yerekeye amabanga njejwe, ko ntazotirimuka kw'ibanga, ko nzogendera ubuntu, kandi ko ntazomena amabanga y'akazi».

Section 14: De la récusation et du déport

Agace ka 14: Ugutaramura umucamanza n'ukwitaramura kw'umucamanza

Article 168
Tout juge ou assesseur peut être récusé pour l'une des causes limitativement énumérées ci-après :

Ingingo ya 168
Umucamanza wese canke uwufasha umucamanza wese arashobora gutaramurwa kubera imvo imwe muri izi zikurikira:

1° si lui ou son conjoint a un intérêt personnel quelconque dans l'affaire ;

1° iyo we nyene canke uwo bubakanye afise inyungu kanaka muri urwo rubanza;

2° si lui ou son conjoint est parent ou allié soit en ligne directe, soit en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement, de l'un des membres du siège, de l'une des parties, de son avocat ou de son mandataire ;

2° iyo we nyene canke uwo bubakanye ari incuti canke bahanye abageni gushika ku rugero rwa kane na rwo nyene rurimwo, n'umwe mu bashashe mu ntahe, umwe mu baburanyi, umushingwamanza wiwe canke n'uwumuserukira;

3° s'il existe une amitié ou inimitié prononcée entre lui et l'une des parties faisant suspecter son impartialité ;

3° iyo hari ubugenzi buzwi canke urwanko ruzwi hagati ya we n'umwe mu baburanyi vyotuma hikekwa ko yohengama;

4° s'il existe des liens de dépendance étroite à titre de domestique, de serviteur ou d'employé entre lui et l'une des parties ;

4° iyo hari ubucuti hagati y'umucamanza n'umwe mu baburanyi bufatiye ko uwo muburanyi ari umukozi wo mu nzu w'uwo mucamanza canke akaba ari umukozi wiwe;

5° s'il a donné son avis ou un conseil à propos du différend ;

5° iyo umucamanza yamaze gushikiriza iciyumviro ciwe canke impanuro ku matati;

6° s'il est intervenu dans l'affaire en qualité de juge, d'officier du Ministère public ou d'officier de police judiciaire, de témoin, d'interprète, d'expert, d'agent de l'administration, d'avocat ou de défenseur judiciaire ;

6° iyo yamaze kuja muri urwo rubanza ka bucamanza, ka bushikirizamanza canke bunyamiramabi, ari icabona, uwuhindura mu rundi rurimi ibiriko biravugwa, umuhinga, umukozi ajejwe ivy'intwaro, umushingwamanza canke uwufasha uwuburana;

7° si lui-même ou son conjoint est créancier, débiteur, héritier présomptif ou donataire de l'une des parties ;

7° iyo we nyene canke uwo bubakanye aheraniwe, aheranye, iyo akekwa ko ari samuragwa canke yagabiwe n'umwe mu baburanyi;

8° s'il y a eu ou s'il y a procès entre lui ou son conjoint et l'une des parties ou le conjoint de celle-ci ;

8° iyo habaye canke hari urubanza hagati yiwe canke hagati y'uwo bubakanye n'umwe mu baburanyi, canke n'uwubakanye n'umwe mu baburanyi;

9° si lui ou son conjoint est chargé d'administrer les biens de l'une des parties ;

9° iyo we nyene canke uwo bubakanye ashinzwe gutunganya amatungo y'umwe mu baburanyi;

10° si lui ou son conjoint, leurs parents ou alliés en ligne directe ont un litige quelconque avec l'une des parties.

10° iyo we canke uwo bubakanye, incuti biwe canke abo bahanye abageni ku rugero rwa mbere bafitaniye amatati ayo ari yo yose n'umwe mu baburanyi.

Article 169
Celui qui veut récuser agit, sous peine d'irrecevabilité, dès qu'il a connaissance de la cause de récusation et au plus tard avant la clôture des débats, par une déclaration motivée faite à l'audience et actée par le greffier de la juridiction dont le juge mis en cause fait partie.

Le greffier notifie la déclaration de récusation au président de la juridiction ainsi qu'au juge mis en cause. Ce dernier fait ses observations par écrit dans les deux jours de la notification de l'acte de récusation.

Article 170
Le président de la juridiction à laquelle appartient le juge mis en cause statue par ordonnance motivée sur la récusation endéans quarante huit heures comptées à partir du dépôt des observations du juge mis en cause. La décision prise est sans recours.

Article 171
Le juge se trouvant dans une des hypothèses prévues à **l'article 170** de la présente loi organique est tenu de se déporter, sous peine de poursuites disciplinaires.

Article 172
Le juge qui désire se déporter informe le président de la juridiction à laquelle il appartient en vue de pourvoir à son remplacement.

Article 173
Les dispositions relatives au déport sont applicables à l'officier du Ministère public lorsqu'il intervient par voie d'avis ou comme partie jointe.

Ingingo ya 169
Kugira ivyo asaba vyemerwe, uwumva ko yotaramukisha umucamanza ashashe mu ntahe y'icese, aragira ico ashikirije kuva akimenye icotuma ataramurwa n'imbere y'uko hasozerwa imburano, biciye mu rwandiko rw'ukubimenyesha rutangirwa imvo rushikirizwa mu ntahe y'icese kandi rukemezwa n'umwanditsi w'imanza wa sentare umucamanza ashaka ko ataramurwa urubanza arimwo.

Umwanditsi w'imanza wa sentare aramenyesha biciye mu rwandiko umukuru wa sentare hamwe n'umucamanza vyerekeye ko yataramuwe. Uwo mucamanza yataramuwe aragira ico ashikirije biciye mu rwandiko mu misi ibiri kuva amenyeshejwe ko yataramuwe.

Ingingo ya 170
Umukuru wa sentare umucamanza agira ataramurwe akoreramwo arafata ingingo itangiwe imvo ku bijanye n'ugutaramura uwo mucamanza mu kiringo c'amasaha mirongo ine n'umunani gitangura guharurwa kuva umucamanza yataramuwe agize ico ashikiriza. Ingingo yafashwe ntiyungururizwa.

Ingingo ya 171
Umucamanza ari mu bategekanijwe mu **ngingo ya 170 y'iri** bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro ategerezwa kwitaramura, bitagenze uko agakurikiranwa ku makosa y'akazi.

Ingingo ya 172
Umucamanza yipfuza kwitaramura arabimenyesha umukuru wa sentare akoreramwo kugira amusubirize mu ntahe.

Ingingo ya 173
Ingingo zijanye n'ukwitaramura ku mucamanza zirakurikizwa ku mushikirizamanza mu gihe asabwe guterera iciyumviro mu rubanza atari asanzwe arimwo canke nk'uwinjijwe mu rubanza.

Article 174
L'inculpé qui estime que l'officier du Ministère public appelé à instruire son affaire se trouve dans l'une des hypothèses prévues à **l'article 168** de la présente loi organique, adresse au chef hiérarchique, une requête motivée tendant à voir ce magistrat être déchargé de l'instruction de la cause. Il est répondu à cette requête par une ordonnance motivée, non susceptible de recours, qui doit être rendue dans les quarante-huit heures, le magistrat mis en cause entendu.

Ingingo ya 174
Uwagirizwa icaha abona ko umushikirizamanza yashinzwe gutohoza ibijanye n'urubanza rwiwe ari mu bategekanijwe mu **ngingo ya 168** y'iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro, arashikiriza uwutwara uwo mucamanza ku rugero rwa mbere, ikete ritangiwe imvo rifise intumbero yo gutuma uwo mucamanza yakwa uburenganzira bw'ugutohoza ibijanye n'urwo rubanza. Uwo na we aca yishurwa biciye mu ngingo itangirwa imvo, itungururizwa, itegerezwa gushikirizwa mu masaha mirongo ine n'umunani n'umucamanza asabwa gutaramurwa akabimenyeshwa.

Article 175
Le Ministère public ou les parties peut (peuvent) récuser un interprète, un traducteur ou un expert.

Ingingo ya 175
Umushikirizamanza canke ababuranyi barashobora gutaramura uwujejwe guhindura mu rundi rurimi ibiriko biravugwa, uwujejwe guhindura mu rundi rurimi ivyanditswe canke umuhinga.

La demande de récusation doit être motivée et présentée au président de la juridiction saisie.

Urwandiko rw'ugusaba gutaramura umucamanza rutegerezwa gutangirwa imvo kandi rugashikirizwa umukuru wa sentare yituwe.

Le président statue immédiatement sur la demande. La décision n'est susceptible d'aucune voie de recours.

Umukuru wa sentare aca afata ingingo ubwo nyene akibisabwa. Iyo ngingo ntishobora kwungururizwa.

Section 15 : Des renvois de juridiction

Agace ka 15: Ukurungika urubanza mu yindi sentare

Article 176
Sur réquisition écrite du Ministère public, les tribunaux de grande instance peuvent, pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime, renvoyer la connaissance d'une affaire, d'un tribunal de résidence de leur ressort à une autre juridiction de même degré.

Ingingo ya 176
Bisabwe n'Umushikirizamanza abicishije mu rwandiko, Sentare nkuru z'igihugu zirashobora, ku mvo z'umutekano canke hafatiwe ku makenga afise imvo ashingiyeko, gufata ingingo yo kurungika urubanza rwari muri sentare y'intango iyikukira mu yindi sentare y'intango yo ku rugero rumwe na yo iyikukira nyene.

Il en est de même des cours d'appel et de la Cour suprême respectivement à l'égard des tribunaux de grande instance et des juridictions de même rang et des cours d'appel ainsi que les juridictions de

Ni ko k'uko no kuri Sentare nkuru zisubiramwo ku bijanye na sentare nkuru z'igihugu n'izo ku rugero rumwe na zo; no kuri Sentare Ntahinyuzwa ku bijanye na Sentare nkuru

même rang.

Exceptionnellement, le Président de la Cour suprême peut renvoyer la connaissance d'une affaire du tribunal de grande instance à un autre de même rang pour le cas d'une cour d'appel ayant dans son ressort un seul tribunal de grande instance.
Pour cause de suspicion légitime, la requête peut également être présentée par les parties.

Article 177
La requête aux fins de renvoi est introduite par écrit et doit être présentée avant la clôture des débats.

Article 178
La juridiction saisie de la demande de renvoi donne acte du dépôt de la requête.

Sur production d'une expédition de cet acte par le Ministère public ou par la partie la plus diligente, la juridiction saisie quant au fond sursoit à statuer jusqu'à la décision définitive sur le renvoi.

La décision est rendue par ordonnance du président de la juridiction endéans huit jours et n'est pas susceptible de recours.

Lorsque le président ordonne le renvoi de l'affaire devant une autre juridiction, le dossier est transmis sans délai à la juridiction de renvoi. Celle-ci ne peut décliner sa compétence.

Section 16 : Du remplacement des magistrats du siège

Article 179
En cas d'absence ou d'empêchement, le président de la juridiction est remplacé par le vice-président

zisubiramwo hamwe na sentare ziri ku rugero rumwe n'izo.

Gake kabaho, Umukuru wa Sentare Ntahinyuzwa arashobora kurungika urubanza rwari muri sentare nkuru y'igihugu mu yindi sentare yo ku rugero rumwe mu gihe ari Sentare nkuru isubiramwo ifise sentare nkuru y'igihugu imwe rudende iyikukira .
Hafatiwe ku makenga afise imvo ashingiyeko, ababuranyi barashobora gusaba ko urubanza rurungikwa mu yindi sentare.

Ingingo ya 177
Uwusaba ko urubanza rurungikwa mu yindi sentare abicisha mu rwandiko rushikirizwa imbere yuko imborano zisozerwa.

Ingingo ya 178
Sentare yituwe isabwa kurungika urubanza mu yindi sentare iramenyesha ko yashikirijwe urwandiko rubisaba.

Umushikirizamanza canke umuburanyi abikeneye gusumba amaze gushikiriza ikopi y'urwo rwandiko, sentare yituwe ku bijanye n'ido n'ido ry'urubanza ica ibanza kubangira gufata ingingo gushika hafatwe ingingo ntabanduka ijanye n'ukurungika urwo rubanza mu yindi sentare.

Ingingo ifatwa biciye mu ngingo y'Umukuru wa sentare mu misi umunani kandi ntiyungururizwa.

Mu gihe Umukuru wa sentare ashinze ko urubanza rurungikwa mu yindi sentare, iyo dosiye ica irungikirwa bidatevye sentare irungikiwe urwo rubanza. Iyo sentare ntishobora kwanka kuruca yitwaje ko itabifitiye ububasha.

Agace ka 16: Ibijanye n'isubirizwa ry'abacamanza basasa mu ntahe

Ingingo ya 179
Mu gihe umukuru wa sentare atari ho ari canke yafatiriwe, asubirirwa n'icegera ciwe, canke mu

ou, à défaut, par le magistrat le plus ancien.

Article 180
Lorsqu'en cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs juges, le siège de la juridiction ne pouvant être régulièrement composé, le président de celle-ci peut assumer tout magistrat assis de carrière affecté à une juridiction du même ressort et du rang immédiatement inférieur.

Section 17 : De la tenue des magistrats

Article 181
Pendant les audiences, les magistrats portent une tenue dont le modèle est fixé par décret après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi aux magistrats du parquet et aux greffiers.

Les magistrats de la Cour suprême et du Parquet général de la République portent la toque et la toge qui diffèrent de ceux des autres magistrats.

Section 18 : Des vacances judiciaires et de la rentrée judiciaire

Article 182
Pendant le mois d'août, toutes les juridictions se trouvent en vacances judiciaires. Durant cette période, les juridictions ne tiennent que des audiences consacrées essentiellement à l'examen des procédures urgentes notamment les audiences de régularisation de la détention et les procédures de flagrance.

Article 183
Au premier jour ouvrable du mois de septembre, la Cour suprême organise une audience solennelle de

gihe na we nyene atari ho ari, agasubirirwa n'umucamanza amaze imyaka myinshi muri ayo mabanga kurusha abandi.

Ingingo ya 180
Mu gihe umucamanza umwe canke benshi atariho bari canke bafatiriwe abagize intahe ya sentare ntibashobora gushirwaho nk'uko vyahora bigenda, umukuru wa sentare arashobora kwikora ku mucamanza wese yagize ubucamanza umwuga wo muri sentare ikukira ako karere ikaba iri ku rugero rwo musi rukurikira.

Agace ka 17: Ibijanye n'umwambaro w'abacamanza

Ingingo ya 181
Igihe abacamanza bashashe mu ntahe, baba bambaye umwambaro ushingwa n'itegeko ry'Umukuru w'igihugu, Inama nkuru y'ubucamanza imaze kugira ico ibivuzeko.

Ibitegekanijwe muri iyi ngingo birakurikizwa kandi ku bashikirizamanza no ku banditsi b'imanza ba sentare.

Abacamanza bo muri Sentare Ntahinyuzwa n'abashingwamanza bo muri Paraki Nkuru ya Repuburika bambara inkofero n'ikanzu bitandukanye n'ivy'abandi bacamanza.

Agace ka 18: Ibijanye n'uburuhuko bw'abacamanza n'ugutangura umwaka w'ubutungane

Ingingo ya 182
Mu kwezi kwa Myandagaro, sentare zose ziba ziri mu buruhuko. Muri ico kiringo, sentare zisasa gusa mu ntahe zijanye n'ukwihweza imanza zihutirwa nk'imanza zijanye n'ukuraba ko umuntu yapfunzwe hakurikijwe amategeko n'imanza zerekeye abafatanywe itonga.

Ingingo ya 183
Ku musi wa mbere w'akazi w'ukwezi kwa Nyakanga, Sentare Ntahinyuzwa iratunganya

rentrée judiciaire à laquelle assistent tous les magistrats, les agents de l'ordre judiciaire et tous les auxiliaires de justice.

ibirori vy'ukwugurura umwaka w'ubutungane vyitabwa n'abacamanza bose, abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza n'abafasha abacamanza.

Les magistrats participent à cette audience solennelle en toge.

Abacamanza n'abashikirizamanza bitaba ivyo birori baba bambaye umwambaro ubaranga.

Article 184

Au cours de l'audience solennelle, le président de la Cour suprême fait un exposé de l'activité des juridictions durant l'année écoulée.

Ingingo ya 184

Mu birori vy'ukwugurura umwaka w'ubutungane, Umukuru wa sentare ntahinyuzwa arashikiriza ibikorwa vyaranguwe n'amasentare mu mwaka urangiye.

L'exposé est précédé d'une mercuriale du Procureur général de la République portant sur un sujet d'actualité ou sur un sujet d'intérêt juridique ou judiciaire.

Ijambo ry'Umukuru wa Sentare ntahinyuzwa rikurikira ijambo ry'Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika ryerekeye inkuru igezweho canke ijambo ryerekeye ibintu bifise akamaro mu bijanye n'amategeko canke n'ubutungane.

Les cérémonies marquant la rentrée judiciaire sont rehaussées par le Président de la République en sa qualité de Magistrat suprême.

Ibirori vy'ukwugurura umwaka w'ubutungane biterwa iteka n'Umukuru w'Igihugu ari na we Mucamanza Kizigenza.

Section 19 : De la reconstitution du dossier judiciaire

Agace ka 19: Ugusubiriza inzandiko zazimiye zo mw'idosiye yarungitswe n'umushikirizamanza muri sentare

Article 185

Lorsque, par suite d'une cause quelconque, des minutes d'arrêts ou de jugements non encore exécutés, ou des pièces d'une procédure en cours ont été détruites, enlevées ou se trouvent égarées et qu'il n'a pas été possible de les rétablir, il est procédé à la reconstitution du dossier par la juridiction.

Ingingo ya 185

Mu gihe, bivuye ku mvo kanaka, inzandiko z'inkomoko zirimwo ingingo zafashwe na sentare canke iz'imanza zitarashirwa mu ngiro, canke inzandiko z'urubanza rukiriko ruraburanishwa zazimanganye, zakuwemwo canke zatakaye kandi bikaba bitashobotse ko zisubira kuboneka zica zisubirizwa na sentare.

TITRE III : DU MINISTERE PUBLIC ET DE LA POLICE JUDICIAIRE

IKIGABANE CA III: IVYEREKEYE URWEGO RW'ABASHIKIRIZAMANZA N'IGIPORISI C'INYAMIRAMABI

CHAPITRE I : DU MINISTERE PUBLIC

IGICE CA MBERE: IVYEREKEYE URWEGO RW'ABASHIKIRIZAMANZA

Section 1 : De l'organisation du Ministère public

Agace ka 1: Ingene Urwego rw'abashikirizamanza rutunganijwe

Article 186
Le Ministère public est constitué :

1° du Parquet général de la République dirigé par le Procureur général de la République assisté d'un premier substitut général et de substituts généraux ;

2° d'un parquet général près chaque cour d'appel dirigé par un Procureur général près la cour d'appel assisté d'un premier substitut général et de substituts généraux ;

3° d'un parquet près chaque tribunal de grande instance dirigé par un Procureur de la République assisté d'un premier substitut et de substituts.

Ingingo ya 186
Urwego rw'abashikirizamanza rugizwe na :

1° paraki nkuru ya Repuburika irongowe n'Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika, afashijwe n'Icariho ca mbere c'Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika umwe hamwe n'ivyariho vy'Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika;

2° paraki nkuru ikukira Sentare nkuru isubiramwo imwimwe yose irongowe n'Umushikirizamanza mukuru akukira sentare nkuru isubiramwo afashijwe n'icariho ca mbere c'Umushikirizamanza akukira sentare nkuru isubiramwo hamwe n'ivyariho vy'Umushikirizamanza;

3^{0} paraki ikukira sentare nkuru y'igihugu irongowe n'umushikirizamanza wa Repuburika afashijwe n'icariho ca mbere hamwe n'ivyariho vy'umushikirizamanza wa Repuburika.

Article 187
Sous la surveillance du Procureur général de la République, le Ministère public près les juridictions militaires est chargé de la recherche, de l'instruction et de la poursuite des infractions de la compétence des juridictions militaires.

Toutefois, lorsqu'il l'estime nécessaire au bon déroulement de l'action publique, le Procureur général de la République, en concertation avec l'Auditeur général, peut décider que la recherche,

Ingingo ya 187
Bakurikiraniwe hafi n'Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika, Abashikirizamanza bakukira sentare za gisirikare bajejwe ukurondera, ugutohoza, n'ugukurikirana imanza z'ivyaha, sentare z'intango za gisirikare zifitiye ububasha.

Ariko, igihe Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika abonye ko bikenewe kugira urubanza rugende neza, abigiye inama n'Umushikirizamanza mukuru wa gisirikare,

l'instruction ou la poursuite d'une ou plusieurs infractions visées à l'alinéa précédent sera assurée par un ou plusieurs magistrats du Ministère public près les juridictions ordinaires.

arashobora gufata ingingo yuko ukurondera, ugutohoza canke ugukurikirana icaha kimwe canke vyinshi mu bihejeje kuvugwa mu gahimba ka mbere k'iyi ngingo bikorwa n'Umushikirizamanza umwe canke benshi bakukira sentare zisanzwe.

Article 189
Le Ministère public est un, indivisible et hiérarchisé. Les officiers du Ministère public sont placés sous la direction et le contrôle de leurs supérieurs hiérarchiques.

Ingingo ya 189
Urwego rw'abashikirizamanza ni rumwe, ntirugaburwa kandi rufise inzego zirurongoye zigenda zirasumbasumbana. Abashikirizamanza barongorwa kandi bagenzurwa n'ababatwara mu kazi.

Article 190
En cas d'absence ou d'empêchement, les remplacements au sein du Ministère public ont lieu comme suit :

Ingingo ya 190
Mu gihe Umushikirizamanza atari ho ari canke yafatiriwe, asubirizwa mu buryo bukurikira :

1° le Procureur général de la République est remplacé par le premier substitut général près la Cour suprême ou à défaut, par le plus ancien substitut général près la Cour suprême ;

1° umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika asubirirwa n'Icariho ca mbere c'Umushikirizamanza akukira Sentare Ntahinyuzwa canke bitagenze uko agasubirirwa n'icariho c'Umushikirizamanza asumvya abandi uburambe mu kazi akukira Sentare Ntahinyuzwa;

2° le Procureur général près la cour d'appel est remplacé par le premier substitut général près la cour d'appel, ou à défaut, par le plus ancien substitut général près la cour d'appel ;

2° umushikirizamanza mukuru akukira sentare nkuru isubiramwo asubirirwa n'icariho ca mbere c'umushikirizamanza akukira Sentare nkuru isubiramwo canke bitagenze uko agasubirirwa n'icariho c'umushikirizamanza mukuru asumvya abandi uburambe mu kazi akukira Sentare nkuru isubiramwo;

3° le Procureur de la République est remplacé par le premier substitut, ou à défaut, par le plus ancien substitut.

3° umushikirizamanza wa Repuburika asubiriwa n'icariho ca mbere canke bitagenze uko agasubirirwa n'icariho c'umushikirizamanza asumvya abandi uburambe mu kazi.

Article 191
Le Ministère public est placé sous l'autorité du Ministre **ayant la justice dans ses attributions** qui peut enjoindre d'instruire et de poursuivre au Procureur général de la République, aux procureurs généraux près les cours d'appel et aux procureurs de la République.

Ingingo ya 191
Urwego rw'abashikirizamanza rutwarwa n'Umushikiranganji w'ubutungane ashobora gutegeka Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika, abashikirizamanza bakuru bakukira Sentare zisubiramwo hamwe n'abashikirizamanza ba Repuburika gutohoza no

gukurikirana ivyaha.

Toutefois, il ne peut s'opposer ni aux instructions, ni aux poursuites intentées par le Ministère public. Il peut réclamer l'état d'avancement d'une enquête, en consulter le dossier ou demander des renseignements.

Ariko, Umushikiranganji ntashobora kubera intambamyi itohoza, canke ikurikirana ry'imanza rigirwa n'abashikirizamanza. Arashobora kubaza aho itohoza rigeze, akaraba ibiri mw'idosiye y'itohoza, canke akabaza inkuru zijanye n'iryo tohoza.

Article 192
Le personnel judiciaire du Ministère public comprend les magistrats du Ministère public et les agents de l'ordre judiciaire.

Ingingo ya 192
Abakozi bo mu rwego rw'abashikirizamanza bagizwe n'abashikirizamanza hamwe n'abandi bakozi bo mu rwego rw'ubutungane.

Les magistrats du Ministère public sont des magistrats de carrière affectés dans les parquets et parquets généraux à l'exception des magistrats stagiaires.

Abashikirizamanza ni abacamanza babigize umwuga bakorera muri paraki no muri paraki nkuru kiretse abacamanza bacimenyereza umwuga.

Sont également magistrats de carrière les magistrats du Ministère public détachés ou affectés auprès de l'administration centrale du ministère ayant la justice dans ses attributions, auprès des administrations personnalisées relevant du ministère ayant la justice dans ses attributions, auprès d'autres services de l'Etat ou d'une organisation régionale ou internationale.

Abandi babigize umwuga ni abacamanza bashinzwe canke bahawe ayandi mabanga mu Bushikiranganji bw'ubutungane, mu bisata vyitunganiriza ibijanye n'intwaro n'ikigega bikukira Ubushikiranganji bw'ubutungane, mu bindi bisata vya Reta canke mw'ishirahamwe ry'ibihugu Uburundi buherereyemwo canke mpuzamakungu.

Article 193
Sont agents de l'ordre judiciaire au sein du Ministère public: les secrétaires **en** chef, les secrétaires et les commis secrétaires ainsi que les commis des parquets et parquets généraux.

Ingingo ya 193
Abakozi bo mu rwego rw'ubutungane batari abashikirizamanza bakorera mu rwego rw'abashikirizamanza ni abanyamabanga bakuru, abanyamabanga, abafasha abanyamabanga, hamwe n'abakarani bo muri paraki no muri paraki nkuru.

Article 194
Un règlement d'ordre intérieur précise les règles d'organisation et de fonctionnement des parquets généraux, des parquets et des secrétariats. Il est fixé par instruction du Procureur général de la République après approbation du Conseil supérieur des parquets.

Ingingo ya 194
Amategeko ntunganyabikorwa aratomora amategeko agenga ingene paraki nkuru, paraki n'ibiro vy'abanyamabanga bitunganijwe n'ingene bikora Ayo mategeko ntunganyabikorwa ashingwa biciye mu ngingo ifatwa n'Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika abanje kwemezwa n'Inama nkuru y'ubushikirizamanza.

Section 2 : De la compétence du Ministère public

Article 195
Le Ministère public surveille l'exécution des lois, des règlements, des décisions de justice et des autres titres exécutoires. Il poursuit d'office cette exécution selon les dispositions qui intéressent l'ordre public. Il a la surveillance de tous les officiers de Police judiciaire.

A la requête des huissiers agissant sous la supervision de la juridiction compétente en ce qui concerne l'exécution des décisions de justice, des ordonnances, des mandats ou de tous autres actes revêtus de la formule exécutoire, le Ministère public défère à la réquisition de la force publique.

Article 196
Les officiers du Ministère public peuvent agir au civil par voie d'action principale, au nom et dans l'intérêt de toute personne physique ou morale lésée qu'ils estiment être, pour quelque cause que ce soit, dans l'incapacité ou dans l'impossibilité d'assurer elle-même la défense de ses intérêts sous réserve d'autres attributions qui leur sont conférées par des lois particulières.

Le Ministère public peut par voie de requête écrite, demander au président de la juridiction, la désignation d'un conseil ou d'un défenseur chargé d'assister les personnes visées à l'alinéa précédent. Il agit d'office comme partie principale dans les cas spécifiés par la loi et chaque fois que l'intérêt public exige son concours.

Article 197
Sont communiqués au Ministère public pour avis :

1° les causes concernant l'Etat ou les communes, les établissements publics, les sociétés publiques et à participation publique ainsi que

Agace ka 2: Ububasha bw'abashikirizamanza

Ingingo ya 195
Urwego rw'abashikirizamanza rucungera ikurikizwa ry'amabwirizwa, amategeko, ingingo z'ubutungane n'izindi nzandiko zose zirekura ko ingingo zafashwe zikurikizwa. Urwo rwego rurakurikirana iryo kurikizwa ruvyibwirije rwisunze ingingo zijanye n'umutekano w'igihugu. Urwo rwego ni rwo rucungera ibikorwa vy'inyamiramabi zose.

Bisabwe n'abamenyeshamanza bahagarikiwe na sentare ibifitiye ububasha mu vyerekeye ishirwa mu ngiro ry'ingingo z'ubutungane, ingingo z'abacamanza, imitahe canke izindi ngingo zose n'ivyemezo vy'uko zikurikizwa, urwego rw'abashikirizamanza rurashobora gufata ingingo yo kwikora ku bajejwe umutekano.

Ingingo ya 196
Abashikirizamanza barashobora gushingisha urubanza rw'amatati nyamukuru kw'izina no ku nyungu z'umuntu wese canke ishirahamwe ryose babona ko yarenganijwe canke, kubera imvo iyo ari yo yose, adashoboye kwiburanira hatirengagijwe ko bashobora kurangura iyindi mirimo bahabwa n'amategeko avyerekeye.

Umushikirizamanza arashobora, biciye mu rwandiko, gusaba umukuru wa sentare, ko hagenwa umugwi canke uwufasha uwuburana ajejwe gufasha abantu bavugwa mu gahimba ka mbere k'iyi ngingo.
Umushikirizamanza avyibwirije akora nk'umuburanyi nyamukuru mu bihe bitegekanijwe n'ibwirizwa no mu gihe cose biba bikenewe ko afasha ku neza ya bose.

Ingingo ya 197
Ibimenyeshwa umushikirizamanza kugira agire ico abivuzeko ni :

1° imanza zerekeye Reta canke amakomine, ibigo vya Reta, amashirahamwe ya Reta n'ayo Reta ifisemwo umutahe hamwe

les entreprises publiques ;

2° les procédures relatives à l'absence des personnes, aux actes de l'état civil, à l'ouverture, à l'organisation et au fonctionnement des tutelles, la mise sous conseil judiciaire ainsi que les litiges relatifs aux successions ;

3° les demandes qui intéressent les mineurs, les interdits, et les personnes placées sous tutelle ou qui concernent l'administration du patrimoine du failli ;

4° les procédures en matière de faillite ou de concordat judiciaire.

n'amahinguriro ya Reta;

2° imanza zerekeye abantu batarenguka muri sentare, inzandiko ndangamuntu, ugutanguza igenwa ry'umurezi, ingene ico gikorwa gitunganijwe n'ingene kirangurwa, ugushiraho abahanuzi mu vyerekeye ubutungane hamwe n'amatati ajanye n'ugutorana ;

3° imanza zerekeye abana, ibibujijwe hamwe n'abantu barezwe canke izerekeye itunganywa ry'amatungo y'uwahomvye ;

4° imanza zerekeye uruhombo canke amasezerano yo kuzamura ishirahamwe riri mu ngorane biciye mu butungane;

Les attributions du Ministère public près les juridictions spécialisées ayant rang des cours d'appel sont remplies par les magistrats du parquet général près la cour d'appel de leur ressort.

Ibikorwa Ubushikirizamanza bujejwe muri sentare zica imanza zerekeye igisata kanaka ziri ku rugero rwa sentare nkuru zisubiramwo birangurwa n'abacamanza bo muri paraki nkuru ikukira Sentare nkuru isubiramwo iri mu karere bakoreramwo.

Les attributions du Ministère public près les juridictions spécialisées ayant rang des tribunaux de grande instance sont remplies par les magistrats du parquet près le tribunal de grande instance de leur ressort.

Ibikorwa Ubushikirizamanza bujejwe muri sentare zica imanza zerekeye igisata kanaka ziri ku rugero rwa sentare nkuru z'igihugu birangurwa n'abacamanza bo muri paraki ikukira sentare nkuru y'igihugu iri mu karere bakoreramwo.

Article 198

L'avis du Ministère public est donné par écrit dans les trente jours après que la cause lui ait été communiquée, à moins qu'en raison des circonstances de l'affaire, il puisse être émis verbalement sur les bancs. Dans ce cas, l'avis est acté à la feuille d'audience.

Ingingo ya 198

Umushikirizamanza ashikiriza iciyumviro abicishije mu rwandiko mu kiringo c'imisi mirongo itatu amaze kumenyeshwa urubanza, ariko bivanye n'uko urubanza rumeze, arashobora gushikiriza ku munwa ivyiyumviro urubanza ruriko ruraburanishwa. Muri ico gihe, iciyumviro ciwe gica gishirwa mu rwerekeye intahe.

Article 199

En matière répressive, le Ministère public recherche les infractions commises sur le territoire de la République, reçoit les dénonciations, fait

Ingingo ya 199

Mu vyerekeye imanza z'ivyaha, abashikirizamanza baratohoza ivyaha vyakorewe ku gataka k'Uburundi, bakakira ibirego vy'abaje

tous les actes d'instruction et saisit les juridictions lorsqu'il ne décide pas du classement sans suite.

kurega, bakagira itohoza ku vyaha vyose vyakozwe bakongera bagashingisha imanza muri sentare iyo badafashe ingingo yuko urubanza ruherera aho

Article 200
L'exercice de l'action publique dans toute sa plénitude et devant toutes les juridictions appartient au Procureur général de la République. Celui-ci peut exercer les fonctions d'officier du Ministère public auprès de toutes les juridictions ou y déléguer son premier substitut général ou ses substituts généraux.

Ingingo ya 200
Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika ni we ashingisha imanza z'ivyaha izo ari zo zose muri sentare zose. Arashobora kurangura amabanga y'Ubushikirizamanza muri sentare zose canke agatuma icariho ca mbere c'Umushikirizamanza kizigenza canke ivyariho vy'Umushikirizamanza kizigenza.

Les mêmes pouvoirs appartiennent aux procureurs généraux près les cours d'appel et aux procureurs près les juridictions qui ont leur siège ordinaire dans leurs ressorts respectifs. Sur l'autorisation de leur supérieur hiérarchique, les officiers du Ministère public peuvent également exercer leurs fonctions devant les juridictions sises en dehors de leur ressort.
Chaque parquet coordonne l'ensemble des activités de la Police judiciaire de son ressort et en rend compte régulièrement.

Abashikirizamanza bakuru bakukira sentare nkuru zisubiramwo, hamwe n'abashikirizamanza ba Repuburika muri sentare bakukira na bo nyene barafise ubwo bubasha. Abashikirizamanza, babanje guhabwa uruhusha n'uwubatwara mu kazi, barashobora kandi kurangurira imirimo bajejwe muri sentare ziri mu karere badasanzwe bakoreramwo.
Paraki imwimwe yose irakurikiranira hafi ibikorwa vyose vy'inyamiramabi bikorerwa mu karere ijejwe, kandi ikaja iratanga icegeranyo c'ivyakozwe.

Article 201
Sans préjudice d'autres dispositions de la présente loi organique, les juridictions jugent les affaires de leur compétence avec l'assistance et le concours du Ministère public lorsque l'ordre public est intéressé.

Ingingo ya 201
Hatirengangijwe izindi ngingo z'iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro, sentare zica imanza zifitiye ububasha zibifashijwemwo n'abashikirizamanza mu gihe ari ku neza y'umutekano w'igihugu.

Le Ministère public concourt à la défense des intérêts de l'Etat, des communes, des établissements publics à caractère administratif. Il intervient par voie de conclusions ou par avis écrit.

Abashikirizamanza bafise uruhara rw'ukuburanira inyugu za Reta, iz'amakomine n'iz'amashirahamwe ya Reta adafise intumbero y'ukudandaza. Ivyo bica mu mburano bashikiriza canke mu kwerekana aho bahagaze babicishije mu rwandiko.

Article 202
Seul un magistrat du Parquet général de la République peut rechercher, instruire et poursuivre une infraction à charge des personnes suivantes, justiciables au premier degré de la chambre judiciaire de la Cour suprême :

Ingingo ya 202
Umushikirizamanza wo muri Paraki nkuru y'igihugu ni we wenyene ashobora kurondera, gutohoza no gukurikirana icaha cagira abantu bafise icubahiro c'ukuburanira ku rugero rwa mbere mu gisata ca Sentare ntahinyuzwa gicira

	imanza z'ivyaha abanyacubahiro bakurikira :
1° un député ;	1° umushingamateka ;
2° un sénateur ;	2° umukenguzamateka ;
3° un membre du Gouvernement ;	3° umushikiranganji ;
4° l'ombudsman ;	4° umuhuza w'abarundi ;
5° un ancien chef d'Etat ;	5° uwahoze ari Umukuru w'Igihugu;
6° un magistrat de la Cour suprême et du Parquet général de la République ;	6° umucamanza wo muri Sentare ntahinyuzwa n'umucamanza wo muri Paraki nkuru ya Repuburika;
7° un membre de la Cour constitutionnelle ;	7° umucamanza wo muri Sentare yubahiriza Ibwirizwa Shingiro ;
8° un magistrat de la Cour spéciale des terres et autres biens ;	8° umucamanza wo muri Sentare idasanzwe ica imanza z'amatongo n'ayandi matungo ;
9° un magistrat de la Cour anticorruption et du parquet général près la Cour anticorruption ;	9° umucamanza wo muri sentare irwanya igiturire n'uwo muri paraki nkuru ikukira Sentare irwanya igiturire ;
10° un officier général de la Force de Défense Nationale, un magistrat de la Cour militaire ou de l'Auditorat général ;	10° intwazangabo y'ipete rya jenerari wo mu rwego rw'ukwivuna abansi, umucamanza wo muri Sentare ya gisirikare canke umushikirizamanza wo muri Paraki ya gisirikare;
11° **un officier général de police** ;	**11° umukomiseri wo mu Giporisi;**
12° un commissaire de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme ;	12° umukomiseri wo mu Mugwi w'igihugu wigenga ujejwe agateka ka zina muntu;
13° un mandataire politique ou public ayant le rang de Ministre ;	13° umukozi mukuru wa Reta akora ivyerekeye poritike mu kiringo kinaka canke umukozi mukuru wa Reta akora mu kiringo kizwi afise icubahiro nk'ic'umushikiranganji;
14° un gouverneur de province ;	14° buramatari w'intara;
15° un magistrat de la cour d'appel, un magistrat de la Cour administrative, un magistrat de la Cour d'appel de commerce ou un magistrat du Parquet général près la cour	15° umucamanza wo muri sentare nkuru isubiramwo, umucamanza isasa mu manza za Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo, umucamanza wa sentare nkuru isubiramwo

d'appel ;

y'ubudandaji canke umucamanza wo muri Paraki nkuru ikukira Sentare nkuru isubiramwo;

16° un magistrat détaché ou affecté auprès de l'administration centrale et personnalisée du ministère de la Justice ;

16° umucamanza akorera mu biro vy'Umushikiranganji w'ubutungane canke uwarungitswe mu gisata citunganiriza intwaro n'ikigega co mu bushikiranganji bw'ubutungane;

17° un magistrat de la Cour des comptes.

17° umucamanza wo muri Sentare isuzuma ikongera igakurikirana ingene amafaranga y'igihugu akoreshwa

Article 203
Seul un magistrat du Parquet général près la cour d'appel peut rechercher, instruire et poursuivre une infraction à charge d'un magistrat de carrière autre que ceux visés à l'**article 202 de la présente loi organique**, d'un administrateur communal, de tout haut fonctionnaire ou mandataire public nommé par décret, autres que ceux qui sont justiciables au premier degré de la Cour suprême ainsi qu'un avocat régulièrement inscrit au barreau du Burundi.

Ingingo ya 203
Umushikirizamanza wo muri Paraki nkuru ikukira sentare nkuru isubiramwo ni we wenyene ashobora kurondera, gutohoza no gukurikirana icaha cagirizwa umucamanza yabigize umwuga atari mu bavugwa mu **ngingo ya 202**, Musitanteri, n'abandi bakozi ba Reta bakurubakuru canke abakozi bakuru ba Reta bagenywe n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu, atari abacirwa imanza ku rugero rwa mbere muri Sentare Ntahinyuzwa hamwe n'umushingwamanza yiyandikishije hisunzwe amategeko mu rwego rw'abashingwamanza rwo mu Burundi.

Article 204
Sauf cas de flagrant délit, les personnes visées aux articles **202 et 203 de la présente loi organique** ne peuvent être placées en détention préventive que si l'infraction à raison de laquelle elles sont poursuivies est passible d'une peine de plus de cinq ans de servitude pénale.

Ingingo ya 204
Kiretse bafatanywe itonga, abantu bavugwa mu **ngingo ya 202 n'iya 203** ntibashobora gupfungwa ivy'agateganyo kiretse iyo icaha bakurikiranwako gihanishwa umunyororo w'imyaka irenga itanu.

Article 205
Les dispositions **des articles 202 et 203 de la présente loi organique** sont applicables à toutes les infractions commises pendant l'exercice des fonctions qu'elles soient ou non en rapport avec celles-ci ou si les personnes concernées y accèdent postérieurement au fait qui leur est reproché.

Ingingo ya 205
Ibitegekanijwe mu **ngingo ya 202 n'iya 203** birakurikizwa ku vyaha vyose vyakozwe n'abantu mu kiringo bakirangura amabanga bajejwe, ivyo vyaha vyaba bijanye canke bitajanye n'ayo mabanga, canke iyo abo bantu bashinzwe ayo mabanga ivyo vyaha bakurikiranwako baramaze kubikora.

Après la cessation des fonctions, elles continuent

Mu gihe abo bantu batakiri muri ayo mabanga,

à bénéficier du privilège de juridiction uniquement pour les faits en rapport avec ces dernières.

bagumana iryo teka ryo kuburanira muri izo sentare, ariko gusa ku vyaha bijanye n'ayo mabanga.

CHAPITRE II : DE LA POLICE JUDICIAIRE

IGICE CA II: IVYEREKEYE IGIPORISI C'INYAMIRAMABI

Article 206
L'organisation et le statut de la Police judiciaire font l'objet d'une loi particulière.

Ingingo ya 206
Ingene igiporisi c'inyamiramabi gikora hamwe n'amategeko akigenga bitegekanijwe mw'ibwirizwa cisangije.

Article 207
La police judiciaire est chargée de rechercher les auteurs des infractions à la loi pénale, de réunir les indices à leur charge et de les mettre à la disposition du Ministère public conformément au Code de procédure pénale.

Ingingo ya 207
Igiporisi c'inyamiramabi gishinzwe kurondera abakoze ivyaha bitegekanijwe mu Gitabu c'amategeko mpanavyaha, gutororokanya ivyagiriji no kubashikiriza abashikirizamanza, hisunzwe ibitegekanijwe n'Igitabu c'amategeko yerekeye ingene imanza z'ivyaha zitohozwa, ziburanishwa, zicibwa n'ingene zikurikizwa.

Elle assiste le Ministère public dans sa mission d'exécution des lois, des règlements et des décisions de justice.

Igiporisi c'inyamiramabi gifasha abashikirizamanza mu mirimo yabo y'ugushira mu ngiro amabwirizwa, amategeko n'ingingo z'ubutungane.

Article 208
La Police judiciaire a le pouvoir de procéder à l'arrestation provisoire des auteurs ou complices présumés de l'infraction, à la perquisition de leur domicile, à la saisie de leurs biens, le tout dans les limites déterminées par le Code de procédure pénale et sous le contrôle du Ministère public.

Ingingo ya 208
Igiporisi c'inyamiramabi gifise ububasha bwo gupfunga ivy'imfatakibanza abakoze icaha canke abakekwa ko bafashije abakoze icaha, gusaka aho baba, gufata ibintu vyabo, ivyo vyose bikagirwa hubahirijwe ibitegekanijwe n'Igitabu c'amategeko yerekeye ingene imanza z'ivyaha zitohozwa, ziburanishwa, zicibwa n'ingene zikurikizwa kandi bagakurikiranirwa hafi n'abashikirizamanza.

Article 209
La Police judiciaire est spécialement chargée de:

1° exécuter les réquisitions et mandats des magistrats;

2° emettre les avis de recherche d'individus ou de biens faisant l'objet d'enquêtes;

3° centraliser et exploiter la documentation

Ingingo ya 209
Igiporisi c'inyamiramabi kijejwe canecane :

1° gukora ivyo gisabwe n'abashikirizamanza no gushira mu ngiro ibiri mu mutahe utangwa n'abashikirizamanza;
2° gutanga ibiri mu mitahe yo kurondeza abantu canke ibintu biriko bikorwako itohoza ;

3° kwegeranya no gukorera ku nkuru zijanye

criminelle tant nationale qu'étrangère;

4° délivrer les extraits du casier judiciaire.

Article 210
Le Ministre en charge de la justice peut nommer, au sein des administrations publiques, des officiers de Police judiciaire à compétence **restreinte** sur proposition du Ministre dont ils relèvent administrativement. Ils rendent compte régulièrement au Ministère public de leurs activités strictement judiciaires.

L'acte de nomination détermine leur compétence matérielle et territoriale.

TITRE IV : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 211
En attendant la création de la Cour d'appel de commerce, les cours d'appel restent compétentes pour connaître de l'appel contre les décisions rendues au premier degré par le tribunal de commerce et les tribunaux de grande instance statuant en matiere commerciale.

Article 212
En attendant l'affectation des officiers du Ministère public auprès des tribunaux de résidence, le Procureur de la République continue à organiser la représentation du Ministère public auprès de ces tribunaux siégeant en matière répressive.

Article 213
A l'entrée en vigueur de la présente loi organique, les litiges fonciers en matière de terres rurales encore pendants devant les cours d'appel continuent à être instruits et vidés par ces mêmes cours.

n'ubukozi bw'ikibi zaba izo mu gihugu canke izo mu bindi bihugu ;

4° gutanga iyimuriro ry'amafishi y'ivyaha abantu bahaniwe.

Ingingo ya 210
Umushikiranganji ajejwe ubutungane arashobora kugena, mu buzi bwa Reta, abaporisi b'inyamiramabi bafise ububasha ku bintu bimwebimwe, bashikirijwe n'Umushikiranganji abo baporisi b'inyamiramabi batwarwamwo. Abo baporisi bafise ububasha ku bintu bimwebimwe baja barashikiriza Urwego rw'abashikirizamanza icegeranyo c'ibikorwa barangura bijanye n'ubutungane gusa.

Ingingo igena abo baporisi b'inyamiramabi iratomora ububasha bafise bushimikiye ku kiburanwa n'aho akarere bakoreramwo kagarukira.

IKIGABANE CA IV : INGINGO MFATAKIBANZA N'IZISOZERA

Ingingo ya 211
Mu kurindira ko hashingwa Sentare nkuru isubiramwo y'ubudandaji, Sentare nkuru isubiramwo ni yo yonyene ica imanza zungurujwe zerekeye ingingo zafashwe na sentare z'ubudandaji zo mu karere ikoreramwo.

Ingingo ya 212
Mu kurindira ko muri sentare z'intango hashirwaho abashikirizamanza, Umushikirizamanza wa Repuburika abandanya atunganya ibijanye n'uguserukira urwego rw'abashikirizamanza muri sentare zisasa mu manza z'ivyaha.

Ingingo ya 213
Kuva iri bwirizwa rigiye mu ngiro, imanza zerekeye amatati y'amatongo atari ayo mu bisagara zikiburanishwa muri sentare nkuru zisubiramwo zibandanya zitohozwa zongera zicibwa n'izo sentare nyene.

Article 214
En attendant la création des chambres anticorruption au sein des tribunaux de grande instance, la Cour spéciale anticorruption continue à trancher les litiges en rapport avec la corruption et les infractions connexes.

Ingingo ya 214
Mu kurindira ko hashingwa ibisata bica imanza zerekeye igiturire muri sentare nkuru z'igihugu, Sentare idasanzwe irwanya igiturire ibandanya ica imanza zijanye n'igiturire hamwe n'ivyaha bijanye.

Article 215
En attendant la création des chambres d'appel au sein des cours d'appel, les affaires pendantes devant la chambre administrative de la Cour suprême continuent à être instruites par cette dernière.

Ingingo ya 215
Mu kurindira ko hashingwa ibisata vy'iyungururizo muri Sentare nkuru zisubiramwo, imanza zikiriko ziraburanishwa mu gisata gica imanza zerekeye Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo ca Sentare ntahinyuzwa zibandanya zitohozwa n'ico gisata.

Article 216
En attendant la mise en vigueur de la loi portant Détermination et délimitation des Provinces, des Communes, des Zones, des Collines et/ou Quartiers de la République du Burundi, le tribunal du travail, du commerce et la Cour administrative continuent à connaitre les litiges relevant de leurs compétences respectives actuelles.

Ingingo ya 216
Mu kurindira ishirwa mu ngiro ry'ibwirizwa ryunganira ibwirizwa shingiro inomero1/05 ryo ku wa 16 Ntwarante 2023 rishinga imbibe z'intara, iz'amakomine, iz'amazone, iz'imitumba canke amakaritiye vya Repuburika y'Uburundi, sentare y'akazi, iy'ubudandaji n'iyica imanza zega Reta zibandanya zakira imanza zijanye n'ububasha bwazo.

Article 217
Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi organique sont abrogées.

Ingingo ya 217
Ingingo zose zahahora ziteye kubiri n'iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro zirafuswe.

Article 218
La présente loi **organique** entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Ingingo ya 218
Iri bwirizwa ritangura gukurikizwa kuva umusi ritangarijweko.

Fait à Gitega, le.../.../2023

Evariste NDAYISHIMIYE

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Domine BANYANKIMBONA.

Bigiriwe i Gitega, ku wa..../..../2023

NDAYISHIMIYE Evariste

KU BW'UMUKURU W'IGIHUGU,

BIBONYWE KANDI BISHIZWEKO IKIMANGU CA REPUBURIKA,

UMUSHIKIRANGANJI W'UBUTUNGANE,
BANYANKIMBONA Domina.